

55

log<sup>t</sup> 662<sup>2</sup>

Ligne de Lyon - St Paul à Montbrison

Commune de Souzy l'Argentière

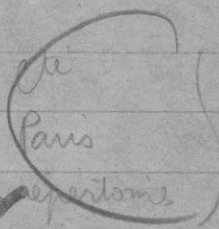
Passage à Niveau n° 30

Location ~~Lartizien~~

~~EPALLE~~

verdu

NF



5-5-42

Occupant M<sup>me</sup> WACHEL

VD-5263 - Location ~~Lartizien~~ EPALLE - PN 30 - Lyon - St Paul à Montbrison

LOGEMENT N° 662/2

LOCALITÉ OU GARE SOUZY-L'ARGENTIERE

CITÉ D

RUE

N°

LIGNE D Lyon St Paul - Moulaison

PN, PS, n°

30

Km

43,284



REGION

Sud-Est

SERVICE VB

N° DE CODE DU DISTRICT

55 634

69

178

SITUATION

6624

Localité ou Gare

SOUZY L'ARGENTIERE

Cité d

Rue

N°

Ligne d

Cyon. St Paul

à

Montlison

Références

Section

N°

PN PS N°

30

Km

43.284

Ligne de

Lieu dit

N° plan parcellaire

2

TITRE AUQUEL LE LOGEMENT A ÉTÉ CONSTRUIT

LOGEMENT APPARTENANT A LA S.N.C.F.

LOGEMENT N'APPARTENANT PAS A LA S.N.C.F.

Géré par elle

Non géré par elle

LOGEMENT

CONSTRUIT

avant le 1-9-1948

après le 1-9-1948

ACHEVÉ le

MATÉRIAUX

Dur

Semi-dur

Bois

MAISON

Individuelle

Collective comprenant logements

LOCAL

SIS AU

Rez-de-Chaussée

étage N°

LOGEMENT dans un bâtiment de service

CONSISTANCE DU LOGEMENT

PIÈCES ET ANNEXES

Cuisine - Salle commune + 3 pièces

dont Chambre mansardée

Chambre de bonne

Dortoir

Chambre de célibataire

nue

meublée

Lits

Cabinet de toilette - Salle de bains - Salle d'eau

w.c.

Intérieur

Individuel

Collectif

avec

effet d'eau

fosse

fixe

septique

MODIFICATIONS DE CONSISTANCE - RÉPARATIONS

DATE

NATURE

DÉPENDANCES

Remise - Poulailier - Clapier - Etable - Cellier -

Buanderie

individuelle

collective

Pigeonnier

Garage

individuel

collectif

Cour

Jardin

EAU

avec

sans

installation individuelle intérieure

fournie par

puits

citerne

avec

sans

pompe

à main

à moteur

gaz

électricité

cuisinière

Installation d'eau chaude fonct. sur

Vidange des eaux usées

Fosse septique se déversant

dans une station d'épuration SNCF

au tout à l'égout

dans un puits perdu

COMPTEUR

Eau

Gaz

Électricité

ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT

Evier - Lavabo - Baignoire - Douche - Bidet

Bac à laver - Chauffe-eau

EAU

froide

chaude

Bloc-eau

GAZ

individuel (bouteilles)

collectif

ÉLECTRICITÉ

Lumière

Force

Vide-ordures

individuel

collectif

Ascenseur

Monte-charge

CHAUFFAGE CENTRAL

individuel

collectif

nombre de radiateurs

CAVE - GRENIER

SURFACE DU LOGEMENT m²

LOGEMENT

PIÈCES ANNEXES

LOGEMENT

DÉPENDANCES

COUR - JARDIN

REDEVANCES MENSUELLES D'OCCUPATION

CATÉGORIE DU LOCAL

3 B

TAUX D'ABATTEMENT DE ZONE

10

SURFACE CORRIGÉE

LOGEMENT

DÉPENDANCES

JARDIN

TOTAL

TAUX PLAFOND HLM (Logement proprement dit)

NF le m² (3)

MAJORATION

%

POUR LOGEMENT DE LA CATÉGORIE

soit : SC

m² x

12

NF le m²

NF par mois

REDEVANCE MENSUELLE PLAFOND

TAUX DE BASE JANVIER 1949

MAJORATION SEMESTRIELLE

%

TAUX DE BASE JANVIER 1959

TAUX DE LA MAJORATION SEMESTRIELLE

P. 13

REDEVANCE JANVIER 1959

MAJORATIONS

12

13

DÉROGATIONS

A

le

196

Signature

(1) Soulignez les mentions utiles.

(2) Tracez une croix dans la colonne se rapportant à la catégorie du compteur.

(3) Prix de base actuel au m²

(4) Pour occupant antérieur au 1-7-58.

01 W 22 281 24630 IMP. PETER, PANTIN

LG

### DESCRIPTIF LOGEMENT

No

662/2

16

OCCUPANTS				ÉLÉMENTS DE LA REDEVANCE MENSUELLE TOTALE										
NOM ET PRÉNOMS N° D'IMMATRICULATION	GRADE - SERVICE ÉTABLISSEMENT D'ATTACHE (Agents, Aux., Agents contractuels)	CATÉGORIE	DATES D'ENTRÉE ET DE SORTIE	DATE D'EFFET DU TAUX	TAUX THÉORIQUE DE LA REDEVANCE (Ag. Cat. A)	REDEVANCE D'OCCUPATION	ASSURANCE INCENDIE	PRESTA- TIONS COMMUNES	TAXES LOCATIVES	FOUR- NITURES INDIVI- DUELLES			REDEVANCE MENSUELLE TOTALE	
	QUALITÉ (Retraités, Etrangers)													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Mme WACHEL	Etrangère		1.2.58	1.1.63		30.65					1.00		31.65	
			1.2.62	1.7.63		32.18					1.00		33.18	
				1.1.64		d°					d°		d°	
				1.7.64		33.79					1.00		34.79	
				1.7.64		32.18					1.00		33.18	
				1.1.72		(145.49)								
				1.7.72		54.34			1.00					
				1.7.73		54.44			3.00					
				10.74		58.10			d°					
				10.75		62.50								
D'écôle d'f. a. l. ay			1.7.76			d°			3.00					
			10.76		66.87									
			7.77		71.21				d°					
demande achat chapuis Tr à Suintiaut VP. 23-6-1959														

demanche  
achet chapin  
Tou - Restaurant V.P.  
23-6-1969

VAL. LOC.	MAJORATIONS SEMESTRIELLES	19 70		19 71		19 72		19 73		19 74		19 75	
		2 <sup>e</sup> S.	1 <sup>e</sup> S.	2 <sup>e</sup> S.	1 <sup>e</sup> S.	2 <sup>e</sup> S.	1 <sup>e</sup> S.	2 <sup>e</sup> S.	1 <sup>e</sup> S.	2 <sup>e</sup> S.	1 <sup>e</sup> S.	2 <sup>e</sup> S.	
REDEVANCES MENSUELLES D'OCCUPATION	LOGEMENT												
	DÉPENDANCES												
	COUR-JARDIN												
	TOTAL	48.46		51.86		54.24		57.70					
REDEVANCES MENSUELLES D'ENTRETIEN		19 76		19 77		19 78		19 79		19 80		19 81	
	LOGEMENT	51		30.65	32.18		33.15						
	DÉPENDANCES												
	COUR-JARDIN												
	TOTAL			30.65	32.18		33.15						





Localité ou gare  
Cité d  
Rue  
Ligne d

SOUZY L'ARGENTIERE

PN n° 30

ST Paul à Montbrous

MAISON (1) Individuelle  
Collective comprenant logements  
LOCAL SIS AU (1) Rez-de-chaussée  
1 - étage  
LOGEMENT DANS UN BV OU AUTRE BATIMENT DE SERVICE

3B  
CATÉGORIE du LOGEM  
N° du LOGEMENT

RÉGION Sud-Est SERVICE-VB N° DE CODE DU DISTRICT 53632

662/2

I. - CORRECTIFS APPLICABLES A CHAQUE PARTIE DU LOCAL

PIÈCES	NATURE DES DIFFÉRENTES PARTIES DU LOCAL	SURFACE RÉELLE	COEFFICIENT DE NATURE	SURFACE PONDÉRÉE (col. 2 x col. 3)	COEFFICIENT				SURFACE CORRIGÉE (col. 4 x col. 8)	OBSERVATIONS
					ÉCLAIREMENT	ENSOLEILLEMENT	VUES	MOYEN		
HABITABLES	Cuisine	20,18	1	20,00	0,9	0,8	0,9	0,86	17,20	
	Salle à manger.	12,97	1	13,00	0,9	1	0,9	0,93	12,09	
SECONDAIRES	Chambre	12,68	0,9	11,70	0,9	1	0,9	0,95	10,88	
	Chambre	13,12	0,9	11,70	0,9	0,8	0,9	0,86	10,06	
ANNEXES	WC (extérieur).	1,25	1		(1) Souligner la mention utile.				1,00	
	Couloir	0,96	0,6						0,60	
TOTAL :					TOTAL DES SURFACES CORRIGÉES ....				51,83	

ANNEXES : Porter le produit des colonnes 2 et 3 dans la colonne 9.

Stranger

3. - ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INSTALLÉS PAR LE PROPRIÉTAIRE

NATURE	NOMBRE D'UNITÉS	EQUIVALENCE	
		PAR UNITÉ	TOTALE
Eau prise à un puits extérieur au local.	1		0,25
Evier ordoir	1		2,00
SURFACE RÉELLE TOTALE			
Caves.....	> 10 m²		2,00
Greniers et débarras ...			
TOTAL :			4,25

2. - CORRECTIF D'ENSEMBLE DU LOCAL

Entretien et vétusté .....	1
Situation .....	0,8
Coefficient moyen ..	0,90
Produit de la surface corrigée par le correctif d'ensemble du local .....	46,64
Report du total des équivalences «Éléments d'équipement» .....	4,25

4. - SURFACE CORRIGÉE DU LOCAL

TOTAL (des 2 lignes précédentes) .....	50,89
Diminution pour absence d'ascenseur .....	-
Majoration pour usage professionnel .....	+
SURFACE CORRIGÉE TOTALE .....	50,89

5. - MONTANT DE LA REDEVANCE MENSUELLE AU 1<sup>er</sup> JANVIER 1949

Premiers m²	10 m² x	Fr =	
Suivants jusqu'à	m² x	Fr =	
Au delà	m² x	Fr =	
TOTAL :			
Réduction pour les localités soumises à un abattement de salaire .....			
% de réduction ( % x 1,5)			
MONTANT DE LA REDEVANCE AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 1949			

6. - JARDINS - REMISES - GARAGES ET AUTRES DÉPENDANCES (voir au verso)

Jardin	loués ou occupés accessoirement au local .....
--------	--

7. - MAJORATIONS SEMESTRIELLES (Applicables du 1-7-49 au 1-1-54 inclus)

DECOMPTÉ DU MONTANT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION

1958

### 8. - DÉPENDANCES

ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INSTALLÉS PAR LE PROPRIÉTAIRE				CLASSE	DÉSIGNATION	SURFACE RÉELLE	COEFFICIENT ENTRETIEN-VÉTUSTÉ	SURFACE PONDÉRÉE	REPORT DU TOTAL DES ÉQUIVALENCES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT	SURFACE TOTALE	DÉCOMPTÉ DE LA REDEVANCE	MONTANT DE LA REDEVANCE
NATURE	NOMBRE D'UNITÉS	ÉQUIVALENCES										
		PAR UNITÉ	TOTALE	1	2	3	4	5	6	7	8	9
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	
											$(\leq 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$ $(> 40 \text{ m}^2) \quad M^2 \times \quad \text{Fr}$	</

## 9. - TERRAINS DE TOUTE NATURE - BALCONS ET TERRASSES

OBSERVATIONS	CLASSE	DÉSIGNATION	SURFACE RÉELLE	COEFFICIENT SITUATION	SURFACE PONDÉRÉE		SURFACE TOTALE	DÉCOMPTÉ DE LA REDEVANCE	MONTANT DE LA REDEVANCE
	1	2	3	4	5	6	7	8	9

## COURS - JARDINS ET TERRAINS

3 <sup>e</sup>	Jardin	150	0,8	120	40	80 <sup>m</sup>	( $< 200 \text{ m}^2$ ) $M^2 \times$ Fr	
							( $> 600 \text{ m}^2$ ) $M^2 \times$ Fr	
							( $< 200 \text{ m}^2$ ) $M^2 \times$ Fr	
							( $> 600 \text{ m}^2$ ) $M^2 \times$ Fr	
							( $< 200 \text{ m}^2$ ) $M^2 \times$ Fr	
							( $> 600 \text{ m}^2$ ) $M^2 \times$ Fr	

**BALCONS - TERRASSES (ET TERRASSES-TOITURES ACCESSIBLES)**

						(21 à 50 m <sup>2</sup> )	M <sup>2</sup> ×	Fr
						(51 à 200 m <sup>2</sup> )	M <sup>2</sup> ×	Fr
						(21 à 50 m <sup>2</sup> )	M <sup>2</sup> ×	Fr
						(51 à 200 m <sup>2</sup> )	M <sup>2</sup> ×	Fr
						(21 à 50 m <sup>2</sup> )	M <sup>2</sup> ×	Fr
						(51 à 200 m <sup>2</sup> )	M <sup>2</sup> ×	Fr
<p style="text-align: right;">MONTANT GLOBAL.....</p> <p style="text-align: right;">Réduction pour les localités soumises à un abattement de salaire.....</p> <p style="text-align: right;">% de réduction (..... % × 3)</p> <p style="text-align: right;">MONTANT DE LA REDEVANCE.....</p>								

## II. - MAJORATIONS SEMESTRIELLES (1)

## 10. - RÉCAPITULATION

Dépendances.....  
Terrains-Balcons.....

(1) Applicables du 1-7-49 au 1-1-54 inclus.

Montant de la redevance mensuelle au 1-1-49.



SITUATION

Localité ou Gare **SOUZY L'ARGENTIERE**No **662/21**Cité d. **Lyon. St Paul** à **Montbrison**

Rue

PN, PS, n°

**30**

N°

Km

REDEVANCE

Montant **1280** Fr

MATÉRIAUX (1)

Dur

Semi-dur

Bois

Matériaux légers

Assimilé à un logement en dur

NATURE (1)

Maison

individuelle

collective comprenant

Log<sup>ts</sup>NOMBRE DE PIÈCES  
PRINCIPALESle **au 1<sup>er</sup>** 195

Local sis au

**1<sup>er</sup> étage****Rez-de-chaussée****cuisine****+ 3 p<sup>ces</sup>**

Logement dans un BV ou autre bâtiment de service

L 13 P 7

**LOGEMENT**

AVIS DE MUTATION

Ex. 2 destiné à l'Arrondissement VB (logements)

RÉGION

SERVICE

ARRONDISSEMENT

CATÉGO. OCCUP.  
SORTANT (1)**A B C' C''****3**

OCCUPANT SORTANT

OCCUPANT ENTRANT

OBSERVATIONS

SITUATION ADMINISTRATIVE

Nom, prénoms

Grade, échelle n° Caisse de Prévoyance

Service, Arrondissement

Établissement d'attache

*1 ex B 17 a  
M. Pucier  
9/1/54*

*Madame Wachel  
ouvrière en confection*

Nouvelle adresse domiciliaire (occup. sortant)

Ancienne adresse domiciliaire (occup. entrant)

AUTRES OCCUPANTS

Retraité, étranger

Qualité

**EPALLE Henri**  
*ouvrier*  
**Souzy l'Argentière**  
**Rhône**

**Bonnet Elie ouvrier**  
**chapetier la Grand Croix**  
**a' Chazottes sur Lyon**  
**(Rhône)**

ARRONDI VB

**4**MOTIF DU DÉPART  
PART SORTANT

*Resiliation bail pour le 30/9/54*

Delmas 41 w 12922-10-54.

(1) Souligner la mention utile.

VOIR AU VERSO ➡

**5**

**DATES  
VISAS**

DISTRICT	Dates		de libération		de prise de possession		OCCUPANT SORTANT		OCCUPANT ENTRANT		OBSERVATIONS	7	8	9									
	27 Août		1955		1 <sup>er</sup> février		1956		6														
<p>S. N. C. F. Région Sud-Est</p> <p>Service Voie et Bâtiment TIMBRE DU DISTRICT</p> <p>A. BOURRIER Chef de District Tél. 135 - L'ANDRESLE (Rhône)</p>												<p>S. N. C. F. SUD-EST 4<sup>e</sup> Arrondissement - V. B. BUREAU DU LOGEMENT 10 Cours de Verdun LYON</p>											
ARRONDISSEMENT VB	OCCUPANT SORTANT	Dernière mensualité	DATE D'EFFET	VALEUR LOCATIVE	TAUX MENSUEL	PRESTATIONS COMMUNES	TAXES LOCATIVES	FOURNITURES FORFAITAIRES INDIVIDUELLES	ASSURANCE INCENDIE	8	9	REDEVANCE MENSUELLE	10	VISAS	SOLDE OCCUP. SORT.	SOLDE OCCUP. ENTR.							
	OCCUPANT ENTRANT	Première mensualité mensualités suivantes																					
OPÉRATIONS	CHEF DE DISTRICT		ARROND <sup>1</sup> VB		BUR. de SOLDE (OCC. SORT.)		CHEF DE DISTRICT		ARROND <sup>1</sup> VB		BUR. de SOLDE (OCC. ENTR.)		ARROND <sup>1</sup> VB										
	Place l'ex. 2 en attente. Après libération, adresse l'ex. 2 complété à l'arr <sup>1</sup> VB		Effectue le décompte partie 10. Adresse l'ex. 2 au Bureau de Solde de l'occupant sortant.		Procède au règlement définitif. Retourne l'ex. 2 au Chef de District.		Place l'ex. 2 en attente. Après prise de possession, complète la partie 6 et transmet à l'Arrondissement VB.		Effectue le décompte des premières mensualités, partie 10. Complète le verso et adresse l'ex. 2 L 13 P 7 au Bureau de Solde de l'occupant entrant.		Passe en écritures «solde». Retourne l'ex. 2 à l'Arrondissement VB.		Classe l'ex. 2 L 13 P 7 au dossier «Logements L 13 P 9.»										
DATES VISAS																							



Meers 6-1-1958

Monsieur

Jeux moi pour vous demander  
de bien vouloir me louer la  
maisonnette N° 30 à partir du  
1<sup>er</sup> Février 1958.

Recevez Monsieur mes sincères  
salutations

Mme Hachel  
maisonnette 35 commune  
de Meers Bône

Localité ou gare **SOUZY- l'ARGENTIERE** Cité d

Rue

Rue  
Ligne de Lyon - St Paul

d. Houtbrison

PN no 30

No. \_\_\_\_\_  
Km 43.284

### MAJORATIONS SEMESTRIELLES

2

CATEGORIE DU  
LOCAL (1)

A

B

C

3

OCCUPANTS -- REDEVANCES

(1) *Souligner la mention utile.*

NOM, PRÉNOMS DE L'OCCUPANT

1

Grade, Service, Établiss. d'attache  
(Agents, Aux., Agents contractuels)

	Qualité (Retraités, Étrangers)
2	

Catégorie	occupant
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12
13	13
14	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20	20
21	21
22	22
23	23
24	24
25	25
26	26
27	27
28	28
29	29
30	30
31	31
32	32
33	33
34	34
35	35
36	36
37	37
38	38
39	39
40	40
41	41
42	42
43	43
44	44
45	45
46	46
47	47
48	48
49	49
50	50
51	51
52	52
53	53
54	54
55	55
56	56
57	57
58	58
59	59
60	60
61	61
62	62
63	63
64	64
65	65
66	66
67	67
68	68
69	69
70	70
71	71
72	72
73	73
74	74
75	75
76	76
77	77
78	78
79	79
80	80
81	81
82	82
83	83
84	84
85	85
86	86
87	87
88	88
89	89
90	90
91	91
92	92
93	93
94	94
95	95
96	96
97	97
98	98
99	99
100	100

Dates d'entrée de sortie	4
--------------------------------	---

Dates d'effet ou de modific. du taux	5
--	---

6

mensuel

7

Charges  
com-  
munes  
8

Taxes	
locatives	
9	

Fournit. individ forfait. 10	
---------------------------------------	--

Assur.	
incendie	
II	

12

Redevance mensuelle	13
---------------------	----

14	15
Enregist, Chauff. Taxes mun.	
Rappel, Reten. (Régularisat.)	
DÉCLICHÈMENT	

Compte à crédit.	16
N° de feu	

Date et Visa de la Solde 17	
uille de solde 18	

14

15

4



Sauzy le 21.2.1966

12

Monsieur

Je viens par ma présente lettre vous demander s'il  
me serait pas possible de mettre la location de la  
maisonnette que j'occupe au n° 30 à Sauzy  
au nom de ma petite fille qui est Espheline  
et dont je suis la tutrice officiellement car j'ai  
chez moi meuble et objet qui lui reviennent  
Méditant au sujet de l'achat de ma maison  
pour lequel je suis toujours repreneur, je  
demanderais aussi de le mettre aussi à son nom  
sur ma responsabilité. Je solderai moi-même  
la somme demandée. Je désirais traiter l'affaire  
le plus tôt possible. Car je désire entreprendre  
de nombreux travaux qui deviennent nécessaires.  
En conséquence je vous serais reconnaissante  
de me faire une réponse à ce sujet le plus tôt  
possible. Dans l'attente, et en espérant une  
réponse favorable de votre part, j'envoie  
mes remerciements et mes respectueuses salutations.  
Je prend toutes les responsabilités, ma petite  
fille vit avec moi.

Madame Hachet Anne  
maisonnette n° 30 Sauzy  
Blanc

étrangère  
(ouvrière en  
confection)

Je vous joint le bulletin de  
naissance de ma petite fille

2-3-168

VBA I6.233

PARIS, le

10 JANV 1958

2 pièces

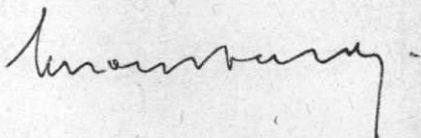
RETOURNE à VB 6 à LYON

le projet d'autorisation d'occupation/ établi au nom de Mme WACHEL pour l'ex- pédier à dater du 1er Avril 1958 au taux annuel de 22.776Fr plus majora- tion semestrielle de 78Fr par mois à partir du 1er Juillet 1958 et forfait de 1.200Fr par an pour impôts et char- ges de toute nature.

Après signature par l'occupante, vous m'adresserez deux exemplaires timbrés pour approbation.

D'accord pour "A".

En chef de la Division du Service Général  
L'Ingénieur Principal,



S.N.C.F. - Sud-Est  
VOIE ET BATIMENTS  
6ème Arrondissement

L.16

Occupation

Mme WACHEL Anne

M.D. du P.N. n° 30

Ligne de

Lyon St Paul - Moutbrison

à Souzy l'Argentière

LYON, le 14/1/58

COMPTABILITE ( VB -6 )

Je vous prie de faire le nécessaire en  
vue de l'encaissement du 1er terme ( mois d'Avril  
à Juin 1958 ) soit : 1898 x 3 = 5694 +

+ 1712<sup>+</sup> représentant la différence de revenus d'occupation entre le M.D. du PN 35 & 30. -  
+ 7406<sup>+</sup> + 300<sup>+</sup> impôts et charges de toute nature Total = 7706<sup>+</sup>

au nom de Madame WACHEL Anne  
demeurant à L'ex-PN 35 à MEYS (Loire)

Il s'agit d'une nouvelle occupation ou  
~~d'un renouvellement d'occupation~~ ( engagement d'im an  
renouvelable du \_\_\_\_\_ à effet du \_\_\_\_\_

1/4/58 )

S. N. C. Référence VB-d- 16233 du

10/1/58

SUD-EST

6<sup>e</sup> Arrond. V. E.

BUREAU DU LOGEMENT

10<sup>bis</sup>, Cours de Verdun

LYON

BR. Bordenau n° 3  
du 15/1/58

S. N. C. F.

Région d Ind-Est

6 <sup>e</sup> Arrondissement.

Ligne n° 782 (1) (2)

de Lyon St Paul

à Montbuisson

Gare de (1) \_\_\_\_\_

Commune de \_\_\_\_\_

SOUZY L'ARGENTIERE

Madame WACHEL

Anne

Occupant.  
\_\_\_\_\_

PROJET

d' **AUTORISATION D'OCCUPATION**

**PAR DES ÉTRANGERS A LA S.N.C.F.**

**D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

**DÉPENDANT DU DOMAINE PUBLIC DU CHEMIN DE FER**

16.233

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS (IX<sup>e</sup>), rue Saint-Lazare, n° 88, représentée par

Monsieur le Chef du service V.B.

15, rue Traversière à PARIS (XII<sup>e</sup>)

ayant reçu les pouvoirs nécessaires à cet effet,

d'une part,

et : Madame WACHEL Anne, ouvrière en  
confiserie demeurant à l'ex-PN n° 35 de la  
ligne Lyon St Paul-Montbuisson à MEYS (Loire)  
d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article premier.** — La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) autorise par les présentes Madame WACHEL Anne

à occuper à l'usage exclusif d'habitation le logement n° 662/2 (ex-PN n° 30)

dépendant du domaine public du chemin de fer  
situé à SOUZY L'ARGENTIERE (Rhône)

commune de SOUZY L'ARGENTIERE (Rhône)

section B n° 338 du plan du cadastre, d'une superficie approximative de \_\_\_\_\_

ainsi que ledit immeuble ou local se poursuit et se comporte, sans garantie de contenance et sans qu'il en soit fait une plus ample désignation, l'occupant déclarant le bien connaître.

(1) Barrer la mention inutile.

(2) Cote de ligne du classement géographique.



L'occupant devra se conformer aux lois et règlements concernant la police et la sécurité des chemins de fer, et il accepte de se soumettre sans restriction ni réserve aux conditions générales d'occupation par des étrangers à la S.N.C.F. d'immeubles ou de locaux à usage d'habitation, dépendant du domaine public du chemin de fer en date du 22 septembre 1953 dont il reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont, d'accord entre les parties contractantes, complétées comme il est dit ci-dessous :

*Locataire  
verbale  
du 1/2 au 31/3/58*

**Article 2.** — La présente autorisation est accordée à partir du 1<sup>er</sup> Avril 1958

**Article 3.** — La présente autorisation est donnée moyennant une redevance annuelle de 22.776 francs que l'occupant s'oblige à payer trimestriellement par quart et d'avance le 1/1 - 1/4 - 1/7 et 1/10. Le premier terme sera exigible lors de la signature de la présente

*majoration*  
La redevance sera révisée conformément à l'article 10 des conditions générales, soit une augmentation semestrielle de 78<sup>+</sup> par mois les 1<sup>er</sup> Janvier et 1<sup>er</sup> Juillet de chaque année, et ce, à dater du 1<sup>er</sup> Juillet 1958.

**Article 4.** — L'occupant remboursera, en outre, dans les conditions et aux époques fixées pour le paiement de la redevance, pour impôts et charges de toute nature relatifs à l'immeuble occupé, une somme fixée à forfait et d'un commun accord à 1200 francs par an.

**Article 5.** — Les frais de timbre de la présente autorisation et, le cas échéant, de toutes les pièces s'y rapportant, seront à la charge de l'occupant. Il en sera de même des frais d'enregistrement au cas où il y aurait lieu ultérieurement à l'accomplissement de cette formalité.

Pour l'exécution des présentes, les parties font éléction de domicile, savoir :

La S.N.C.F., à PARIS (IX<sup>e</sup>), en ses bureaux, au siège social, 88, rue Saint-Lazare,

et M<sup>me</sup> madame WACHEL Anne dans les lieux occupés.

Fait à Mays le 16 Janvier 1958

en deux exemplaires, dont un pour chacune des parties.

*Lu et approuvé*  
*P<sup>r</sup> Le Chef des S<sup>cs</sup> VB*  
*L'Infirmier en Chef*  
*Signé MOUTARDIER*

*Lu et approuvé*  
*Signé WACHEL*

Lyon, le 20/1/58

L.16

VBd I6233 du 10/1/58

VBd à PARIS

Occupation Mme WACHEL  
ND du PN 30  
Lyon St Paul-Montbrison  
SOUZY L'ARGENTIERE

2p.

Je vous adresse, après signature par Mme WACHEL, les 2 exemplaires d'autorisation d'occupation pour approbation.

Le Bon de Recette (bordereau n° 3 du 15/1/58) a été adressé à l'intéressée en vue du paiement de la redevance du 2<sup>e</sup> trimestre 1958 et de la différence de redevance d'occupation entre les logements des P.N. 35 & 30 Lyon St Paul-Montbrison pour la période du 1<sup>er</sup> Février au 31 Mars 1958

Le 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.  
Ingénieur Chef Adjoint

S.N.C.F.  
Région Sud-Est

LYON, le 14 janvier 1958

VOIE et BATIMENTS  
6<sup>e</sup> arrondissement

L/16  
5 pièces

COMMUNIQUE à S. 63

Comme suite à son R<sup>né</sup> du 21/12/57  
pour faire timbrer aux frais de l'intéressée et faire  
signer par elle 2 exemplaires de  
l'Autorisation destinée à régulariser l'occupation  
de la maisonnette désaffectée du P.N. 30 à Louzy le Baigneur  
(M<sup>me</sup> WACHEL dnm)

nécessari  
fait

L'occupante devra faire précéder sa signature des  
mots "Lu et Approuvé"

Vous aurez ensuite à me retourner ces 2 pièces  
après nécessaire fait.

nécessari  
fait

Ci-joint 2 copies de l'Autorisation (1 pour son  
usage, 1 pour le CDT) ainsi qu'un exemplaire des Condi-  
tions Générales d'occupation à remettre à Madame WACHEL

Je vous adresserai, après approbation du Service  
Régional, l'exemplaire destiné à Madame WACHEL

fait  
assurance de  
1 500 000 francs

Il vous appartiendra, lors de la signature de  
cette Autorisation, conformément aux instructions de  
la lettre VBD 203 du 26 Mai 1953, mon Transmis SP.13/01  
du 30 du même mois, de signaler par écrit à l'occupante  
ses obligations en matière d'assurances incendie et  
lui demander communication de sa police dans les plus  
brefs délais.

Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement VB.  
Le Chef de Bureau

*G. G. G.*

le 17-1-58  
R. W. L. 63

VB. 6

SITUATION

RELEVANCE

Localité ou Gare

Cité d

Ligne d

SOUZY L'ARGENTIERE

Lyon - St Paul

à

Montbrison

PN. PS. n°

30

Km

NOMBRE DE PIÈCES  
PRINCIPALES

Montant

1280

Fr

MATÉRIAUX (1)

Dur

Semi-dur

Bois

Matériaux légers

Assimilé à un logement en dur

NATURE (1)

Maison

individuelle

collective comprenant

Logis

Local sis au

1. étage et

Rez-de-chaussée

Logement dans un BV ou autre bâtiment de service

cuisine

+ 3 p.

L 13 P 7

LOGEMENT

AVIS DE MUTATION

Ex. I destiné au Service Gérant prenant

RÉGION

SERVICE

ARRONDISSEMENT

autres occupants

CATÉGORIE OCCUP.  
SORTANT (1)A B C<sup>1</sup> C<sup>2</sup>

3

OCCUPANT SORTANT

OCCUPANT ENTRANT

OBSERVATIONS

SITUATION ADMINISTRATIVE

Nom, prénoms

Grade, échelle n° Caisse de Prévoyance

Service, Arrondissement

Établissement d'attache

Nouvelle adresse domiciliaire (occup. sortant)

Ancienne adresse domiciliaire (occup. entrant)

AUTRES OCCUPANTS

Retraité, étranger

Qualité

EPALLE Henri

Domic. lieu des  
Yverdon

Souzy l'Argentiere Rhône

Bonnet Etie ouvrier  
chapelier la Grand Croix  
à Chazelles sur Lyon  
RhôneDATE ET MOTIF DU DEPART  
DE L'OCCUPANT SORTANT

Résiliation bail pour le 30/9/57

Delmas 41 w 12922-10-54

(1) Souligner la mention utile.

VOIR AU VERSO



CATÉGORIES C-L-C\*

DATES - VISAS

CATÉGORIES A-B

Dates

de libération

de prise de possession

OCCUPANT SORTANT

OCCUPANT ENTRANT

195 7

195 8

6

OBSERVATIONS

S. N. C. F.  
Région Sud-EstService Vols et Rattachement  
TIMBRE DU DISTRICT

A. BOURRIER

Chef de District

TEL 135 - L'ARBRESLE (AIN)

7

8

9

Sce GÉRANT CÉDANT

ARROND<sup>1</sup> VB

CHEF DE DISTRICT

ARROND<sup>1</sup> VB

CHEF DE DISTRICT

SERVICE GÉRANT (occup<sup>1</sup> entrant)

Remplit les parties 1, 3, 4 et 5. Transmet à l'Arrondissement VB.

Complète les parties 1 et 2. Transmet au District.

Appose son timbre case 7. La date de libération connue, complète la partie 6. Transmet l'Ex. 1 à l'Arrond. VB.

Après désignation du bénéficiaire, transmet l'Ex. 1 au District.

Après accord du bénéficiaire, complète les 2 exemplaires partie 4 (occupant entrant, nouvelle adresse de l'occupant sortant), les place en attente. Après prise de possession, adresse l'Ex. 1 complété partie 6 au Service Gérant de l'occupant entrant.

Complète la fiche 3, P 2; classe l'Ex. 1 au dossier de l'occupant entrant (s. Dossier E1).

4/9/57

Même que ci-dessus

OCCUPANT ENTRANT  
non désigné

Place l'Ex. 1 avec l'Ex. 2 en attente de libération du logement.

Transmet l'Ex. 1 au Service Gérant cédant dès la date de libération connue.

Après désignation du nouvel occupant transmet l'Ex. 1 L 13 P 7 à l'Arrond<sup>1</sup> VB.

Retourne l'Ex. 1 au District.

Complète l'Ex. 2 partie "occupant entrant".

Après libération, place l'Ex. 1 en attente.

Après prise de possession, adresse l'Ex. 1 complété au Service Gérant de l'occupant entrant.

même que ci-dessus

Sce GÉRANT CÉDANT

ARROND<sup>1</sup> VB

CHEF DE DISTRICT

Sce GÉRANT CÉDANT

ARROND<sup>1</sup> VB

CHEF DE DISTRICT

S. G. (OCCUP<sup>1</sup> ENT<sup>1</sup>)

Lyon, le 4 Janvier 1958

L.I6

VRd à PARIS

Occupation Mme WACHEL  
ND du PN 30  
Lyon St Paul-Montbrison  
SOIZY L'ARGENTIERE

Ep.

Je vous adresse, ci-joint, pour autorisation, un projet d'engagement, d'un an renouvelable, à effet du 1er Avril 1958, au nom de Madame WACHEL.

La redevance est fonction de la surface corrigée. Ci-joint le compte d'usage.

L'occupation partant du Février prochain, les mois de Février et Mars seront considérés comme location verbale. Toutefois Mme WACHEL occupent déjà la maison nette dégagée du PN n°35 à (voir la note d'autre part) je paierai pour les mois de Février et Mars que la différence des redevances des PN 30 & 35 soit :  
 $(1698 \times 2) - (1042 \times 2) = 1.712$

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V. B.

Signé : CLEMENGIN

L.I6

Lyon, le 4/1/58

Transmis à S. 63

à titre d'information.

Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V. B.

Le Chef de Bureau

V. H. H. le 19-11-57

1 piéce

E<sup>5</sup> à J-63

une demande de locataire de  
la maisonnette du Pa' n° 30  
Lyon St Paul Montbrun (logement n° 662/2)

M. Brugère, célibataire travaille  
à la manufacture de produits  
céramiques J. Thomas à St Jory  
l'Argentière.

Il est, d'après le directeur de cette usine,  
solvable.

J'ai aussi M. Brugère d'attendre  
le dossier qui serait prus pour  
sa demande de logement

Envié à V.B. 6

pour la suite utile. Je n'ai  
pas d'objection.

20/11/1957

Le Chef de Section Pal

P. Adressé le 30-12-57

R<sup>m</sup> à S-63

M. Brugère ne voulant plus au  
dernier moment la maisonnette  
du PR 30 j'ai trouvé une  
candidature par la personne de  
M<sup>me</sup> Wachel.

Cette clause acceptée les conditions  
prises sur le projet d'autorisation  
d'occupation et occuperait les  
lieux à partir du 1<sup>er</sup> février 1958.  
Elle abandonnerait à ce moment la  
maisonnette du PR 35 qu'elle  
occupe actuellement.

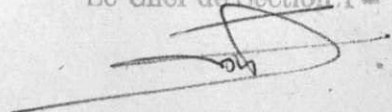
Vous trouverez sur le bail concernant  
la maisonnette du PR 35 LSPM  
tous les renseignements utiles  
concernant M<sup>me</sup> Wachel.

~~Bouvier~~

Rue à V.B.6

pour annulation. Je suis d'avis  
d'établir un autre engagement au  
nom de M<sup>me</sup> Wachel.

Lyon, le 31-12-57  
Le Chef de Section Pal



M. Dant  
P. P. Wachel  
8/8  
7



S<sup>t</sup> Symphorien-s. coise

Monsieur

Sachant que vous avez a louer une maisonnette  
situee a S<sup>t</sup> Toit donc je suis de S<sup>t</sup>

Saint. Symphorien-s. coise travaillant a la  
porcelaine je voudrais me rapprocher vu  
que c'est trop loin pour faire mon  
voyage, car voila l'hiver et j'ai point  
d'occasion pour faire mon voyage.

J'ai ma mere qui a une maisonnette  
situee a la Brevenne il y a 15 ans et  
je serai content de me rapprocher d'elle  
et je desirerais d'avoir une maisonnette

Envillez par retour du courrier S.B.T  
me rendre la reponse je vous joint un  
timbre pour la reponse.

Recevez Monsieur des sines  
Salutation

Raoul Bruyere

Voici mon adresse Raoul Bruyere  
chez M<sup>on</sup> Dussud 8 Monté de  
la Grenelle S<sup>t</sup> Symphorien sur-  
coise. Rhone

Mayo le 28. 12. 1952

Monsieur

Je fais réponse par retour  
de courrier pour la question  
de la maisonnette n° 30  
J'accepte les conditions de la  
S.N.C.T. seulement je vous  
demandais de bien vouloir  
me faire voir les limites du  
terrain. Car il va falloir que  
je fasse un garage pour  
mettre ma voiture. Donc  
veuillez me faire savoir le  
jour et l'heure que l'on  
pourra se trouver à la maisonnette  
en même temps me donner les  
clés pour que je puisse nettoyer  
et réparer le bledans. Dans  
l'attente recevez mes salutations  
Distinguées. Madame Hachel  
maisonnette 35 commune de  
Meyo Kéane

Mélys le 9-12-1952

Monsieur

Après avoir par le bonhomme  
des P. T. T. que la maisonnette 35  
avait déjà <sup>été</sup> demandée par une très  
personne. Je viens par ma  
présente lettre vous dire que si  
l'autrefois cette personne m'y avait  
pas. Je voudrais prendre ma  
demande en considération, ça me  
ferait bien plaisir, car cette  
maisonnette me rapprocherait de  
St-Torpe. où à main que vous  
en avez une autre qui puisse  
m'abriter. En attendant une  
réponse qui sera je l'espère favorable  
recevez monsieur mes salutations  
Distinguées

Madame Hachel  
maisonnette 35 commune de  
Mélys P. Honn

Alceps le 26-11-1952

Monsieur

Après avoir appris que chez  
Deputte était partie de la  
maisonnette N° 30. Je viens  
par ma présente lettre vous  
demander s'il ne serait pas  
possible de me la louer.  
Je suis à la maisonnette N° 35  
et de changer m'arrangerai  
beaucoup, car mes occupations  
se trouvent à St-Louis l'Argentin  
alors ça me rapprocherai. Dans  
l'attente et une réponse bien  
monieur mes remerciements  
et mes salutations Distinguées  
Madame Wachel  
maisonnette 35 à Alceps  
Rhône



Lyon, le 2/10/57

R. L.I6

Section n° 63

Objet:

Occupation des M.D.  
des PN 30 & 3I

Lyon St Paul-Montbrison  
SOUZY 1<sup>re</sup> ARGENTIERE

J'adresse des propositions  
au Service Régional en vue de  
l'occupation :

- de la MD du PN 30 à Monsieur BONNET
- 15-10-57 - de la MD du PN 3I à Monsieur RICHARD

Vous me ferez connaître la date  
de remise des clés.

Veillez donc exprimer des re-  
grets à Madame ~~YVORELLE~~ YVORELLE à  
qui nous ne pouvons attribuer la  
M.D. du PN n° 3I.

D-632

P. R. Arbre le 16-10-57  
P. R. à L. 65

*fait*  
M. Bonnet ne veut plus  
de logement du PN 30  
L.S.P. parce qu'il est trop  
sale, et que son état physique  
ne lui permet pas de le  
résister en état. Je lui ai reproché  
de ne pas m'avoir avisé plus tôt.  
M. Yvorelle que M.D. du PN 30.  
n'accepte plus de M.D. du PN 30.  
Je cherche un locataire éventuel  
et vous tenez au courant.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.  
Le Chef de Bureau

*même*

Transmis à V.B.6  
pour le tenir informé  
Lyon, le 17-10-57

attenué  
4/10  
K

Lyon, le 2/10/57

62

L. 16

VBd à PARIS

Occupation BONNET  
MD du PN 30  
Lyon St Paul-Monthbrison  
SOUZY 1' ARGENTIERE

2p.

Je vous adresse, ci-joint,  
pour autorisation, un projet d'enga-  
gement, d'un an renouvelable, à  
effet du 1/10/57, au nom de Mr  
BONNET.

Le redevance est fonction de  
la surface corrigée. Ci-joint le  
décompte d'usage.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement  
Le Chef de Service

*Sig. Puget*

VBd L 8759  
2p

Paris le 18 oct 1957

Retourné à VB 6 à Lyon

Le projet d'autorisation d'occupation établi au  
nom de M. Bonnet pour l'expédier à l'Etat, du 1<sup>er</sup>  
Octobre 1957 au taux annuel de 21.840<sup>+</sup> plus majoration  
semestrielle de 78<sup>+</sup> par mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1958  
et forfait de 1200<sup>+</sup> par an pour impôts et charges de  
toute nature.

Après signature par l'occupant, nous en adressons  
deux exemplaires timbrés pour approbation.

*Sig. Houdouin*

L. 16

Lyon le 19/10/57

R<sup>nt</sup> à VBd Paris

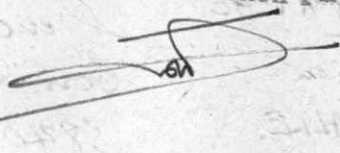
en l'informant que M. Bonnet ne donne  
pas suite pour cette location. Je recherche un  
autre occupant.

Rue à NB. 6

après encaissement. Cette recette  
figure sur mon avis d'encaissement  
n° B 020 450.

Lyon, le 4/10/1957

Le Chef de Section Pai



Rue à NB 6  
le 2/10/57

Lyon, le 5/9/57

62

L.I6

VBDL 8759

VBD à PARIS

Occupation EPALIE

MD du PN 30

Lyon St Paul-Montbrison

SOUZY L'ARGENTIERE

Ip.

Je vous adresse, ci-joint,  
une lettre en date du 30 Aout  
dernier par laquelle Mr EPALIE  
résilie sa location.

Je suis d'avis d'accepter  
la dédite pour le 1.10.57.

Je recherche un autre occu-  
pant.

Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.  
Le Chef de Bureau

-----  
L.I6

-----  
Lyon, le 18/9/57

Transmis à S. 63  
(suite à sa note du 3/9/57)

à titre d'avis.

Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.  
Le Chef de Bureau



Fribourg le 20 septembre 1957

Rue à J-63

M. Bonnet ne peut accepter le logement du P.N. n° 32 qui est trop loin du sanatorium où il va travailler et de St Foy l'Argentière où sont les écoles pour les enfants.

Si nous étions d'accord <sup>on pour</sup> il faudrait aussi M. Bonnet sans délai afin de lui éviter de faire 2 déplacements à peu d'intervalle aussi que je vous l'avais signalé.

Les renseignements pour l'autorisation d'occupation sont :

BONNET Eci ouvrier chapelier au Grand Croix à Chazelles sur Lyon et à la fois de ses séjours (fui de l'armée) gars de salle au sanatorium de l'Argentière par Aveize (Rhône)

Rue à VBS

Suite à l'annuaire  
de renseignements  
du 21/3/57  
Le Chef de Section Lu

~~Bonne~~

PN 30  
VAC  
T

PN 31  
VAC  
T

PN 32  
M. Yvonne  
T.

M. Bonnet.

M. Yvonne

(paysan  
+ Richer)

D-632

V. Hesch le 27-9-52

Epalle

Etranger sur P-63

Sauvy. Argentine

Vitisation de la maisonnette du  
PN 30 Lyon St Paul a Montbusas.  
On pourrait offrir cette maisonnette  
a l'un des trois candidats actuels  
du logement du PN 31 Lyon St  
Paul Montbusas libre le

1<sup>er</sup> Octobre 1951 -

Le logement de la maisonnette du  
PN 30 est dans un état assez  
déplorable aucune réparation  
n'ayant été faite depuis longtemps  
a l'intérieur.

transmis a MAG

de la base d'avis d'attribuer  
la maisonnette au PN 30  
a M. B. Boret - 3/11/52

Le Chef de Section PN

63  
demande  
la maisonnette a  
et la maisonnette  
de la base PN 30.  
a M. Boret a l'  
amplifier la M. B.  
PN 32 2/19

Sainte Foix Le 2 Septembre 1957

Monsieur Le Chef de District

Auparavant appris qu'une maisonnette appartenant à votre compagnie et située au n° 30 à St<sup>e</sup> Foix L'Argentière (commune d'Arceize) était libre de location au 1<sup>er</sup> Octobre prochain 1957, j'ai l'honneur de vous demander la continuation de la location de cette maison à partir de cette date si cela est agréable à votre compagnie.

Voici ma situation :

J'habite Chazelles sur Lyon, lieu de "La grande Croix" et suis actuellement en traitement jusqu'à la fin de Décembre au Sanatorium de L'Argentière.

Devant prendre prochainement à ma sortie une situation à L'Argentière, je tiendrais à rapprocher le plus possible ma femme et mes enfants de mon lieu de travail.

Dans l'espoir d'une réponse, Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

E. Bonnet

M<sup>r</sup> Eli Bonnet  
Pavillon G. 2<sup>ème</sup> Etage  
St<sup>e</sup> Foix L'Argentière  
(Rb)

P. Richard le 6-9-57

Pn'a 1-63

D'après l'administration du sanatoriums de l'Argentine les 2 candidats aux logements de PN 30 et 31 LSPM peuvent être agréés.

Dans la lettre de M. Guillaume que vous avez conservé sa nouvelle adresse est indiquée. J'en ai trouvé personne à cette maisonnette qui sera vraisemblablement libérée à la date indiquée sur cette même lettre.

M. Bunnet dont le traitement doit se terminer cette année sera ensuite occupé au sanatoriums comme gardien de salle.

Lib-9-63

Cette note  
a été envoyée  
au 6-9-57  
à l'administration  
à faire.

PN 31 Richard



62

VBDL 8759

VBd à PARIS

Ip.

Je recherche un autre occupant. Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.D.

### Le Chef de Bureau

L.T6

Lyon, le 18/9/57

Transmis à S. 63  
(suite à sa note du 3/9/57)

à titre d'avis.

Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V B

Le Chef de Bureau

SOUZY (Rhône) le 12.9.1957

Madame Vve YVORELLE  
PN N° 32 SOUZY (Rhône)

Monsieur le Directeur,

Par cette lettre je viens vous demander la location  
de la maisonnette n° 31.

Locataire de la S.N.C.F. depuis 1945 c'est à dire voici douze  
ans, j'ai été opérée je suis pensionnée AS et je garde en nourrice  
une petite fille et pour cela je voudrais me rapprocher de la route  
et du village car le n° 32 est beaucoup plus loin de la route et les  
chemins très mauvais.

En espérant une bonne réponse recevez Messieurs, l'expression  
de mes meilleurs sentiments.

M. YVORELLE

VBd 8121

Paris, le

19 SEPT 1957

Transmis à VB.6 à LYON

pour examen, avis, et  
propositions le cas échéant.

Pr le Chef de la Division d'Administration  
Le Chef de la Section de Bénévolat

on lui a offert le pn 30.

avec attache de la réforme

20/9

JA

18/9/57.

L 16

2p-

Copie a. S. 33

Sur lettre, d'autre part, fig.

Yvouille demande le p<sup>n</sup> 31.

Accepterait-elle éventuellement  
le p<sup>n</sup> 30 ?

Sans l'affirmation

le Bonnet accepterait-il  
le p<sup>n</sup> 32 ?

7 Lyon, le 19 Avril 1951

VD-5263  
5292

SOUZY-1'ARGENTIERE

PN. 29 et 30

Occupations  
POULARD et EPALLE

1 P.J.

COMMUNIQUE à S.63

J'ai mis à jour  
les décomptes des prix du  
loyer des PN. 29 et 30.

Sur votre demande,  
il a été demandé au  
S.R de faire payer à  
M.EPALLE (PN.30) un taux  
réduit de 500fr par mois  
à dater du 1er Avril 1951.  
Cette redevance ne paraît  
donc pas devoir être modifiée.  
Etes-vous d'accord?

Pour ce qui concerne  
l'occupation POULARD,  
seriez-vous d'avis de  
faire souscrire un nouvel  
engagement annulant l'engagement  
du 18 mars 1949  
et son rectificatif du  
7 Juin 1950?

Le Chef adjoint  
DELESCUSE

(Original dans  
d. 45-Poulard)

1320  
12

228

152 16 48

Reponse  
D'accord  
Le taux de 500 f  
portés des 1-4-51 me  
paraît suffisant.

Nous  
L'engagement du 18-3-49  
et sans rectificatif du 7-6-50  
portant sur 1 tane de 616  
ou portés des 1-7-49  
me paraît également  
suffisant  
Le P.S.N.  
FORT



LYON, le 24 Mars 1951

S.63M. BOURRIER  
-----

Ci-joint la réponse VD-6052 du 23 Mars 1951 de VB.6 au sujet des décomptes du loyer des PN 29.30 et 31.

Il y a donc lieu d'établir le 13 P.8 du PN 31 et de répondre à la note de VB.6 concernant le logement GUILLARME.

Le CLAS de ST.GERMAIN n'a pas d'objection à poursuivre la location à ce locataire

Le Chef de Section  
Signature

-----  
L'Arbresle le 29.3.51

Communiqué à S.63  
---

Je vous ai adressé la surface corrigée du PN31 M.EYMARD avait relevé ces 3 PN je ne sais pas ce qu'il a fait du 31.

Il faut compter pour les PN 29 et 30 cour et Jardin. Les rubriques ne figuraient peut être pas sur les anciens imprimés. On peut tabler PN.29 pour :  
(100m<sup>2</sup> ) jardin -(200m<sup>2</sup>)-

PN-30 - cour (60m<sup>2</sup>)  
jardin(140m<sup>2</sup>)

Signé : BOURRIER

-----  
VB.6  
-----

Il conviendrait de décompter aux PN.29 et 30 les surfaces de cour et jardin indiquées ci-contre par le CDT

Lyon, le 17 Avril 1951

Le Chef de Section : Signature.

Lyon, le 18 Novembre 1950

VD-5263

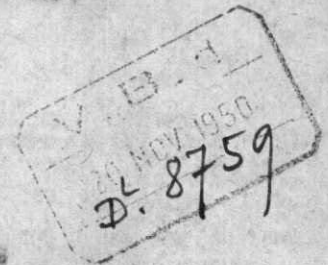
VB-d-96I et 8759

M.G du P.N 30

Occupation  
EPALLE

2 pièces jointes

VB- d - PARIS



Par engagement du 25 Mars 1949, dont l'original est en votre possession, la S.N.C.F. a autorisé M.EPALLE à occuper la M.G. du P.N 30 à SOUZY-l'ARGENTIERE.

Le loyer donné par la surface corrigée serait de 391 frs  $\times$  (78x4) = 703 frs par mois au premier janvier 1951 ( voir décompte ci-joint).

Toutefois, compte-tenu de l'isolement de la maisonnette ( 1 km,600 de la localité la plus proche) et du très mauvais état des peintures et menuiseries intérieures, je serais d'avis de demander à M.EPALLE un loyer de 500 frs par mois, avec augmentation semestrielle de 60 frs.

Cette augmentation partirait du 1er avril 1951 début de la 3ème année d'occupation.

Ci-joint, pour examen et approbation, le projet de rectificatif au dit engagement à faire souscrire à l'occupant.

2 P.J.

VBdL 8759

28 NOV 1950

Paris, le

Retourné à VB.6 (LYON)

avec 5 exemplaires

dactylographiés du projet du  
rectificatif à intervenir.

Après signature par  
M. Epalle, vous voudrez bien m'adresser  
pour mes archives l'original sur timbre  
de ce rectificatif.

P. LE CHEF DU SERVICE V.B.  
L'INGENIEUR EN CHEF

*Sumnermoud*

Le chef du S. Ard. VB

*Signature*



Département  
du RHONE

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

Arrondissement  
de LYON

Région du Sud-Est

Commune de  
SOUZY-1'ARGENTIERE

Ligne de Lyon-St-Paul à Montbrison

RECTIFICATIF

à l'engagement en date du vingt-cinq mars mil  
neuf cent quarante-neuf

Suivant engagement en date du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, a autorisé l'occupation par M. EPALLE Henri de la maison désaffectée du P.N. 30 situé au PK 43,284.

L'occupation a été consentie pour une durée de trois années, du premier avril mil neuf cent quarante-neuf au trente et un mars mil neuf cent cinquante deux, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de quatre mille francs (4.000 frs) payable par trimestre, les premiers avril - juillet - octobre et janvier de chaque année.

A la demande de la Société Nationale, M. EPALLE accepte que l'engagement soit modifié comme suit :

DUREE - A la fin de la période d'occupation visée ci-dessus, cette occupation se continuera ensuite d'année en année, par tacite reconduction, à défaut par l'occupant de demander son retrait trois mois avant l'expiration de l'année en cours, le tout sous réserve, par la S.N.C.F., de son droit stipulé à l'engagement du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante neuf, de retirer, à toute époque, la présente autorisation à charge d'en prévenir l'occupant un mois à l'avance par lettre recommandée.

MONTANT DE LA REDEVANCE - M. EPALLE payera d'avance à la S.N.C.F. les premiers avril - juillet - octobre et janvier, une redevance d'occupation dont le montant est fixé à cinq cents francs (500 frs) par mois au premier avril mil neuf cent cinquante et un.

Cette redevance subira, par la suite, au premier juillet et au premier janvier de chaque année, et à compter du premier juillet mil neuf cent cinquante et un, une augmentation dont le montant, révisable à la demande de la S.N.C.F. est fixé jusqu'à nouvel ordre à soixante francs (60 frs) par mois.

Par ailleurs, M. EPALLE s'engage à faire porter de deux cent mille francs (200.000 frs) à cinq cent mille francs (500.000 frs) le montant de l'assurance souscrite pour ce qui concerne les risques locatifs.

Toutes les clauses et conditions de l'engagement précité, en date du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante neuf, qui ne sont pas modifiées par le présent rectificatif, sont maintenues dans toute leur teneur.

Les frais du présent rectificatif seront à la charge du permissionnaire.

T. 72<sup>F</sup>

Souzy-l'Ayentière, le 8 décembre 1950  
Lu et approuvé  
E PALLE



Département du  
Rhône

Arrondissement  
de LYON

Commune de  
SOUZY-L'ARGENTIERE

Durée de l'occu-  
pation : trois  
ans.

Montant de la  
redevance : 4000f

Société Nationale des Chemins de Fer Français

Région du Sud-Est - Service de la Voie et des  
Bâtiments.

LIGNE DE LYON-ST-PAUL à MONTEBRISON

OCCUPATION TEMPORAIRE D'IMMEUBLES

- E N G A G E M E N T -

M. EPALLE Henri, Ouvrier à la Grande demeurant  
à SOUZY-L'ARGENTIERE (Rhône)

désirant occuper à titre essentiellement précaire  
et révocable la maison désaffectée du P.N. 30  
comprenant une cuisine et trois pièces

+ Tuilerie P.K. 43. 284 et le jardin attenant, en a deman-  
du Rhône dé l'autorisation à la Société Nationale des Chemins de Fer  
Français (Région du Sud-Est) qui la lui a accordée.

En conséquence, le soussigné s'engage à :

- T. 105 F
- Occuper les dits immeubles pendant une durée de trois années consécutives qui commencent à courir le premier avril mil neuf cent quarante-neuf et finiront le trente-un mars mil neuf cent cinquante-deux
  - Maintenir en parfait état d'entretien les clôtures et le portillon existant autour du terrain occupé, ainsi que la fosse d'aisances et le puits,
  - Ne pratiquer dans les clôtures précitées, aucune ouverture pouvant donner accès sur les terrains affectés à l'exploitation du chemin de fer et n'accéder aux immeubles concédés que par le chemin d'accès et le portillon.
  - Ne pas circuler sur la plate-forme des voies, étant formellement convenu que la S.N.C.F. ne pourra en aucune façon être tenue responsable des accidents pouvant intervenir, en cas d'infraction à cette disposition, à l'occupant, à sa famille ou à des tiers quelconques se rendant ou venant de l'immeuble faisant l'objet de la présente autorisation.
  - Ne faire sur les immeubles occupés, aucun affichage d'annonces commerciales, industrielles ou autres.
  - Ne pas céder ou transférer, en totalité ou en partie, le bénéfice de l'autorisation accordée.
  - Cultiver le jardinet le rendre, à la fin de l'occupation, en bon état de culture.
  - Ne pas changer la destination des immeubles occupés.

...../.....

- 2-
- Rendre à la fin de l'occupation, ou en cas de reprise par la S.N.C.F. le logement dans l'état qu'il l'aura pris, ce qui sera constaté par un état des lieux dressé contradictoirement entre lui-même et la Société Nationale, au moment de l'entrée en jouissance.
  - N'exiger de la Société Nationale, aucune réparation locative ou foncière au logement occupé.
  - N'apporter aucune modification ou réparation aux installations existantes, sans le consentement exprès et par écrit de la S.N.C.F.
  - Payer directement aux Sociétés concessionnaires, les frais de fourniture d'eau et de courant électrique, conformément aux usages locaux.
  - Effectuer, à ses frais, le ramonage des cheminées et le curage du puits.
  - Vider la fosse d'aisances
  - Supporter les frais de timbre du présent engagement.
  - Payer d'avance, à la S.N.C.F. pour cette occupation, une redevance trimestrielle de mille francs les premiers avril, juillet, octobre et janvier de chaque année, sauf le paiement du premier trimestre, qui, par exception, aura lieu aussitôt après la signature du présent engagement.
- Le taux de cette redevance pourra être révisé tous les ans sous préavis donné trois mois au moins avant l'échéance de la période annuelle en cours.
- Au cas où une redevance ne serait pas payée, à son échéance, et après l'envoi d'une lettre recommandée, avec accusé de réception resté sans résultat dans la huitaine de sa date, l'occupation cessera de plein droit si la Société Nationale l'exige, sans préjudice des recours de celle-ci pour obtenir le paiement de la dite redevance.
  - Déclarer à M. le Chef de District de la Voie et des Bâtiments dès qu'elle aura été reconnue, toute maladie contagieuse, quelle qu'en soit la gravité, dont pourrait être atteint l'un quelconque des membres de sa famille ou des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui.
  - L'occupant est responsable des incendies ou dommages survenus à l'immeuble occupé. Il appartiendra à M. EPAILLE d'évaluer les risques de voisinage résultant de la présence de tiers et de souscrire une assurance à cet effet.

.../.....



M. EPALLE devra assurer à une Compagnie agréée par la S.N.C.F. les risques locatifs pour une somme de deux cent mille francs (200.000f)

L'occupant stipule que les sommes ainsi assurées seront dévolues et directement payées à la S.N.C.F. à laquelle il en fait dès à présent délégation. Il est bien entendu que ces sommes représentant des minima et ne sauraient constituer une limitation de la responsabilité de l'occupant.

-Il devra, si la S.N.C.F. lui en fait la demande lui adresser sa police en communication et justifier annuellement du paiement régulier de ses primes d'assurances. Il renonce, dès maintenant, à tout recours contre la S.N.C.F. propriétaire, au cas d'incendie imputable à un vice de construction ou à un défaut d'entretien de l'immeuble. Il s'engage à prévenir de la présente renonciation la Société ou Cie d'assurances qui assure son mobilier contre les risques d'incendie et à acquitter toutes surprimes qui en résulteraient, afin que la S.N.C.F. ne puisse être inquiétée en aucun cas à ce sujet.

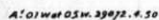
Il s'oblige, en outre, à laisser la S.N.C.F. reprendre, sans indemnité, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, tout ou partie des immeubles occupés, sous réserve d'un préavis d'un mois donné par lettre recommandée.

Timbre:  
105<sup>F</sup>

En outre, l'occupant supportera seul tous les risques pouvant résulter de l'occupation des lieux concédés, notamment les conséquences des accidents de toute nature quelle qu'en soit la cause qui pourraient arriver, sur les lieux occupés, à lui-même aux membres de sa famille, à des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui, à son matériel ou ses marchandises.

Enfin, dans le cas où il voudrait mettre fin à l'occupation des immeubles occupés avant l'expiration du présent engagement, il devra aviser la S.N.C.F. par lettre recommandée, un mois au moins à l'avance de son intention à cet égard.

Fait à Souzy-l'Argentière le  
25 mars 1949  
Lu et approuvé  
EPALLE





**ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT  
INSTALLÉS PAR LE PROPRIÉTAIRE**

**9. TERRAINS DE TOUTE NATURE, BALCONS ET TERRASSES**

### ♦ COURS - JARDINS ET TERRAINS

♦ BALCONS - TERRASSES (ET TERRASSES TOITURES ACCESSIBLES)

**MONTANT GLOBAL**

Réduction pour les localités soumises à un abaissement de salaire (4)

(1) 3 fois l'abattement de salaire

MONTANT DE LA REDEVANCE

#### 11. MAJORATIONS SEMESTRIELLES <sup>(1)</sup>

## 10. RÉCAPITULATION

Dependances  
Terrains - Balcons

(i) applicables du 1.7.49 au 1.1.54 inclus

MONTANT DE LA REDEVANCE MENSUELLE AU 1.1.49

Département  
du R H O N E

Arrondissement  
de LYON

Commune de  
SOUZY-l'ARGENTIERE

Société Nationale des Chemins de Fer Français  
Région Sud-Est

LIGNE DE LYON-ST. PAUL à MONTBRISON

PROJET

R E C T I F I C A T I F

à l'engagement en date du vingt-cinq mars mil neuf  
cent quarante-neuf

Suivant engagement en date du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, a autorisé l'occupation par M. EPALLE Henri de la maison désaffectée du P.N 30 situé au P.K 43,284.

L'occupation a été consentie pour une durée de trois années, du premier avril mil neuf cent quarante-neuf au trente-et-un mars mille neuf cent cinquante-deux, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de quatre mille francs ( 4.000 frs) payable par trimestre, les premiers avril - juillet- octobre et janvier de chaque année.

A la demande de la Société Nationale, M. EPALLE accepte que l'engagement soit modifié comme suit :

DUREE. - A la fin de la période d'occupation visée ci-dessus, cette occupation se continuera ensuite d'année en année, par tacite reconduction, à défaut par l'occupant de demander son retrait trois mois avant l'expiration de l'année en cours, le tout sous réserve, par la S.N.C.F., de son droit stipulé à l'engagement du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf, de retirer, à toute époque, la présente autorisation à charge d'en prévenir l'occupant un mois à l'avance par lettre recommandée.

MONTANT DE LA REDEVANCE - M. EPALLE, payera d'avance à la S.N.C.F., les premiers avril - juillet- octobre et janvier une redevance d'occupation dont le montant est fixé à cinq cents francs (500 frs) par mois au premier avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Cette redevance subira, par la suite, au premier juillet et au premier janvier de chaque année, et à compter du premier juillet mil neuf cent cinquante-et-un, une augmentation dont le montant, révisable à la demande de la S.N.C.F., est fixé jusqu'à nouvel ordre à soixante francs -60 frs- par mois.

Par ailleurs, M. EPALLE s'engage à faire porter de deux cent mille francs ( 200.000 frs) à cinq cent mille francs (500.000 frs) le montant de l'assurance souscrite pour ce qui concerne les risques locatifs.

Toutes les clauses et conditions de l'engagement précité, en date du vingt-cinq mars mil neuf cent

....



quarante-neuf<sup>(6)</sup>, qui ne sont pas modifiées par le présent rectificatif<sup>(6)</sup>, sont maintenues dans toute leur teneur.

Les frais du présent rectificatif seront à la charge du permissionnaire.





# LA FAMILLE DU CHEMINOT

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADMINISTRATIF : 28, PLACE SAINT-GEORGES, PARIS (9<sup>e</sup>)

## NOTICE N° 68

### I. - CONTRE VENTS ET MARÉES

Contre vents et marées, le mouvement familial marque tout de même quelques points. Pour se borner aux dernières semaines et à des questions importantes, le paiement des 20 % d'allocations familiales est enfin acquis — non sans peine — et l'apport personnel exigé de l'emprunteur H.B.M. ayant 3 enfants à charge est réduit de moitié, passant de 1/5 à 1/10 en vertu de la loi du 21 juillet dernier (voir plus loin dans la présente notice).

La F.C. qui a fait tant d'efforts dans le sens de telles mesures, a le droit, non seulement de se réjouir de ces améliorations, mais d'en prendre sa bonne part de fierté. Elle en tire aussi un précieux encouragement dans la lutte qu'elle ne cesse de soutenir dans les autres domaines.

Nos adhérents peuvent être assurés que l'équipe à qui ils ont confié la marche du vaisseau ne s'endort pas sur ces maigres lauriers : elle ramène de plus belle pour approcher des ports qu'elle s'est fixés. Sa cargaison d'espérance est immense et soutient ses efforts — contre vents et marées ! —

Mais elle demande à tous les militants, à tous ses « supporters », de l'aider dans sa tâche, en la faisant connaître autour d'eux ! Dans ce sens, la traduction des initiales F.C. par « Faire Connaitre », (trouvaille de nos amis de la Méditerranée) n'est pas qu'une aimable fantaisie : elle répond à une nécessité profonde, sur laquelle j'ai cru devoir, depuis un an, mettre l'accent : Nous avons à lutter d'abord contre l'ignorance, réelle ou feinte.

Faire connaître la véritable situation matérielle des familles, objectivement, chiffres en main, comme dans nos notices 62 et 63 (rubrique « Informons, informons... ») faire connaître les réponses de la vérité et du bon sens aux « slogans » des anti-familiaux, comme dans les « Propos d'un F.C. moyen », des notices 64 et 66, comme dans bien d'autres articles encore, tels que plusieurs de ceux qui figurent dans la présente notice, bref, faire connaître à tous nos buts et leur légitimité, nos efforts, nos résultats, voilà la tâche primordiale à laquelle nous convions nos amis à s'attacher toujours davantage.

Nos notices, qui fournissent les éléments nécessaires, paraissent avec la plus grande régularité. Il faut qu'elles soient distribuées non moins régulièrement et que nos militants en répandent la substance autour d'eux. On ne saurait trop insister sur l'importance de cette diffusion pour le développement de notre Mouvement et je crois devoir appeler tout spécialement l'attention des Comités régionaux et des Sections sur ce point.

La Notice est un outil qui, certes, devra être perfectionné au fur et à mesure des possibilités ; mais qui, tel quel, est déjà très précieux et digne des bons ouvriers de la F.C.

Qu'ils en soient munis régulièrement et qu'ils s'en servent !

J. RIBARD.  
président général.

### A. - CONGRÈS NATIONAL 1950

Le Congrès National se tiendra les 28 et 29 octobre 1950, à Paris.

Les séances de travail auront lieu à la salle Valhubert et la séance récréative du samedi soir dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Nous pouvons affirmer dès maintenant que cette soirée théâtrale offrira un spectacle particulièrement varié et choisi.

Les sections recevront sous peu de jours les documents utiles.

Nous sommes certains que ce congrès connaîtra, comme les précédents, un grand succès et que de nombreux nouveaux défenseurs de l'idée et de la cause familiales y prendront place aux côtés des chevronnés de notre mouvement.

### II. — NOTRE ACTIVITÉ

#### B. — COMMISSION DU LOGEMENT

La dernière notice a publié le texte du « cahier de revendications » arrêté par la Commission du Logement de la F.C. Nous donnons ci-après un compte rendu succinct de la démarche faite, pour remettre et commenter ce texte, auprès

du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Une délégation composée de MM. Bourbon, Tryoen, Hautefeuille, Prétot, Allanore, était reçue, le 23 juin, par MM. Pierard, directeur du Cabinet, et Ancel, l'un de ses collaborateurs.

Au cours d'un long entretien, tous les points en cause furent examinés minutieusement et nombre d'entre eux eurent l'approbation des représentants du Ministère, lesquels notèrent, en particulier, pour y donner la suite utile :

- Simplification des formalités.
- Assouplissement de certaines règles.
- Coordination des services d'urbanisme M.R.U. et municipaux ; en effet, plusieurs exemples furent cités par la délégation dans lesquels le permis de construire n'est donné par la Mairie sur devis accepté par le M.R.U., que sous réserve de certaines modifications conformes à des règles municipales : hauteur de plafonds, nombre de cheminées, etc.

- Nécessité d'un accord préalable entre les services des divers ministères intéressés en vue de comprendre les services communs dans les programmes importants de construction, en particulier, lorsque ces programmes sont prévus dans des localités de peu d'importance et où les services communs existants ne pourront pas absorber l'afflux de population devant résulter de l'exécution de ces programmes.

- Suppression, dans les cas dignes d'intérêt, et notamment pour les chefs de famille nombreuse, de l'obligation de

### N. — ALLOCATION AUX MÈRES DE FAMILLE

Une loi du 22 mai 1946 accorde le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux mères ayant eu et élevé 5 enfants, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Ce bénéfice a été étendu à certaines catégories de femmes seules par arrêté du 1er mars 1950 et certaines conditions assouplies (voir notice n° 64).

La circulaire SS 112 du 2 juin 1950, du Ministère du Travail donne à ce sujet des instructions détaillées :

#### Bénéficiaires :

Pour prétendre à l'allocation la requérante doit être :  
— Française, âgée de 65 ans au moins, ou 60 en cas d'incapacité au travail.

— Conjointe de salarié, divorcée, séparée ou abandonnée d'un salarié, veuve non remariée d'un salarié. (Est considéré comme salarié celui qui remplit ou remplissait à la date du divorce, de la séparation ou du décès l'une des conditions suivantes : occuper un emploi salarié, avoir exercé comme dernière et principale occupation professionnelle une activité salariée, ou être titulaire de l'allocation aux vieux travailleurs ou d'une pension de vieillesse des assurances sociales).

— Avoir élevé pendant au moins 9 ans, avant leur 16e anniversaire, 5 enfants qui étaient à sa charge ou à celle de son conjoint. Seuls sont pris en considération les enfants ayant la nationalité française à la date d'ouverture du droit à l'allocation.

#### Justification à fournir :

— Certificats de travail indiquant les salaires perçus et la nature des emplois occupés par le mari pendant les trois mois précédant le 65e anniversaire de la requérante, ou le 1er octobre 1949 si elle avait plus de 65 ans à cette date — ou pendant les trois mois précédant la cessation du travail.

— L'emploi salarié n'est pris en considération que s'il procurait au conjoint une rémunération égale à celle qui est exigée pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

— La justification de la condition de salarié peut être faite, s'il y a lieu, par pièces attestant versements de cotisations d'assurances sociales.

— Lorsque le mari est ou était titulaire de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou d'une pension des assurances sociales, joindre à la demande le titre de pension ou une copie certifiée conforme.

### VI. - CONCLUSION

Si la F. C. ne groupe pas encore TOUS les cheminots chefs de famille. Est-ce parce que TOUS sont contents de leur sort ?

Ou est-ce parce qu'ils « profitent » des améliorations apportées à tous par la F. C. sans songer à « appuyer » celle-ci de leur adhésion ?

Qu'ils pensent que l'action de la F. C. sera multipliée par le nombre de familles groupées derrière elle et qu'ils adhèrent enfin à leur Association Familiale.

LA FAMILLE DU CHEMINOT.

Pour la publicité s'adresser à M. ALLANORE, 28, place Saint-Georges, Paris (9<sup>e</sup>).

## VÊTEMENTS

HOMMES, DAMES, JEUNES GENS

Nous avons passé accord avec une importante organisation de confections, à des conditions qui nous ont été spécialement consenties pour la fourniture à notre Association de tous vêtements d'une fabrication particulièrement soignée.

**PRIX DE FABRIQUE**  
Demandez un bon à votre section F.C.

### HUILE D'OLIVE EXTRA-DOUCE

Colis postaux de :

5 kg. (4 l. nets) .. .. .	1.150 »
10 kg. (8 l. nets) .. .. .	2.150 »
20 kg. (18 l. nets) .. .. .	4.100 »

Envoi franco de port et d'emballage contre versement au C.C.P. Paris 1100-71 taxe et droits métropolitains à la charge du réceptonnaire (186 fr. pour les 5 kg.; 328 fr. pour les 10 kg.; 410 fr. pour les 20 kg.).

Maison BESSIS et GHEZ  
40, rue des Maltais, TUNIS

## VOITURES D'ENFANTS

Nous rappelons qu'une importante maison de Paris consent une remise de 23 % sur toutes voitures d'enfants, landaus, poussettes, etc., sur présentation d'un bon à demander à la section, au secrétariat régional, ou, à défaut, au secrétariat F.C., 28, place Saint-Georges, Paris (9<sup>e</sup>). Egalement remise importante sur jouets.

## INSTRUMENTS DE MUSIQUE

Neufs - Occasions - Réparations

**G. DESCHAMPS**

80, rue Montmartre, PARIS (2<sup>e</sup>)

## PEPINIERES ROBERT ALLAVOINE

à JOUY-en-JOSAS (Seine-et-Oise)

T.M. : Mansart 60.50

Grande spécialité d'arbres fruitiers

formés et non formés

et tous végétaux en plein air

Prix spéciaux pour les cheminots



l'apport aux sociétés de Crédit immobilier, selon une formule à trouver et qui pourrait être, par exemple, une avance du 1/5 au titre de l'allocation logement.

— Intervention auprès du Parlement pour faire sortir la proposition de loi tendant à réglementer et contrôler les activités des sociétés de crédit différé.

— Par ailleurs, M. Pierard a fait ressortir que le projet de construction de 250.000 logements annuels dépendait surtout des crédits, le M.R.U. ne demandant qu'à mettre tout en œuvre pour l'exécuter.

D'autre part, M. Pierard a demandé à la délégation de lui exposer par écrit certaines difficultés dont elle l'avait entretenu, notamment en matière de prise en charge des adductions de gaz et de certaines obligations imposées par l'Urbanisme.

Enfin, M. Pierard a informé la délégation des études actuellement en cours dans le but d'atténuer ou de supprimer les impôts sur les matériaux de construction ainsi que d'aménager la fiscalité immobilière.

### III. - INFORMATIONS OFFICIELLES

#### C. — EMPRUNTS POUR CONSTRUIRE

En cas de prêt selon la formule H.L.M. (Habitations à loyer modéré) — anciennement H.B.M. — l'apport de l'emprunteur devait être du 1/5. Or, l'article 20 de la loi du 21 juillet 1950 réduit à 1/10 l'apport personnel lorsque le constructeur est un pensionné de la loi du 31 mars 1919 ayant un taux d'invalidité égal ou supérieur à 50 % ou un chef de famille ayant au moins trois enfants à charge. Toutefois l'apport ne peut pas être inférieur à 100.000 fr.

#### D. — PRIMES A LA CONSTRUCTION

La loi du 21 juillet 1950 contient, dans son titre II, des dispositions destinées à encourager la construction, par des particuliers, d'immeubles à usage d'habitation.

Un décret du 2 août, paru au « Journal Officiel » du 3, précise les modalités d'application de la formule de primes à la construction ainsi créée.

Ces primes sont accordées aux personnes physiques ou morales qui entreprennent des travaux ayant pour objet la construction ou l'extension d'immeubles à usage d'habitation, ainsi que l'achèvement d'immeubles dont le clos ou le couvert n'est pas assuré.

Sont exclus du bénéfice des primes :

Les travaux entrepris dans le cadre d'une législation encourageant l'amélioration du logement, et notamment ceux qui bénéficient des concours financiers prévus par la législation sur les habitations à loyer modéré (ex-H.B.M.), sur le crédit immobilier, etc...

Les travaux qui bénéficient d'avances consenties par le fonds de modernisation et d'équipement.

Les travaux de reconstruction ou de réparations d'immeubles sinistrés par faits de guerre pris en considération pour l'établissement du droit à réparation, au titre des dommages de guerre.

Le taux des primes est fixé par arrêté ministériel, dans la limite des maxima ci-après :

500 francs par m<sup>2</sup> de surface habitable pour les constructions neuves.

400 francs par m<sup>2</sup> pour les surélévations ou additions de constructions.

250 francs par m<sup>2</sup> pour les achèvements.

Les primes sont allouées pour une période de vingt ans et versées annuellement.

La demande doit être formulée en même temps que la demande de permis de construire et les primes ne seront accordées que pour les travaux entrepris après le dépôt de la demande.

Toutefois, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1951, les travaux entrepris postérieurement au 31 mars 1950, pourront être pris en considération.

#### DI. — ECHANGES CULTURELS

Le service des Echanges Culturels et séjours à l'Etranger, 38, rue La Bruyère, Paris (9<sup>e</sup>), nous signale qu'il reçoit de nombreuses demandes émanant de toutes les régions d'Angleterre et d'Ecosse, d'agents seuls et de familles de cheminots anglais de 3 ou 4 personnes, voulant faire des échanges de séjours avec des agents ou des familles françaises.

Nous rappelons que ce service organise également des

échanges d'enfants de cheminots, au pair ou selon diverses formules, avec plusieurs pays étrangers.

#### E. — TAXES SUR LES SPECTACLES

Il nous paraît opportun pour documenter nos sections, de reproduire les renseignements suivants, concernant les « représentations théâtrales organisées au profit d'œuvres désintéressées » :

Le Bulletin des Contributions Indirectes (n° 10) publié un arrêt de la Cour de Cassation du 22 février 1950, relatif aux modalités de déclaration et d'imposition obligatoires des spectacles organisés au profit des œuvres. Cet arrêt rappelle que la disposition de l'art. 472 du code des Contributions indirectes, aux termes de laquelle est soumise à l'impôt indirect la généralité des spectacles organisés, soit habituellement, soit occasionnellement, dans un but commercial ou financier, doit s'entendre de tout spectacle ayant pour objet la réalisation d'un bénéfice, quelle que soit l'affectation donnée à ce bénéfice.

Le même arrêt rappelle que, si l'art. 474 bis prévoit, pour les représentations payantes données au profit des œuvres désintéressées, la possibilité de l'exonération ou d'une réduction de droits, ce même article dispose que cette réduction se fera, après perception des droits au tarif normal, par voie de restitution à l'association en cause, après justification, auprès de l'administration des Contributions indirectes, des versements à l'œuvre de la totalité des recettes nettes.

Il résulte de cette jurisprudence que toutes les représentations données au bénéfice d'œuvres sont soumises à la déclaration qui est nécessaire pour mettre l'administration à même d'exercer son contrôle ; mais que, cette déclaration étant faite, les exonérations totales ou partielles des droits doivent être accordées lorsque la totalité des recettes nettes est versée à une œuvre désintéressée.

#### EI. — APPRENTISSAGE

I R n° 181

Par lettre Pn 1000 du 2 août 1950, M. le Directeur du SCP précise qu'il y a lieu d'attirer spécialement l'attention des parents ou tuteurs des candidats apprentis qui doivent être recrutés en octobre sur la clause du contrat d'apprentissage stipulant que la situation des effectifs pourrait empêcher l'admission des intéressés au Cadre Permanent à la fin de leur apprentissage, la S.N.C.F. pouvant se trouver, à ce moment, dans la nécessité de faire jouer cette clause.

#### F. — SERVICE MILITAIRE. — DISPENSES

La deuxième fraction de la classe 1950 est appelée sous les drapeaux dans des conditions déterminées par un décret du 25 juillet 1950.

Peuvent être dispensés de leur obligation légale d'activité :

— Les pères de famille.

— Les fils aînés de veuves non remariées, de femmes abandonnées pour lesquelles la preuve d'abandon résultera d'un jugement condamnant le mari pour abandon de famille, ou de filles mères abandonnées.

— Les aînés d'orphelins de père et de mère.

— Les fils aînés d'une famille comptant sept enfants vivants ou morts pour la France ou victimes d'un accident mortel du travail.

— Les fils puînés d'une des familles visées aux trois alinéas précédents dont aucun frère plus âgé n'a bénéficié d'une dispense au titre de fils aîné.

Les demandes accompagnées des pièces justificatives devront parvenir aux directions régionales du recrutement avant le 15 septembre.

Les jeunes gens venant à acquérir avant le 18 octobre l'une des conditions ouvrant droit à dispense disposeront d'un délai de 15 jours pour faire valoir leurs droits.

Les situations nouvelles créées après le 17 octobre ne donneront droit à aucune dispense ou allègement.

#### G. — SALAIRE DE BASE

La circulaire SS n° 89 du 6 mai 1950, non publiée au « Journal Officiel », et relative au salaire de base servant au calcul des prestations familiales, dispose que :

Bien que la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives ait permis la libre fixation des salaires, les prestations familiales continueront à être calculées, dans tous les départements, d'après les taux d'abattement et suivant le classement des communes qui étaient applicables lors de l'intervention de cette loi. Ce régime demeurera en vigueur tant qu'une loi ultérieure n'aura pas fixé un autre mode de calcul.

— La recrudescence constatée actuellement : entrées (sur 45 hôpitaux psychiatriques seulement) 1.666 en 1948 ; mortalité, par délirium tremens 1.302 en 1948 ; par cirrhose du foie 4.396 en 1948 (cette dernière affection ne se manifeste cliniquement qu'après de nombreuses années d'intoxication).

— Que 40 % des accidents de la circulation sont les conséquences d'une influence de l'alcool sur l'organisme humain.

— Que 14,5 % des crimes sont commis sous l'influence directe de l'alcool, 15,5 % par des alcooliques chroniques et que, 25,3 % des criminels présentent une hérédité alcoolique.

— Que dans 45 hôpitaux psychiatriques du territoire, la moyenne des enfants à hérédité alcoolique présentés aux consultations est de 43 %.

Ce rapport chiffre à 3.164 millions le coût de l'alcoolisme ne comprenant que les dépenses nécessitées par les hôpitaux et les prisons et non compris : accidents de la circulation, du travail, frais de justice pour simples délits d'ivresse (70.000 par an), frais d'hospitalisation pour causes liées à l'alcoolisme ou aggravées par lui, frais d'inhumation, indemnités, allocations (Sécurité Sociale) ; journées de travail perdues chiffrées uniquement pour les éléments cités dans le rapport et pour l'année 1948 à 6.393.225.

Puis ce rapport conclut :

« Toute augmentation de la consommation, toute facilité donnée à la consommation, se traduit inéluctablement par une augmentation de toutes les conséquences de l'alcoolisme.

Or, en admettant, contre toute logique, que ces conséquences n'augmentent pas dans les années qui vont suivre, les rentrées escomptées vont se trouver largement compensées par les charges sociales qui découlent d'une faible partie connue de l'alcoolisme.

Les ressources fiscales ne peuvent délibérément provenir d'une déchéance voulue, préméditée, de la race française. Au contraire, puisque l'alcoolisme résulte en définitive d'une consommation déréglée de boissons alcoolisées, nous pensons qu'il serait beaucoup plus logique, raisonnable et humain, de chercher à la fois, à rendre l'économie saine et à préserver la France d'une déchéance sans retour.

C'est, à notre sens, en augmentant les taxes sur l'alcool que ce but peut être atteint. L'alcool est un péril permanent en France qui demande une action préventive permanente.

Nous demandons en outre, qu'un dixième des ressources provenant des droits sur l'alcool soit utilisé à la lutte contre les causes et les conséquences de l'alcoolisme. »

#### M. — LES PRESTATIONS FAMILIALES ET CEUX QUI LES CRITIQUENT

Le numéro 31 du « Petit Echo de la Mode » daté du 30 juillet dernier, publié sous ce même titre, l'article ci-après que cet hebdomadaire a bien voulu nous autoriser à reproduire. Nous l'en remercions ici :

La maman qui écrit ces lignes est « dans le bain », elle exprime (bien) son opinion sur une question qu'elle connaît (bien).

— Les prestations familiales sont une des institutions qui sont les plus attaquées par ceux qui les connaissent mal ou n'en bénéficient pas. Parmi les critiques qui s'exercent à leur sujet, certaines ne méritent pas d'être relevées, d'autres appellent examen et réponse. Une maman de quatre enfants, qui a quitté son métier pour se consacrer à sa tâche familiale, nous semble, dans les lignes que voici, éclairer utilement la question. (Note de la rédaction).

« J'ai donc quatre enfants (14, 12, 10 et 4 ans), je reste à la maison pour tenir mon ménage, ce qui est bien nécessaire quand on a six bouches à nourrir et le linge correspondant à entretenir. Pour mes quatre enfants je reçois chaque mois (allocations familiales et allocation de salaire unique) 18.250 francs, soit 600 francs par jour. Au prix, non seulement de la viande et des légumes, mais des vêtements et des chaussures, il n'est personne qui ne reconnaisse l'impossibilité absolue de nourrir et d'habiller quatre enfants de tous âges avec une somme qui dépasse de peu le minimum vital d'un seul adulte. Bien loin, donc, d'apporter à notre foyer des ressources somptuaires, les prestations familiales ne font qu'atténuer les sacrifices que nous imposent l'entretien et l'éducation de nos enfants, sacrifices allégrement consentis et qui apportent des joies, certes, mais sacrifices pourtant, qu'il est injuste de méconnaître et de transformer en prétendus « profits ».

Je sais bien qu'il y a deux catégories de parents pour lesquels une action particulière pourrait utilement être entreprise :

— La première comprend ceux qui, de par ce qu'ils gagnent, auraient le moyen d'élever des enfants sans l'appoint des prestations familiales. Ceux-là ne sont point légion, car leur niveau de vie s'abaisse fatalement lorsqu'augmente le nombre de leurs enfants, mais il ne serait ni équitable ni opportun de les décourager d'avoir des enfants en leur retirant cet ap-

point. On dit et on redit l'histoire de « l'allocation de maternité servant à payer la motocyclette du mari », mais s'est-on demandé si cette moto, qui lui permet de revenir manger chez lui à midi et d'économiser sur ses transports, n'est pas, en définitive, une économie pour le foyer. La malveillance peut tout dénaturer.

D'autre part il y a des foyers qui méritent à peine ce nom, où les parents gaspillent ou boivent les prestations familiales ; là-dessus, les Assistantes sociales peuvent fournir des témoignages accablants. Mais je crois et j'espère que ce sont là des cas anormaux, c'est-à-dire des exceptions. Il existe une procédure légale pour verser les allocations directement à la mère et, dans les cas extrêmes, à un tiers qui en fera bénéficier vraiment les enfants. Dans quelques départements (dont la Meurthe-et-Moselle) cette procédure fonctionne bien. Il n'y a qu'à la généraliser. Il serait de l'intérêt des Associations familiales de la déclencher en cas de carence des services officiels (maires, etc...).

Je suis navrée de constater l'absence à la fois d'imagination et d'esprit social de ceux qui dénigrent les prestations familiales. N'ai-je pas entendu des personnes âgées s'indigner de ce que je « touche », selon leur expression. De notre temps, disent-elles, il n'y avait rien de tout ça et les enfants s'élevaient quand même. Oui, mais précisément, ces enfants devenaient de moins en moins nombreux, parce qu'il y avait de plus en plus de Français à reculer devant tant de sacrifices et à « réduire les frais », c'est-à-dire les naissances. Et pourtant la France d'alors n'avait pas vu son « capital », son « bas de laine » dévoré par deux guerres. Devant un tel résultat (rappelez-vous donc, avant la guerre, l'immigration massive des étrangers dans certaines professions et certaines régions qui manquaient de travailleurs), il a bien fallu se rendre compte que si la famille française s'en allait ainsi, c'est parce qu'elle n'était aidée ni matériellement, ni moralement : les mesures créées pour elle sont nées de cette constatation. Qu'on le comprenne bien, les travailleurs ne « touchent » pas les prestations, ils les « gagnent », puisque leur travail doit les faire vivre, eux et leur famille.

Et puis que vaut cet argument : « de notre temps » ?... Il fut un temps où n'existaient ni les assurances sociales, ni les congés payés, ni la protection des salariés contre les accidents, ni le repos hebdomadaire, ni la recherche de la paternité, ni le libre salaire de la femme mariée, ni la limitation de la durée de travail, ni les syndicats, etc... On vivait quand même, bien sûr ! Mais le véritable « progrès » ne consiste-t-il pas à introduire peu à peu plus d'équité dans la vie sociale, à distinguer des problèmes qu'on ne voyait pas ou qu'on n'osait pas voir et à résoudre, le moins mal possible, ceux que chaque époque fait surgir ?

Des objections circulent aussi dans le monde du travail, salariés et patrons.

Du côté des salariés, trois dixièmes seulement d'entre eux ont des enfants légalement à charge. Les sept autres dixièmes ne sont pas dans ce cas, ce qui peut expliquer bien des indifférences ou des hostilités. Certains déclarent contraire à la hiérarchie professionnelle qu'un manœuvre, père de six ou sept enfants puisse gagner plus qu'un contre-maître célibataire, mais on oublie les dépenses de toute première nécessité auxquelles le premier doit faire face. C'est une question de fait, un problème d'arithmétique. Que pèsent la hiérarchie et la compétence de l'atelier devant le boulanger et le boucher ? Et on oublie que lorsque les enfants, ayant grandi, ne seront plus à charge, les allocations cesseront d'être payées au manœuvre... L'aide est temporaire.

Du côté des patrons, on nous rebat les oreilles du poids des « charges sociales » qui grèvent, paraît-il, les salaires de près de 40 %. Mais on oublie de distinguer dans ce total la part des allocations familiales qui est de 16 %. Or, elles vont aux seuls enfants à charge, c'est-à-dire à des êtres non encore en mesure de gagner leur vie par leur travail. Les patrons ne devraient-ils pas plutôt se féliciter d'une institution qui dirige leur effort vers ceux qui en ont impérieusement besoin et qui les décharge des demandes que — sans cela — le chargé de famille serait bien obligé de leur présenter en disant : « Je n'y arrive plus... voilà la photo des gosses !... »

Je crois que la plupart des êtres ont de la peine à se mettre à la place d'autrui. S'ils étaient capables de « réaliser » ce que représentent d'achats, de soins et de soucis ces quatre enfants pour lesquels je reçois en supplément 600 francs par jour, ils ne trouveraient pas que je suis une « profiteuse ». Je ne me plains pas, j'aime mon foyer et, quand mon mari était prisonnier, son moral a été soutenu par la pensée de nos enfants ; quant à moi j'ai eu, à cause d'eux, plus de peine que d'autres, mais aussi plus de courage.

Si ma vie était à recommencer, je recommencerais de même. Les allocations m'ont encouragée, ont rendu ma tâche moins écrasante, ce ne sont pas elles qui m'ont déterminée.

Pauline H.



LYON, le 22 Décembre 1950

4

VD-5263

VBd1.8759

du 28 Novembre 1950

PN. 30 à

SOUZY-L'ARGENTIERE

-----  
Occupation  
EPALLE  
-----

*1 p.j.*

Tis à VBd

-----

pour ses archives,  
l'original sur timbre du  
rectificatif du 8 Décem-  
bre 1950 à l'engagement  
du 25 Mars 1949 relatif  
à l'occupation ci-contre.

Lyon, le 29 Novembre 1950

83

VD-5263

Souzy -  
1<sup>re</sup> Argentinie

Occupation  
EPALLE

4 p.

C<sup>qu</sup>é à S. 63,

le rectificatif à l'engagement du 25 mars 1949  
relatif à l'occupation, a-  
contre à faire tomber  
et signer par M. EPALLE  
et à me retourner.

Ci-joint, également,  
3 copies.



Lyon, le 29 Novembre 1950

83

VD-5263

Souzy -  
l'Argentière

Occupation  
EPALLE

4pf.

Cque à S. 63,

le rectificatif à l'enga-  
gement du 25 mars 1949  
relatif à l'occupation ci-  
contre à faire timbrer  
et signer par M. EPALLE  
et à me retourner.

Ci-joint, également,

3 copies.

H/ Le Chef du 8<sup>e</sup> Arrondissement V. B.

*Donné à 7/136  
après nécessaire  
fait.  
Lyon le 10.12.50  
Le Chef de Section*



Département  
de Rhône

Arrondissement  
de Lyon

Commune  
de Soury-l'Argentière

1.2  
Société Nationale des Chemins de Fer Français  
Région du Sud-Est

LIGNE DE Lyon St Paul à Montbrison

RECTIFICATIF

à l'engagement en date du vingt-cinq mars mil  
neuf-cent-quarante-neuf

Suivant engagement en date du vingt-cinq mars mil neuf  
cent-quarante-neuf, la Société Nationale des Chemins de Fer  
Français, a autorisé l'occupation par M. E. P. A. L. E. Henri  
..... de la maison désaffectée du P.N. 30  
situé au P.K. 43.28 d.

L'occupation a été consentie pour une durée de trois  
..... années..., du premier avril mil neuf-cent-quarante-neuf  
au trente-un mars mil neuf-cent-cinquante-deux, moyennant  
le paiement d'une redevance annuelle de quatre mille  
francs (net) payable par trimestre, les pre-  
miers avril..., juillet..., octobre et  
janvier..., de chaque année.

A la demande de la Société Nationale, M. E. P. A. L. E.  
accepte que l'engagement soit modifié comme suit :

DUREE. - A la fin de la période d'occupation visée ci-dessus,  
cette occupation se continuera ensuite d'année en année, par  
tacite reconduction, à défaut par l'occupant de demander son  
retrait trois mois avant l'expiration de l'année en cours,  
le tout sous réserve, par la S.N.C.F. de son droit stipulé

.....

+ Par ailleurs, M. E. PALLE s'engage à faire porter de deux cent mille (200 000) francs (200 000) à cinq cent mille francs (500 000) le montant de l'assurance souscrite pour ce qui concerne les risques locatifs.

à l'engagement du *vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf* de retirer, à toute époque la présente autorisation à charge d'en prévenir l'occupant un mois à l'avance par lettre recommandée.

Montant de la redevance.- M. *E. PALLE*..... payera d'avance à la S.N.C.F., les premiers.... *avril*..., *juillet*..., *octobre* et *janvier*..., une redevance d'occupation dont le montant est fixé à *cinq cents francs*... (*500<sup>f</sup>*)..... par mois au *premier avril mil neuf cent cinquante-un*

Cette redevance subira par la suite, au premier juillet et au premier janvier de chaque année, et à compter du premier *juillet mil neuf cent cinquante-un*... une augmentation trimestrielle dont le montant, révisable à la demande de la S.N.C.F., est fixée jusqu'à nouvel ordre à *soixante francs*... (*60<sup>f</sup>*)... *par mois*.....

Toutes les clauses et conditions de l'engagement précité en date du *vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf* qui ne sont pas modifiées par le présent rectificatif sont maintenues dans toute leur teneur.

Les frais du présent rectificatif seront à la charge du permissionnaire.



Département  
du R H O N E

Arrondissement  
de LYON

Commune de  
SOUZY-l'ARGENTIERE

Société Nationale des Chemins de Fer Français

Région Sud-Est

LIGNE DE LYON-ST. PAUL à MONTEBRISON

# RECTIFICATIF

à l'engagement en date du vingt-cinq mars mil neuf  
cent quarante-neuf

Suivant engagement en date du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, a autorisé l'occupation par M. EPALLE Henri de la maison désaffectée du P.N 30 situé au P.K 43,284.

L'occupation a été consentie pour une durée de trois années, du premier avril mil neuf cent quarante-neuf au trente-et-un mars mille neuf cent cinquante-deux, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de quatre mille francs ( 4.000 frs) payable par trimestre, les premiers avril - juillet- octobre et janvier de chaque année.

A la demande de la Société Nationale, M. EPALLE accepte que l'engagement soit modifié comme suit :

DUREE. - A la fin de la période d'occupation visée ci-dessus cette occupation se continuera ensuite d'année en année, par tacite reconduction, à défaut par l'occupant de demander son retrait trois mois avant l'expiration de l'année en cours, le tout sous réserve, par la S.N.C.F., de son droit stipulé à l'engagement du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf, de retirer, à toute époque, la présente autorisation à charge d'en prévenir l'occupant un mois à l'avance par lettre recommandée.

MONTANT DE LA REDEVANCE - M. EPALLE, payera d'avance à la S.N.C.F. les premiers avril - juillet- octobre et janvier une redevance d'occupation dont le montant est fixé à cinq cents francs (500 frs) par mois au premier avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Cette redevance subira, par la suite, au premier juillet et au premier janvier de chaque année, et à compter du premier juillet mil neuf cent cinquante-et-un, une augmentation dont le montant, révisable à la demande de la S.N.C.F., est fixée jusqu'à nouvel ordre à soixante francs -60 frs- par mois.

Par ailleurs, M. EPALLE s'engage à faire porter de deux cent mille francs ( 200.000 frs) à cinq cent mille francs (500.000 frs) le montant de l'assurance souscrite pour ce qui concerne les risques locatifs.

Toutes les clauses et conditions de l'engagement précité, en date du vingt-cinq mars mil neuf cent ....



quarante-neuf, qui ne sont pas modifiées par le présent  
ré rectificatif, sont maintenues dans toute leur teneur.

Les frais du présent rectificatif seront à la  
charge du permissionnaire.

6 <sup>e</sup> Arrondissement V.B.
10, Cours de Verdun LYON (2 <sup>e</sup> )
MR... VD-5263
VR...
Objet :

P.N. 30 à Souzy-  
l'Argentière

Occupation  
EPAILLE

Retourné à S. 63

Le taux proposé de 4.665 Frs au 1<sup>er</sup> avril 1951, soit 388 Frs, par mois, paraît faible étant donné qu'à cette date le loyer scientifique s'élève à :

$$391 + (.78 \times 4) = 703 \text{ Frs par mois.}$$

A Compte-tenu de A et pour maintenir le principe des augmentations semestrielles successives, je serais toutefois d'avis de proposer au S.R. de renouveler l'engagement au taux réduit de 500 Frs par mois au 1<sup>er</sup> avril 1951, avec augmentation de 60 Frs par mois les 1<sup>er</sup> juillet et janvier.

Avez-vous des objections ?

A quelle distance de la localité la plus proche se trouve le P.N. ?

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.

*P.B. 6*  
D'accord pour les chiffres proposés en "A".  
St Foy l'Argentière, le village le plus proche du P.N. 30, se trouve à 1.600 mètres.  
Le Chef de Section

*[Signature]*

LYON, le 8 Novembre 1950.

**E-FORT**

Chef de Section

Place Saint-Paul, LYON  
Téléphone B. 04-74

PN n° 30 à  
SOUZY-1'ARGENTIERE.

V.B.6  
-----

Occupation EPALLE

A { En réponse à votre note VD. 5263 du 17 Octobre 1950, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour le logement visé en marge, il y a lieu de tenir compte de l'isolement de cette maisonnette et du très mauvais état des peintures et menuiseries intérieures.

L'application d'un taux de loyer résultant de la surface corrigée pourrait, en outre, empêcher la location de la maisonnette et, compte tenu de ces diverses sujétions, je serais d'avis d'appliquer une majoration semestrielle de 665 francs (Cette majoration est sensiblement la même que celle indiquée sur la liste des redevances d'occupation au 1 janvier 1950 - logements divers anciens -).

Le taux du loyer du logement n° 662/2 en question pourrait donc être fixé comme suit :

au 1er Janvier 1951 avec application au 1er Avril 1951 (date du renouvellement du contrat):

	4.000, + 665, = 4665 francs
au 1er Juillet 1951 .....	4.665, + 665, = 5.330,
au 1er Janvier 1952 .....	5.330, + 665, = 5.995,
au 1er Juillet 1952 .....	5.995, + 665, = 6.660,
au 1er Janvier 1953 .....	6.660, + 665, = 7.325,
au 1er Juillet 1953 .....	7.325, + 665, = 7.990,
au 1er Janvier 1954 .....	7.990, + 665, = 8.665,

Le Chef de Section,





LYON, le 17 Octobre 1950

VD. 5263

P.N. 30 à  
SOUZY-L'ARGENTIERE

-----  
OCCUPATION  
EPALLE.  
=====

S. 63  
-----

(Suite à votre note du 2 Mars 1950).  
-----

Quel taux seriez-vous d'avis d'appliquer en ce qui concerne l'occupation ci-contre à dater du 1er avril 1951.

Pour tenir compte des directives du S. R. le loyer à appliquer devrait être celui découlant de la surface corrigée.

Toutefois, indiquer, s'il y a lieu, les raisons qui vous paraîtraient motiver un taux réduit.

Sauf objection, si ce taux était inférieur à celui donné par la surface corrigée, le principe des augmentations successives serait néanmoins maintenu.

En retour le décompte du prix du loyer.

7  
S.N.C.F.  
6ème Arrdt.VB  
Section 63  
Lyon-St.Paul

LYON, le 2 Mars 1950

VB.6

=====  
E.FORT  
Chef de Section  
11Bis Place  
St.Paul - Lyon  
=====

Comme suite à votre note VD du 27 Février 1950, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-après les remarques relatives à l'application de la loi sur les loyers à certains logements SNCF de ma section occupés par des étrangers.

1°) Logement n°662/1 à SOUZY-1'ARGENTIERE - Location POULARD

Le montant de la redevance annuelle est fixé à 5.500frs à partir du 1er Février 1950. Elle était précédemment fixée à 4.000frs par contrat de 3 ans en date du 18 Mars 1949 pour la période du 1er Février 1949 au 31 Janvier 1952.

En application de votre lettre recommandée du 24 Septembre 1949 à l'adresse de notre locataire, le taux du loyer annuel est fixé comme suit :

du 1er Janvier 1949 au 31 Janvier 1950.....	4.000
à partir du 1er Février 1950.....	5.600
--- du 1er Juillet 1950.....	6.400
d° du 1er Janvier 1951.....	7.200
d° du 1er Juillet 1951.....	8.000

et ainsi de suite en tenant compte de l'augmentation semestrielle de 800f. Au 1er Janvier 1954, le taux sera donc de 12.000frs.

2°) Logement 662/2 à SOUZY-1'ARGENTIERE - Location EPALLE.

Le montant de la redevance annuelle est fixé à 4.000, pour la période du 1er Avril 1950 au 30 Mars 1951 (Votre accord VD-5263 du 3.II.49.)

Pour les motifs invoqués par le locataire, je suis d'avis de maintenir ce taux jusqu'au 31 Mars 1951. A partir du 1er Avril 1951, je reconsidèrerai la question et vous ferai des propositions en vue de fixer la majoration semestrielle à appliquer au taux de ce loyer.

3°) Logement 713/2 à DARDILLY - Location Mme Vve GAUTHIER

Le montant de la redevance annuelle est fixé à 1500, par an suivant engagement du 17.II.49 pour la période du 1er Novembre 1949 au 31 Octobre 1950.

Pour les motifs indiqués sur ma note du 20 Octobre 1949, je suis d'avis de maintenir ce taux jusqu'à l'expiration du contrat.

A partir du 1er Novembre 1950, et après nouvel accord avec la locataire actuelle, je tâcherai d'obtenir d'elle une augmentation de son loyer et fixerai la majoration semestrielle à appliquer les 1er Janvier et 1er Juillet de chaque année jusqu'au 1er Janvier 1954.

4°) Logement N° à AMPLEPUIS - Location Mme SAINT-LAGER

La majoration semestrielle à appliquer au taux du loyer a été fixée à 110, par le contrat d'engagement établi par vos soins et actuellement en cours de régularisation (timbrage et signature)

En retour les décomptes que vous avez bien voulu me communiquer.

Le Chef de Section  
Signé /FORT



LYON, le 4 Novembre 1949

*Coopère*

Monsieur EPALLE Henri  
Ouvrier à la Grande Tuilerie du  
Rhône  
P.N. N° 30  
SOUZY-o'ARGENTIERE  
( Rhône )

Monsieur,

Après examen de votre lettre du  
26 Octobre écoulé, je vous informe que  
mon Service , sur mes propositions, con-  
sent à maintenir le taux du loyer de  
4.000 frs, par an pour votre logement  
faisant l'objet de engagement du 25  
mars 1949 .

Ce taux sera applicable; jusqu'au  
30 Mars 1951, à titre exceptionnel .

Recevez, Monsieur, mes salutations

Le Chef de Section



Sourzy le 26. 10. 49

Monsieur

En réponse de votre lettre du 8 courant, au sujet de l'augmentation de la maisonnette au passage à niveau N° 30. Je vous dirai de suite que je ne suis point en accord avec vous étant donnée la dégradation au abandon dans laquelle se trouve la cette ~~digne~~ dite location. Aucune fenêtre ne joint, les gons sont usés, arrachés. Les portes ne joignent pas beaucoup et d'ailleurs nous n'avons non plus pas la lumière et la maisonnette se trouve perdue au milieu des prés et champs, seule, éloignée du village ce qui est encore un raison pour que son prix soit inférieure à tant d'autres qui se trouvent à proximité d'un hameau. Je ne consentirai qu'à un supplément d'augmentation si les réparations dont je vous cite plus haut. C'est-à-dire réparations portes et fenêtres et escaliers dont les planches sont rabetées par <sup>une</sup> usure excessive, sont faites dans un

LYON, le 26 Octobre 1949

*Coopère*

Monsieur EPALLE Henri  
Ouvrier à la Grande Tuilerie du  
Rhône

P.N. n° 30  
SOUZY l'ARGENTIERE  
( Rhône )

Monsieur,

Je vous confirme ma lettre du  
10 Octobre courant par laquelle je  
vous demandais votre accord écrit  
sur le nouveau taux applicable à vo-  
tre loyer, soit 5.600 francs par an  
à partir du 1er avril 1950 .

Je vous prie de m'adresser, sans  
plus tarder, votre réponse que j'aurais  
dû recevoir le 20 courant .

Faute de quoi, j'en rendrai comp-  
te à mon Service .

Salutations.

Le Chef de Section

*Fort*

LYON, le 10 Octobre 1949

*Copie*

Monsieur EPALLE Henri  
Ouvrier à la Grande Tuilerie du Rhône  
P.N n° 30  
SOUZY l'ARGENTIERE  
(Rhône)

Monsieur,

Suivant engagement du 25 Mars 1949, vous êtes autorisé à occuper la maison désaffectée du P.N. n° 30, sur la Commune de Souzy - l'ARGENTIERE.

En application d'une clause de ce contrat, le taux de la redevance pourra être révisé tous les ans, et je suis amené par mon Service à appliquer une majoration pour le taux annuel de 4.000 frs payé actuellement.

J'ai l'intention de proposer un minimum de 40 % qui serait applicable à partir du 1er avril 1950, et le nouveau taux annuel serait de  $4.000 \text{ frs} \times 1,40 = 5.600 \text{ frs}$ .

Je vous prie donc de bien vouloir me donner votre accord écrit d'ici une dizaine de jours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués

Le Chef de Section

*Fort*



Lyon, le 2 Novembre 1949

E.FORT  
 Chef de Section  
 S.63  
 -----

COPIE

VB-6  
-----

Comme suite à votre note VD-5263 du 30 Septembre 1949 relative à la révision du taux du loyer de la maison de garde du P.N n°30 ( LBPM) désaffecté, j'ai l'honneur de vous transmettre la réponse du locataire actuel M.EPALLE.

A / Eu égard, aux motifs invoqués, je suis d'avis de faire une concession puisqu'il ne peut être question, pour le moment, de mettre le logement en état, faute de crédits, et je propose de maintenir le taux actuel de 4.000f par an, pour la période du 1er avril 1950 au 30 Mars 1951.

Je vous serais obligé de vos instructions pour me permettre de répondre à M.VERMARE.

Le Chef de Section  
 FORT

VD-5263

Lq à S.63.

A - d'accord

Adressez-moi copie de  
 votre réponse à M. EPALLE  
 Lyon, le 3-11-49

Lyon, le 2 Novembre 1949

E.FORT  
Chef de Section  
S.63  
-----



VB-6  
-----

Comme suite à votre note VD-5263 du 30 Septembre 1949 relative à la révision du taux du loyer de la maison de garde du P.N n°30 ( LBPM) désaffecté, j'ai l'honneur de vous transmettre la réponse du locataire actuel M.EPALLE.

Eu égard, aux motifs invoqués, je suis d'avis de faire une concession puisqu'il ne peut être question, pour le moment, de mettre le logement en état, faute de crédits, et je propose de maintenir le taux actuel de 4.000f par an, pour la période du 1er avril 1950 au 30 Mars 1951.

Je vous serais obligé de vos instructions pour me permettre de répondre à M.VERMARE.

Le Chef de Section  
FORT

COPIE

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 8 courant, au sujet de l'augmentation de la maisonnette au passage à niveau n°30. Je vous dirai de suite que je ne suis point en accord avec vous, étant donné la dégradation ou abandon dans laquelle se trouve cette dite location. Aucune fenêtre ne joint, les gons sont usés, arrachés. Les portes ne joignent pas beaucoup et d'ailleurs nous n'avons non plus la lumière et la maisonnette se trouve perdue au milieu des prés et champs, seule, éloignée du village, ce qui est encore une raison pour que son prix soit inférieur à tant d'autres qui se trouvent à proximité d'un hameau. Je ne consentirai qu'à un supplément d'augmentation, si les réparations dont je vous cite plus haut. C'est-à-dire réparations portes et fenêtres et escaliers dont les planches sont rabotées par une usure excessive, soit faites dans un délai déterminé. Vous pouvez venir vous en rendre compte par vous-même et vous jugerez de la nécessité de ces réparations.

Je vous dirai aussi que nous sommes famille nombreuse, ayant 4 enfants à charge.

Agréez, Monsieur, mes salutations distinguées.

EPALLE Henri



Souzy, le 26/10/1949

PT/

**COPIE**

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 8 courant, au sujet de l'augmentation de la maisonnette au passage à niveau n°30. Je vous dirai de suite que je ne suis point en accord avec vous, étant donné la dégradation ou abandon dans laquelle se trouve cette dite location. Aucune fenêtre ne joint, les gons sont usés, arrachés. Les portes ne joignent pas beaucoup et d'ailleurs nous n'avons non plus la lumière et la maisonnette se trouve perdue au milieu des prés et champs, seule, éloignée du village, ce qui est encore une raison pour que son prix soit inférieur à tant d'autres qui se trouvent à proximité d'un hameau. Je ne consentirai qu'à un supplément d'augmentation, si les réparations dont je vous cite plus haut. C'est-à-dire réparations portes et fenêtres et escaliers dont les planches sont rabotées par une usure excessive, soit faites dans un délai déterminé. Vous pouvez venir vous en rendre compte par vous-même et vous jugerez de la nécessité de ces réparations.

Je vous dirai aussi que nous sommes famille nombreuse, ayant 4 enfants à charge.

Agréez, Monsieur, mes salutations distinguées.

EPALLE Henri

S. 63  
—

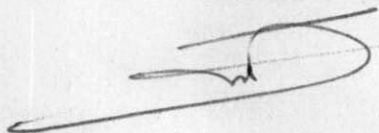
Lyon. le 26 Octobre 1949

Occupation Epalle  
P.N. 30  
à Souzy l'Argentier.

O. B. 6

Suite à votre note VD 5263  
du 10 octobre 1949. j'ai l'honneur  
de vous faire connaître que  
je n'ai pas reçu la réponse  
de M. Epalle à qui j'avais  
demandé, le 10 octobre 1949,  
son accord écrit sur le  
taux du loyer à partir du  
1<sup>er</sup> Avril 1950. (5600<sup>+</sup> au lieu de 4000)  
Je lui rappelle cette affaire  
et l'invite à y donner suite  
dans les moindres délais.  
Je vous tiendrai au courant

Le Chef de Section



S. M. P. Région Sud-Est  
Voie et Bâtiments

13, Rue Traversière. PARIS (XII<sup>e</sup>)

Domaine

VBA- 961

VBA-L - 8759

VN: VD 5263-5292

du 30 mars 1949

Objet

- 7 AVR 1949

RETOURNE à VB-6 à LYON

SOUZY-1'ARGENTIERE

Occupation des M G des

P.N. 29 et 30

(Lyon-St.Paul-Monthbrison)

-----

M.M. POULARD et EPALIE

-----

les projets d'enga-  
gement concernant le  
occupations visées e  
marge, revenant à  
ses archives.

Pour le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments.  
Le Chef de la Section de Domaines

Signé: MONGILLAT



Département du

Rhône

Arrondissement  
de LYON

Commune de

Souzy-l'Argentière

Durée de l'occu-  
pation : trois  
ans.

Montant de la  
redevance : 4000

Société Nationale des Chemins de Fer Français

Région du Sud-Est - Service de la Voie et des  
Bâtiments.

**PROJET**

LIGNE DE LYON-ST-PAUL à MONTBRISON

OCCUPATION TEMPORAIRE D'IMMEUBLES

- ENGAGEMENT -

M. EPALLE Henri, aux rice à la Grande demeurant  
à Souzy-l'Argentière (Rhône)

désirant occuper à titre essentiellement précaire  
et révocable la maison désaffectée du P.N. 30  
comprenant une cuisine et trois pièces  
et situé au

+ Tuilerie du Rhône P.K. 43 284 et le jardin attenant, en a deman-  
dé l'autorisation à la Société Nationale des Chemins de Fer  
Français (Région du Sud-Est) qui la lui a accordée.

En conséquence, le soussigné s'engage à :

- Occuper les dits immeubles pendant une durée de trois années  
consécutives qui commencent à courir le premier avril mil neuf  
cent quarante-neuf et finiront le troisième mars mil  
neuf cent cinquante-deux
- Maintenir en parfait état d'entretien les clôtures et le por-  
tillon existant autour du terrain occupé, ainsi que la fosse  
d'aisances et le puits,
- Ne pratiquer dans les clôtures précitées, aucune ouverture  
pouvant donner accès sur les terrains affectés à l'exploita-  
tion du chemin de fer et n'accéder aux immeubles concédés  
que par le chemin d'accès et le portillon.
- Ne pas circuler sur la plate-forme des voies, étant formelle-  
ment convenu que la S.N.C.F. ne pourra en aucune façon être  
tenue responsable des accidents pouvant intervenir, en cas  
d'infraction à cette disposition, à l'occupant, à sa famille  
ou à des tiers quelconques se rendant ou venant de l'immeuble  
faisant l'objet de la présente autorisation.
- Ne faire sur les immeubles occupés, aucun affichage d'annon-  
ces commerciales, industrielles ou autres.
- Ne pas céder ou transférer, en totalité ou en partie, le  
bénéfice de l'autorisation accordée.
- Cultiver le jardinet le rendre, à la fin de l'occupation,  
en bon état de culture.
- Ne pas changer la destination des immeubles oc-  
upés.

...../.....

- Rendre à la fin de l'occupation, ou en cas de reprise par la S.N.C.F. le logement dans l'état qu'il l'aura pris, ce qui sera constaté par un état des lieux dressé contradictoirement entre lui-même et la Société Nationale, au moment de l'entrée en jouissance.
- N'exiger de la Société Nationale, aucune réparation locative ou foncière au logement occupé.
- N'apporter aucune modification ou réparation aux installations existantes, sans le consentement exprès et par écrit de la S.N.C.F.
- Payer directement aux Sociétés concessionnaires, les frais de fourniture d'eau et de courant électrique, conformément aux usages locaux.
- Effectuer, à ses frais, le ramonage des cheminées et le curage du puits.
- Vider la fosse d'aisances
- Supporter les frais de timbre du présent engagement.
- Payer d'avance, à la S.N.C.F. pour cette occupation, une redevance trimestrielle de nulle francs les premiers avril, juillet, octobre et janvier de chaque année, sauf le paiement du premier trimestre, qui, par exception, aura lieu aussitôt après la signature du présent engagement.

Le taux de cette redevance pourra être révisé tous les ans sous préavis donné trois mois au moins avant l'échéance de la période annuelle en cours.

- Au cas où une redevance ne serait pas payée, à son échéance, et après l'envoi d'une lettre recommandée, avec accusé de réception resté sans résultat dans la huitaine de sa date, l'occupation cessera de plein droit si la Société Nationale l'exige, sans préjudice des recours de celle-ci pour obtenir le paiement de la dite redevance.
- Déclarer à M. le Chef de District de la Voie et des Bâtiments dès qu'elle aura été reconnue, toute maladie contagieuse, quelle qu'en soit la gravité, dont pourrait être atteint l'un quelconque des membres de sa famille ou des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui.
- L'occupant est responsable des incendies ou dommages survenus à l'immeuble occupé. Il appartiendra à M. E. BALLE d'évaluer les risques de voisinage résultant de la présence de tiers et de souscrire une assurance à cet effet.



M. E PALLE devra assurer à une Compagnie agréée par la S.N.C.F. les risques locatifs pour une somme de *deux cent mille francs (200.000f)*

L'occupant stipule que les sommes ainsi assurées seront dévolues et directement payées à la S.N.C.F. à laquelle il en fait dès à présent délégation. Il est bien entendu que ces sommes représentant des minima et ne sauraient constituer une limitation de la responsabilité de l'occupant.

-Il devra, si la S.N.C.F. lui en fait la demande lui adresser sa police en communication et justifier annuellement du paiement régulier de ses primes d'assurances. Il renonce, dès maintenant, à tout recours contre la S.N.C.F. propriétaire, au cas d'incendie imputable à un vice de construction ou à un défaut d'entretien de l'immeuble. Il s'engage à prévenir de la présente renonciation la Société ou Cie d'assurances qui assure son mobilier contre les risques d'incendie et à acquitter toutes surprimes qui en résulteraient, afin que la S.N.C.F. ne puisse être inquiétée en aucun cas à ce sujet.

Il s'oblige, en outre, à laisser la S.N.C.F. reprendre, sans indemnité, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, tout ou partie des immeubles occupés, sous réserve d'un préavis d'un mois donné par lettre recommandée.

En outre, l'occupant supportera seul tous les risques pouvant résulter de l'occupation des lieux concédés, notamment les conséquences des accidents de toute nature quelle qu'en soit la cause qui pourraient arriver, sur les lieux occupés, à lui-même aux membres de sa famille, à des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui, à son matériel ou ses marchandises.

Enfin, dans le cas où il voudrait mettre fin à l'occupation des immeubles occupés avant l'expiration du présent engagement, il devra aviser la S.N.C.F. par lettre recommandée, un mois au moins à l'avance de son intention à cet égard.

Fait à \_\_\_\_\_



S.N.C.F.

6<sup>e</sup> Arrondissement

Voie et Bâtiments

18, Cours de Verdun, 10

LYON

VD-5292 - 5263

VBd 961

VBd 2 8759

LYON, le 25 Février 1949

**COPIE**

VBA

SOUZY-L'ARGENTIERE.

M.G. des P.N. 29  
30.

Occupations :

POULARD  
EPALLE.

4 P. Jtes.

Les engagements des 9 Février et 11 Mars 1946 relatifs aux occupations ci-contre arrivent à expiration, respectivement les 31 Janvier (POULARD) et 31 Mars 1949 (EPALLE).

Les intéressés sollicitent le renouvellement de ces engagements et le CLAS consulté n'a pas d'objection.

Les loyers scientifiques s'élèvent à 422 Frs par mois pour la M.G. du P.N. 29 (POULARD), et à 430 Frs pour la M.G. du P.N. 30 (EPALLE) (décomptes ci-joints en communication).

Je serais d'avis de renouveler ces occupations au taux annuel de 4.000 Frs, révisable chaque année, qui se rapproche sensiblement du taux donné par les loyers scientifiques, et correspond aux prix pratiqués dans la localité pour des logements de même consistance.

Ci-joint, pour examen et approbation les projets d'engagement à faire souscrire par MM. POULARD et EPALLE.

VBd 961  
VBd 2 8759  
Paris, le 9-3-49  
R<sup>ne</sup> J VB-3-49

D'accord pour A -  
Vous pouvez donner suite comme  
d'usage aux projets d'engagements ci-  
joints et m'adresser les originaux après  
régularisation  
GUILLEMER MONT.

4 f. j.  
VD-5263-5292

R<sup>ne</sup> J VBd,

avec les originaux sur timbre  
et les projets de des engagements.  
des premières redevances 1000<sup>F</sup> - du

1-2 au 30-4-49 - ~~EPAL~~ POULARD -  
1000<sup>F</sup> - du 1-4-49 au 30-6-49 -  
EPALLE ont été ~~abonnés~~ encaissés par  
mes soins le 29-3-49 -  
30-3-49

Lyon, le 29 mars 1949

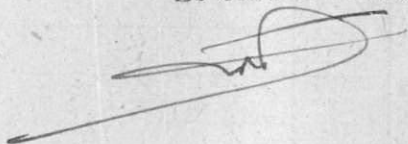


F<sup>14</sup> à V.B.6

L'engagement sur  
timbre concernant la loca-  
tion de la maison de garde  
du P.N. 29 désaffecté (LSP.M)  
à M. Epalle Henri, ouvrier  
à la G<sup>d</sup>e Cuiterie du Rhône à  
Souzy-l'Argentière

Le premier terme - du  
1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1949 -  
a été encaissé par quittance  
805-A N° 156 de ce jour.

Le Chef de Section



S.N.C.F.

de Arrondissement

Voie et Bâtiments

10, Cours de Verdun, 10

LYON

VD-5292 - 5263

VBA961

VBA2 8759

LYON, le 25 Février 1949

PS/

**COPIE**

VBA

-----

COUZY-L'ARGENTIERE.

M.G. des P.N. 29  
30.

Occupations :  
POULARD  
EPALLE.

4 P. Jtes.

Les engagements des 9 Février et 11 Mars 1946 relatifs aux occupations ci-contre arrivent à expiration, respectivement les 31 Janvier (POULARD) et 31 Mars 1949 (EPALLE).

Les intéressés sollicitent le renouvellement de ces engagements et le CLAS consulté n'a pas d'objection.

Les loyers scientifiques s'élèvent à 422 Frs par mois pour la M.G. du P.N. 29 (POULARD), et à 430 Frs pour la M.G. du P.N.30 (EPALLE) (décomptes ci-joints en communication).

Je serais d'avis de renouveler ces occupations au taux annuel de 4.000 Frs, révisable chaque année, qui se rapproche sensiblement du taux donné par les loyers scientifiques, et correspond aux prix pratiqués dans la localité pour des logements de même consistance.

Ci-joint, pour examen et approbation les projets d'engagement à faire souscrire par MM. POULARD et EPALLE.





Lyon, le 13 Janvier 1949

VD - 5263  
5292

S. 63

MG. du PN. 30  
à Souzy-l'Argentière

MG. du PN. 29  
à Souzy-l'Argentière

2 p.j.

Ainsi que vous le savez, lors du renouvellement d'engagements d'occupation de MG. désaffectées louées à des étrangers, le SR. nous a demandé d'établir le loyer scientifique de ces maisonnettes.

Je vous adresse ci-joint, 2 exemplaires de l'imprimé "Eléments de la valeur locative du logement" destiné à permettre au CDT. d'évaluer la valeur locative des maisonnettes dont le renouvellement du permis d'occupation est actuellement en cours, à savoir:

Souzy-l'Argentière - MG. du PN. 30 - Occupation EPALLE -  
d' - 29 - POULARD

Etant donné qu'il m'a été difficile, même à titre onéreux, de me procurer un petit nombre de ces imprimés, je vous prie de me les retourner au plus tôt, dûment complétés et en bon état.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement  
Voie et Bâtimens

Lyon, le 30 Décembre 1948

SECTION n° 63

VD. 5263

Commune de  
Souzy-l'Argen-  
tière

Occupation  
MG. du PN. 30

Occupation  
EPALLE

Le contrat, en date du . 11 mars 1946 . . . . .  
relatif à l'occupation ci-contre, arrivant à expi-  
ration le . 31 mars . . . . . prochain, je  
vous prie de m'adresser, dès à présent, vos pro-  
positions en vue de son renouvellement.  
Demander au préalable l'accord du CLAS au sujet de ce  
renouvellement.

Pour un étranger le SR nous demande un taux au moins  
égal au loyer scientifique. Pour permettre de calculer  
ce dernier je vous adresserai dès réception la loi du  
1er septembre 1948 et les décrets s'y rapportant commandés  
par mes soins au Journal Officiel.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrdt VB,

Location Epalle Henri

PN. 30

Lyon - Montbrison

Projet au SR le 12-2-46

S<sup>m</sup> pour signature le 5-3-46

Répertoire 15-3-46

Etat nouvelle 29-3-46

~~Etat~~

ET MENTION DES PIÈCES JOINTES A LA PRÉSENTE CONSTATATION

RENSEIGNEMENTS DIVERS



Département  
du Rhône

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Arrondissement  
de LYON

Région du Sud-Est

Timbres: 12 + 3f

Commune de  
Sonzy-l'Argentière

Service de la Voie et des Bâtiments

Durée de l'occu-  
pation: Trois ans

Ligne de Lyon-St-Paul - Montbrison

Montant de la  
redevance:  
1.800f

OCCUPATION TEMPORAIRE D'IMMEUBLES

ENGAGEMENT

M. EPALLE (Henri), ouvrier à la Grande Tuilerie du Rhône  
Démurant à Ste-Foy-l'Argentière (Rhône) désirant oc-  
cuper à titre essentiellement précaire et révocable, la maison  
désaffectée du P.V. 30 P.K. 43,284 et le jardin attenant  
en a demandé l'autorisation à la Société Nationale des Chemins de  
Fer Français (Région du Sud-Est) qui la lui a accordée.

En conséquence, le soussigné s'engage à :

- Occuper les dits immeubles pendant une durée de trois années consécutives qui commenceront à courir le **Premier Avril mil neuf cent quarante-six** et finiront le **Trente-un mars mil neuf cent quarante-neuf**.
- Maintenir en parfait état d'entretien les clôtures et le portillon existant autour du terrain occupé, ainsi que la fosse d'aisance et le puits.
- Ne pratiquer, dans les clôtures précitées, aucune ouverture pouvant donner accès sur les terrains affectés à l'exploitation du chemin de fer et n'accéder aux immeubles concédés que par le chemin d'accès et le portillon.
- Ne faire, sur les immeubles occupés, aucun affichage d'annonces commerciales industrielles ou autres.
- Ne pas céder ou transférer, en totalité ou en partie, le bénéfice de l'autorisation accordée.
- Cultiver le jardin et le rendre, à la fin de l'occupation, en bon état de culture.
- Ne pas changer la destination des immeubles occupés.
- Rendre, à la fin de l'occupation, ou en cas de reprise par la Société Nationale, le logement dans l'état où il l'aura pris, ce qui sera constaté par un état des lieux dressé contradictoirement entre lui-même et la Société Nationale, au moment de l'entrée en jouissance.
- Ne pas exiger, de la Société Nationale, aucune réparation locative ou foncière au logement occupé.
- Ne pas apporter aucune modification ou réparation aux installations existantes, sans le consentement exprès et par écrit de la Société Nationale.

- Libérer les immeubles occupés, immédiatement, et sans indemnité si l'intérêt de la Défense Nationale le nécessite.
- Payer, directement aux Sociétés concessionnaires, les frais de fourniture d'eau et de courant électrique, conformément aux usages locaux.
- Effectuer, à ses frais, le ramoragage des cheminées et le curage du puits.
- Vider la fosse d'aisance.
- Supporter les frais de timbre du présent engagement.
- Payer, d'avance, à la S.T.C.F., pour cette occupation, une redevance trimestrielle de **quatre cent cinquante francs (450f)**, les premiers **Avril, Juillet, Octobre et Janvier**... de chaque année, sauf le paiement du premier trimestre qui, par exception, aura lieu aussitôt après la signature du présent engagement.
- Au cas où une redevance ne serait pas payée à son échéance, et après l'envoi d'une lettre recommandée, avec accusé de réception restée sans résultat dans la huitaine de sa date, l'occupation cessera de plein droit si la Société Nationale l'exige, sans préjudice des recours de celle-ci pour obtenir le paiement de la dite redevance.
- Déclarer à M. le Chef de District de la Voie et des Bâtiments, dès qu'elle aura été reconnue, toute maladie contagieuse, quelle qu'en soit la gravité, dont pourrait être atteint l'un quelconque des membres de sa famille ou des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui.

De plus il devra contracter, à ses frais, une assurance contre le danger d'incendie, tant pour ses risques locatifs que, s'il y a lieu pour le recours des voisins, à une Compagnie ou Société d'Assurances Française. Il devra, si la S.T.C.F. lui en fait la demande, lui adresser sa police en communication et justifier annuellement du paiement régulier de ses primes d'assurances. Il renonce, dès maintenant, à tout recours contre la S.T.C.F. propriétaire, au cas d'incendie imputable à un vice de construction ou à un défaut d'entretien de l'immeuble. Il s'engage à prévenir de la présente renonciation la Société ou Compagnie d'assurances qui assure son mobilier contre les risques d'incendie et à acquitter toutes surprimés qui en résulteraient, afin que la S.T.C.F. ne puisse être inquiétée en aucun cas à ce sujet.

Il s'engage, en outre, à laisser la S.T.C.F. reprendre, sans indemnité, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, tout ou partie des immeubles occupés, sous réserve d'un préavis d'un mois donné par lettre recommandée.

En outre, l'occupant supportera seul tous les risques pouvant résulter de l'occupation des lieux concédés, notamment les conséquences des accidents de toute nature, quelle qu'en soit la cause qui pourraient arriver, sur les lieux occupés, à lui-même, aux membres de sa famille à des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui, à son matériel ou ses marchandises.

Enfin, dans le cas où il voudrait mettre fin à l'occupation des immeubles occupés avant l'expiration du présent engagement, il devra aviser la S.T.C.F., par lettre recommandée, un mois, au moins à l'avance de son intention à cet égard.

Fait à **Sge-Foy-l'Argentière**, le **11 Mars 1946**.....

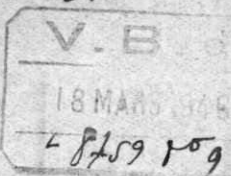
Lu et approuvé:  
**EPALLE Henri**

SNCF - Sud Est

Lyon, le 15 Mars 1946

6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> VB

Transmis à VBd,



VD/5253

VR. VBd<sup>L</sup> 8759

Dos. 9, du  
7/3/1946

pour son usage, l'original sur  
sur timbre de l'engagement re-  
latif à l'occupation visée  
ci-contre.

Commune de  
Souzy-l'Argentière

La première redevance a été  
encaissée par mes soins  
(Quittance 805A, n° 21 du  
14/3/1946).

Occupation de la  
M.G. du PN. 30  
par M. EPALLE

L'état mod. 2 de la Commune  
de Souzy-l'Argentière est à mettre  
à jour en conséquence.

2 p.j.

Ci-joint également le projet  
de cet engagement.

Pour le Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> VB  
signé Carret

VBd<sup>L</sup> 8759 (Dos. 9)

1/4.  
Paris, le 23 MARS 1946  
Retourné à M. le Chef  
du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> VB  
le projet d'engagement venant

pour le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments  
Le Chef de la Section du Bâtim.

*[Signature]*



Lyon, le 5 Mars 1946



C<sup>ché</sup> à S. 63,

VD-5263

Commune de  
Souzy-l'Argentière

Occupation de la  
M.G. du P.N. 30  
par M. EPALLE

L. P. J.

VR. du 9-2-46

L'engagement relatif à  
l'occupation ci-contre à faire  
timbrer et signer par  
l'intéressé.

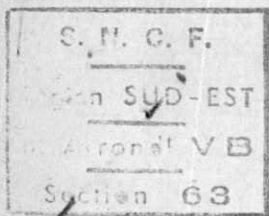
Veuillez encaisser la  
première redevance et m'aviser.

Ci-joint, 3 copies

Engagement Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement

Lyon le 14 Mars 1946  
R. ni V.B. 6  
après, nécessaires fait.  
je j'ai encaissé  
le 14 Mars 1946  
et j'ai encaissé  
la 1<sup>re</sup> redevance  
le 14 Mars 1946  
H. 3.46

Le Chef de Section Ppal



Lyon le 9 FEV 1946

J. V. B. 6

~~11/12~~ comme suite à mon envoi du  
16-1-46 une demande d'occupation  
de la maisonnette du P.N. N° 30 LS<sup>t</sup>PM<sup>2</sup>  
présentée par L. Epalle Henri pour  
à la grande Tuilerie du Rhône à St. Foy.  
Le prix annuel de 1800<sup>f</sup> que j'ai proposé  
a été accepté. L. Epalle prendrait  
possession le 1-4-46.

Je puis d'avoir de donner satisfaction.

Le Chef de Section Ppal.

Monsieur le Chef de District.

Ayant appris que la Maissonnette 98.° 30 était  
libre je m'empresse de solliciter votre bienveillance  
pour vouloir me la louer étant père de famille  
de 5 enfant et ouvrier à la Grande Cuilerie du Rhône à  
<sup>S. Foy - L'Argentière,</sup>  
Dans l'attente d'avoir satisfaction à ma présente  
demande recevez Monsieur le chef de District  
mes salutations empressées. Epalle

Voici mon adresse M<sup>r</sup> et M<sup>adame</sup> Epalle Henri  
Lieu de la Plaine de Meyss Par St Foy. L'Argentière

S. 63.

Transmis pour satisfaction.  
Monsieur THOLLET, qui louait précédemment cette  
maisonnette a donné sa dédite à la date du  
1er février. Lettre transmise le 11 janvier 46  
A L'Arbresle le 1er février 1946  
Le Chef de District.

Phône

9/4



Département  
du Rhône

Société Nationale des Chemins de fer français

Arrondissement  
de Lyon.

Région du Sud-Est

Commune de  
Souzy l'Argentière

Service de la Voie et des Bâtiments

Durée de l'occu-  
pation: Trois ans

Ligne de Lyon St Paul à Montbrison

=====

OCCUPATION TEMPORAIRE D'IMMEUBLES

=====

E N G A G E M E N T

COPIE

M. THOLLET (Jean Marie) Membre

Demeurant à Souzy l'Argentière (Rhône) désirant oc-  
cuper à titre essentiellement précaire et révoquant la maison  
désaffectée du P. N. 30 P. N. 43.284. et le jardin attenant  
en a demandé l'autorisation à la Société Nationale des Chemins de  
Fer Français (Région du Sud-Est) qui la lui a accordée.

En conséquence, le soussigné s'engage à :

- Occuper les dits immeubles pendant une durée de trois années  
consécutives qui commenceront à courir le premier Août mil neuf  
cent quarante cinq et finiront le vingt un juillet mil  
neuf cent quarante huit.
- Maintenir en parfait état d'entretien les clôtures et le portil-  
lon existant autour du terrain occupé, ainsi que la fosse d'aisance  
et le puits.
- Ne pratiquer, dans les clôtures précitées, aucune ouverture pou-  
vant donner accès sur les terrains affectés à l'exploitation du che-  
min de fer et n'accéder aux immeubles concédés que par le chemin  
d'accès et le portillon.
- Ne faire, sur les immeubles occupés, aucun affichage d'annonces  
commerciales industrielles ou autres.
- Ne pas céder ou transférer, en totalité ou en partie, le bénéfi-  
ce de l'autorisation accordée.
- Cultiver le jardin et le rendre, à la fin de l'occupation, en  
bon état de culture.
- Ne pas changer la destination des immeubles occupés.
- Rendre, à la fin de l'occupation, ou en cas de reprise par la  
Société Nationale, le logement dans l'état où il l'aura mis, ce  
qui sera constaté par un état des lieux dressé contradictoirement  
entre lui-même et la Société Nationale, au moment de l'entrée en  
jouissance.
- Ne réclamer, de la Société Nationale, aucune réparation locative ou  
foncière au logement occupé.
- Ne apporter aucune modification ou réparation aux installations  
existantes, sans le consentement exprès et par écrit de la Société  
Nationale.

- Payer, à la Société Nationale le montant des frais de fourniture d'eau et de courant électrique, conformément aux usages locaux.  
 - Effectuer, à ses frais, le ramoragage des cheminées et le curage du puits.  
 - Vider la fosse d'aisance.  
 - Supporter les frais de timbre du présent engagement.  
 - Payer, d'avance, à la S.N.C.F., pour cette occupation, une redevance trimestrielle de **Trois cents francs (300<sup>fr</sup>)** les premiers **Août, Novembre, Février et Mai** de chaque année, sauf le paiement du premier trimestre qui, par exception, aura lieu aussitôt après la signature du présent engagement.  
 - Au cas où une redevance ne serait pas payée à son échéance, et après l'envoi d'une lettre recommandée, avec accusé de réception restée sans résultat dans la huitaine de sa date, l'occupation cessera de plein droit si la Société Nationale l'exige, sans préjudice des recours de celle-ci pour obtenir le paiement de la dite redevance.  
 - Déclarer à M. le Chef de District de la Voie et des Bâtimens, dès qu'elle aura été reconnue, toute maladie contagieuse, quelle qu'en soit la gravité, dont pourrait être atteint l'un quelconque des membres de sa famille ou des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui.  
 De plus il devra contracter, à ses frais, une assurance contre le danger d'incendie, tant pour des risques locatifs que, s'il y a lieu, pour le recours des voisins, à une Compagnie ou Société d'Assurances Française. Il devra, si la S.N.C.F. lui en fait la demande, lui adresser sa police en communication et justifier annuellement du paiement régulier de ses primes d'assurances. Il renonce, dès maintenant, à tout recours contre la S.N.C.F. propriétaire, au cas d'incendie imputable à un vice de construction ou à un défaut d'entretien de l'immeuble. Il s'engage à prévenir de la présente renonciation la Société ou Compagnie d'assurances qui assure son mobilier contre les risques d'incendie et à acquitter toutes surprimees qui en résulteraient, afin que la S.N.C.F. ne puisse être inquiétée en aucun cas à ce sujet.  
 Il s'engage, en outre, à laisser la S.N.C.F. reprendre, sans indemnité, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, tout ou partie des immeubles occupés, sous réserve d'un préavis d'un mois donné par lettre recommandée.  
 En outre, l'occupant supportera seul tous les risques pouvant résulter de l'occupation des lieux concédés, notamment les conséquences des accidents de toute nature, quelle qu'en soit la cause qui pourraient arriver, sur les lieux occupés, à lui-même, aux membres de sa famille à des tiers logeant à demeure ou provisoirement avec lui, à son matériel ou ses marchandises.  
 Enfin, dans le cas où il voudrait mettre fin à l'occupation des immeubles occupés avant l'expiration du présent engagement, il devra aviser la S.N.C.F., par lettre recommandée, un mois, au moins à l'avance de son intention à cet égard.

Fait à **Souzy l'Argentière**, le ..... **18 Sept. 1945**

Lu et approuvé  
 signé: **Thollet**



Département du Rhône  
Arrondissement de  
Commune de  
Souzy l'Argentière

Durée de l'occupation  
trois ans

Montant de la redevance  
annuelle 1.000



*Acte de déclaration*

NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
REGION DU SUD-EST

Service de la Voie et des Bâtiments

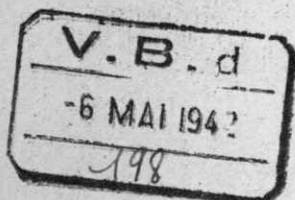
Lyon Saint Paul à Montbrison

PERMIS D'OCCUPATION

+++++

Copie

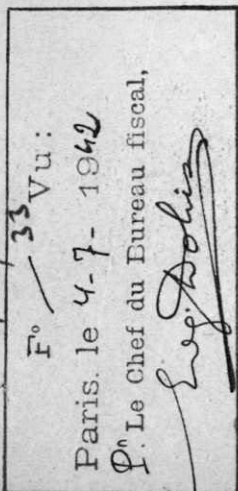
12<sup>e</sup>



Enregistré à St Laurent de Champanne  
le 27 Avril 1942 p 24 c 24  
Reçu mille-trois francs

*Signature*

3 ans  
1.100 p  
d 300



Entre la Société Nationale des Chemins de Fer Français dont le siège est à Paris.

Pour elle stipulant, Mr JUNIET, André, Chef du 6ème Arrondissement du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région du Sud Est, demeurant à Lyon, 10 cours de Verdun, d'une part.

et Monsieur LARTIZIEN, François, demeurant à Souzy l'Argentière (Rhône), d'autre part

il a été arrêté et convenu ce qui suit:

La Société Nationale autorise l'occupation par Monsieur LARTIZIEN, qui l'accepte, de la maison de garde désaffectée du Passage à Niveau N° 30 de la Ligne de Lyon St Paul à Montbrison, composée de quatre pièces (deux au rez de chaussée et deux à l'étage), avec cave, jardin, cour, puits et W.C. dans la cour, d'une superficie totale de deux cent soixante cinq mètres carrés. (265 m<sup>2</sup>) et situées sur la Commune de SOUZY L'ARGENTIERE, au point kilométrique 43,284, lieu dit: Marguet, Faisant partie du N° 113 de la Section B du Cadastre.

La présente occupation qui porte sur un immeuble du domaine public du Chemin de fer, ne sera pas régie, quant à sa durée, et aux époques de paiement de la redevance par les usages locaux.

Elle est consentie pour une durée de trois années consécutives, à compter du premier mars mil neuf cent quarante deux, avec faculté de résiliation à toute époque par la S.N.C.F. ou l'occupant moyennant préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle cessera en outre de plein droit, à défaut de paiement d'un terme de la redevance à son échéance et quinze jours après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, sans préjudice des recours de la S.N.C.F. contre l'occupant pour obtenir le paiement de la redevance. Nonobstant la durée et les conditions de résiliation fixées ci-dessus, l'occupant pourra, exceptionnellement être tenu de libérer les lieux immédiatement et sans indemnité, si l'intérêt de la Défense Nationale le nécessite.

L'occupant ne pourra céder, sous louer, ou transférer à un tiers le bénéfice de l'autorisation accordée, sous peine de résiliation immédiate.

Une clôture existe tout autour de la maisonnette avec portillon. L'occupant ne pourra accéder aux dits immeubles que par le chemin d'accès et le portillon sus Visé, cette clôture et le portillon seront maintenus en bon état d'entretien par les soins et aux frais de l'occupant.

VU A LA COMPTABILITÉ Il est bien spécifié que l'occupant ne pourra pratiquer aucune ouverture pouvant donner accès sur les terrains affectés à l'exploitation du Chemin de fer



Monsieur LARTIZIEN devra rendre, à la fin de l'occupation ou en cas de résiliation stipulée ci-dessus, le logement dans l'état où il l'aura pris, ce qui sera constaté par un état des lieux, dressé contradictoirement entre les parties au moment de l'entrée en jouissance. Il ne pourra exiger de la S.N.C.F. aucune réparation du logement occupé et ne pourra effectuer lui-même aucune réparation ni modification aux installations existantes, sans le consentement exprès et par écrit de la S.N.C.F.

Le ramonage des cheminées et le curage du puits seront assurés par les soins de la S.N.C.F. aux frais de l'occupant.

La présente occupation est consentie moyennant une redevance annuelle de mille francs que Monsieur LARTIZIEN s'oblige à payer trimestriellement et d'avance à la S.N.C.F.

L'occupant s'engage à déclarer à Monsieur le Chef de District de la Voie et des Bâtiments à l'Arbresle, dès qu'elle aura été reconnue toute maladie contagieuse, quelle qu'en soit la gravité, dont pourrait être atteint l'un quelconque des membres de sa famille ou des tiers\* à demeure ou provisoirement avec lui.

En outre il est formellement stipulé que l'occupant devra contracter à ses frais une assurance contre\* d'incendie, tant pour ses risques locatifs, que, s'il y a lieu, pour le recours des voisins, à une Compagnie ou Société d'assurances française. Il devra, si la S.N.C.F. lui en fait la demande, lui adresser sa police en communication et justifier annuellement du paiement régulier de ses primes d'assurance.

L'occupant renonce dès maintenant, à tous recours contre la S.N.C.F. en cas d'incendie imputable à un vice de construction ou à un défaut d'entretien de l'immeuble. Il s'engage à prévenir de la présente renonciation la Société ou Compagnie d'assurances qui assure son mobilier contre les risques d'incendie et à acquitter toutes surprimes qui en résulteraient afin que la S.N.C.F. ne puisse être inquiétée en aucun cas à ce sujet.

La S.N.C.F. fera enregistrer le présent acte pour toute sa durée, mais les frais de timbre et d'enregistrement seront supportés par l'occupant.

Fait à Lyon le Trente-un Mars mil neuf cent quarante deux en autant d'originaux que de parties intéressées, plus un pour l'enregistrement.

*Lu et approuvé  
signé: Lartizien F. Sais*

*Lu et approuvé  
p<sup>r</sup> le chef du 6<sup>e</sup> arr<sup>t</sup> v. B.  
Le Chef Adjoint  
signé: Rirot*

+ logeant

*L. V.*

+ le danger

*L. V.*



Ateliers de Machines d'Oullins.

Liste des agents demandant à aménager en jardins des terrains disponibles de la Cie.

Noms et prénoms	Emploi	Résidence	Montant du traitement ou salaire mensuel	Nombre d'enfants à la charge de l'agent	ancienneté de service	Surface approximative du terrain à la Cie actuellement cultivé par l'agent ou dehors de celui dépendant du logement.	Observations.
1 <sup>re</sup> Agents embrigadés payés au mois et visés aux articles 27 et 28 du règlement général R <sup>e</sup> 2.							
			Néant			"	
2 <sup>re</sup> Autres agents embrigadés							
(1) Gaillet Laurent	ajusteur	Oullins, rue de la gare n° 38.	118,75	6	18 a. 1 m.	"	M. Boute et Devaux
Key Henri Philippe Louis	fraisier	Oullins, avenue des Douilles n° 21.	100,00	4	10 a. 7.	"	
(2) Gette François	noyauteur	Oullins, chemin de Herlus n° 8.	100,00	3	10 a. 4.	"	
Champion Joseph Ferdinand	outilleur	Oullins, rue du Fort n° 6.	131,25	3	11 a. "	"	
Audigier Henri Frédéric	aide-chaud <sup>ier</sup>	Oullins, rue de la gare n° 33.	100,00	2	10 a. 9.	"	
Vaugnot Jean Claude	d <sup>re</sup>	Oullins, rue de la gare n° 38.	106,25	2	11 a. 6.	"	
Bernard Jean Marie F <sup>er</sup>	chaud <sup>ier</sup>	Oullins, rue de Dubois-Grange n° 2.	112,50	2	17 a. 7.	"	
Dupuis Blaise	monteur	Lyon, Cours Bayard n° 48.	131,25	2	16 a. 2.	"	
Garcin Louis Marie	Cuis <sup>in</sup> et chaud <sup>ier</sup>	Oullins, grande rue n° 72.	137,50	2	26 a. 9.	"	
Blachère Louis	gazier-lamp <sup>iste</sup>	Oullins, rue de la gare n° 37.	137,50	2	9 a. 10.	"	
Terraud François	chef fraisier	Oullins, Boule <sup>vard</sup> de la République n° 97.	193,75	2	22 a. 8.	"	
Flagnol Emile Gabriel Ag <sup>ent</sup>	noyauteur	Oullins, rue de la République n° 21.	100,00	1	6 a. "	"	
Villard Julien Marius	aide-chaud <sup>ier</sup>	Oullins, grande rue n° 36.	106,25	1	11 a. 2 m.	"	
Montagnier Camille Jean François	tailleur de cuiv <sup>re</sup>	Lyon, rue de la Fourrière 13.	106,25	1	9 a. 11 m.	"	
Mermoz Joseph Etienne	cisaill <sup>eur</sup> p <sup>re</sup>	Oullins, rue de Dubois-Grange 2.	118,75	1	29 a. "	"	
(3) Simon Marius	tourneur	Oullins, rue de la gare n° 46.	118,75	1	10 a. 5.	"	
Charcolin Pierre Antoine	brig <sup>adier</sup> man <sup>œuvre</sup>	Oullins, grande rue n° 125.	131,25	1	21 a. 9.	"	
Cuenot Constant Simon	infirmier	Oullins, rue de la gare n° 8.	131,25	1	4 a. 7.	"	
Luiggi Pierre François	manœuvre	La Mulatière, grande rue 35.	100,00	0	27 a. 8.	"	si possible au-dessus de l'ouverture Sud du tunnel de la Mulatière, on se trouve une porte donnant sur la G <sup>de</sup> Rue.
Villard Louis François	d <sup>re</sup>	Oullins, rue de la Convent <sup>ion</sup> , 74.	100,00	0	4 a. 8.	"	M. Boute et Devaux
Dubois Antoine Marius Gabriel	d <sup>re</sup>	Oullins, rue de la Barre n° 19.	100,00	0	4 a. 6.	"	
Bachelard Etienne	tourneur	Oullins, rue du Nord n° 10.	131,25	0	9 a. 11.	"	
Philippe Léon	mouleur	Lyon, rue Franklin n° 55.	131,25	0	7 a. 6.	"	
Dumont Emile	veigneur	Oullins, rue Fournier, n° 21.	225,00	0	19 a. 3 m.	"	
(3) Durand Antoine J <sup>os</sup>	mortaisier	Oullins, rue de la gare n° 42 bis.	125,00	1	23 a. 8 m.	"	
(1) Joly François	tourneur de bois d'ag <sup>es</sup>	Oullins, rue de la gare n° 58.	106,25	3	10 a. 6.	"	
(2) Magnard Jean Baptiste	chef d'équipe	Oullins, rue Marecau n° 6.	300,00	3	28 a. 7 m.	"	

3<sup>re</sup> Agents classés  
Néant

Dressé par : LE SOUS-INGÉNIEUR  
Chef des Ateliers de Machines  
Oullins, le 12 avril 1917

Ingénieur du Matériel (2<sup>e</sup> Circonscription)

Syden

Gautier



LYON, le 6 Juillet 1945

V B d

VD. 5263

Commune de  
Souzy-l'Argentière

Occupation du PN 30  
par M. THOLLET.

6 P. j.

VR: VB d<sup>1</sup> 8759

La M.G. du PN 30  
(Lyon-Montbrison) va de-  
venir libre par suite de  
la débite donnée par  
M. LARTIZIEN pour le 31  
Juillet prochain.

M. THOLLET (Jean-  
Marie) sollicite l'auto-  
risation d'occuper cette  
maisonnette et accepte  
de nous payer la redevance  
annuelle de 1.200 f. que  
nous lui avons imposée.

Ce taux est très acceptable,  
compte-tenu de la situation de la  
maisonnette.

Je vous prie, en conséquence, de  
m'autoriser à réaliser, sur timbre,  
~~l'engagement~~ l'engagement dont ci-  
joint copie. *projet*.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.

Le Chef-Adjoint,

Signé : CASSET

VB d<sup>1</sup> 8759  
SP  
Rn à VB 6

sous direction, pour  
expédier et m'adresser  
l'exemplaire sur timbre,  
signé par le p<sup>r</sup>et<sup>r</sup> biomé-  
trique, le président que vous  
avez l'accord de la commission  
du logement - Paris le 21 juillet 1945  
signé Paulhé



Lyon, le 28 Juillet 1945

VD 5263

Cqué à S. 63

Location  
P.N. 30  
Lyon-Montbrison

M. LAETIZIEN

1 p.j.

Pour ne permettre de  
renseigner le S.R., je  
vous prie de me confirmer  
que conformément à votre  
note du 5-7-45 vous avez  
bien encaissé, par 805A,  
la location du 1er Juin au  
31 Juillet auprès de M.  
LAPTIZIEN.

MR CHIEF OF BUREAU  
Folk & Holloman Co. - Bristol

Le Chef de Section

Paris le 14-8-45

Lyon, le 13 Mars 1945.



VBd

VD. 5263

C<sup>me</sup> de Louy - l'Argentine  
Occupation du P.N. 30  
(LM) par M. LARTIZIEN

1p.

Le contrat, en date du 31-3-42, dont ci-joint copie, réglant l'occupation ci-contre, est arrivé à expiration le 28 février dernier.

J'ai demandé, en temps utile, à notre locataire, s'il désirait continuer cette location.

Or, M. ZAROUKIAN, beau-frère de H. LARTIZIEN nous fait connaître que ce dernier a été déporté en Allemagne il y a plus d'un an.

M. ZAROUKIAN a payé, jusqu'à ce jour, la location aux lieux et place de son beau-frère. Il consent à continuer de payer cette location, mais refuse l'augmentation que nous avions demandée.

Par ailleurs, d'après les renseignements fournis par notre Service local, la maisonnette en question est inoccupée depuis le départ de notre locataire. Seul le mobilier de l'intéressé s'y trouve remisé.

Je serais d'avis, dans ces conditions, de laisser continuer cette occupation, à titre verbal, jusqu'au retour de M. LARTIZIEN.

Pour l'Ingénieur Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement  
L'Ingénieur adjoint

*P. avel*

VBd 8759

Paris, le 27 MARS 1945

R<sup>ne</sup> à M. le chef du 6<sup>e</sup> arrondissement VB.

D'accord.

P. LE CHEF DU SERVICE V.B.  
Le Chef de la Division du Service Général

*[Signature]*

LYON, le 6 Juillet 1945

V.B.d

V B d

-9 JUIL 1945

L 8759

VD. 5263

Commune de  
Souzy-l'Argentière

Occupation du PN 30  
par M. THOLLET

6 P. j.

VR: VB d 8759

La M.G. du PN 30  
(Lyon-Montbrison) va de-  
venir libre par suite de  
la dédite donnée par  
M. LARTIZIEM pour le 31  
Juillet prochain.

M. THOLLET (Jean-  
Marie) sollicite l'auto-  
risation d'occuper cette  
maisonnette et accepte  
de nous payer la redevance  
annuelle de 1.200 f. que  
nous lui avons imposée.

Ce taux est très acceptable,  
compte tenu de la situation de la  
maisonnette.

Je vous prie, en conséquence, de  
m'autoriser à réaliser, sur timbre,  
~~l'engagement~~ l'engagement dont ci-  
joint ~~est~~ *projet*.

*Retour à M. le chef de  
6<sup>e</sup> Arrondissement  
Bureau d'hygiène pour 22 fev 46  
et de l'engagement signé par le propriétaire  
sur timbre de la commission  
Je prie de la  
du logement  
Paris le 29 JUIL 1945  
F. LE CHIEF DU SERVICE F.B.  
à la Division du Service Général  
Amst. à  
Paris  
21-9-45*



107/1  
D. 2704

DÉPARTEMENT

de la Loire.

ARRONDISSEMENT

de St Etienne.

COMMUNE

de Firminy.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE

SERVICE DE LA VOIE

12<sup>e</sup> Arrondissement. — M. Moser. Ingénieur en chef

Ligne de St Georges d'Aurac à St Etienne.

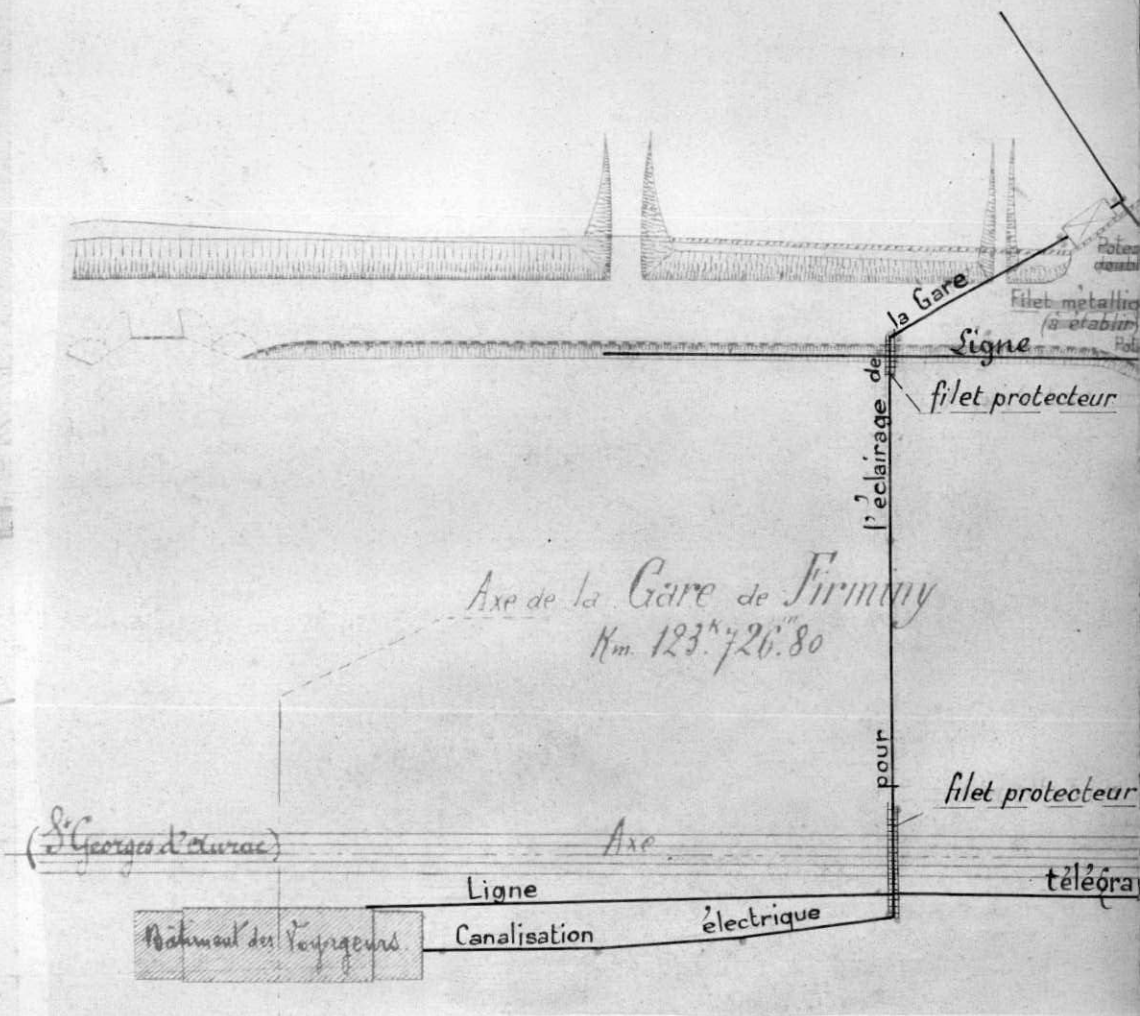
Plan joint aux observations de la C<sup>ie</sup> P.L.M.  
sur la demande d'établissement de conducteurs électriques,  
présentée par la C<sup>ie</sup> Electrique de la Loire.

Echelle de 0<sup>m</sup>.001 pour 1<sup>m</sup>.

DRESSÉ par l'Ingénieur en chef  
chargé du 12<sup>e</sup> Arrondissement.

A Lyon, le 21 janvier 1903

E. Moser





7.2278

Minute

DÉPARTEMENT  
*de la Loire*  
ARRONDISSEMENT  
*de Montbrison*  
COMMUNE  
*de Feurs*

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

SERVICE DE LA VOIE

*M.* Arrondissement. — *M. Chauvenot* Ingénieur

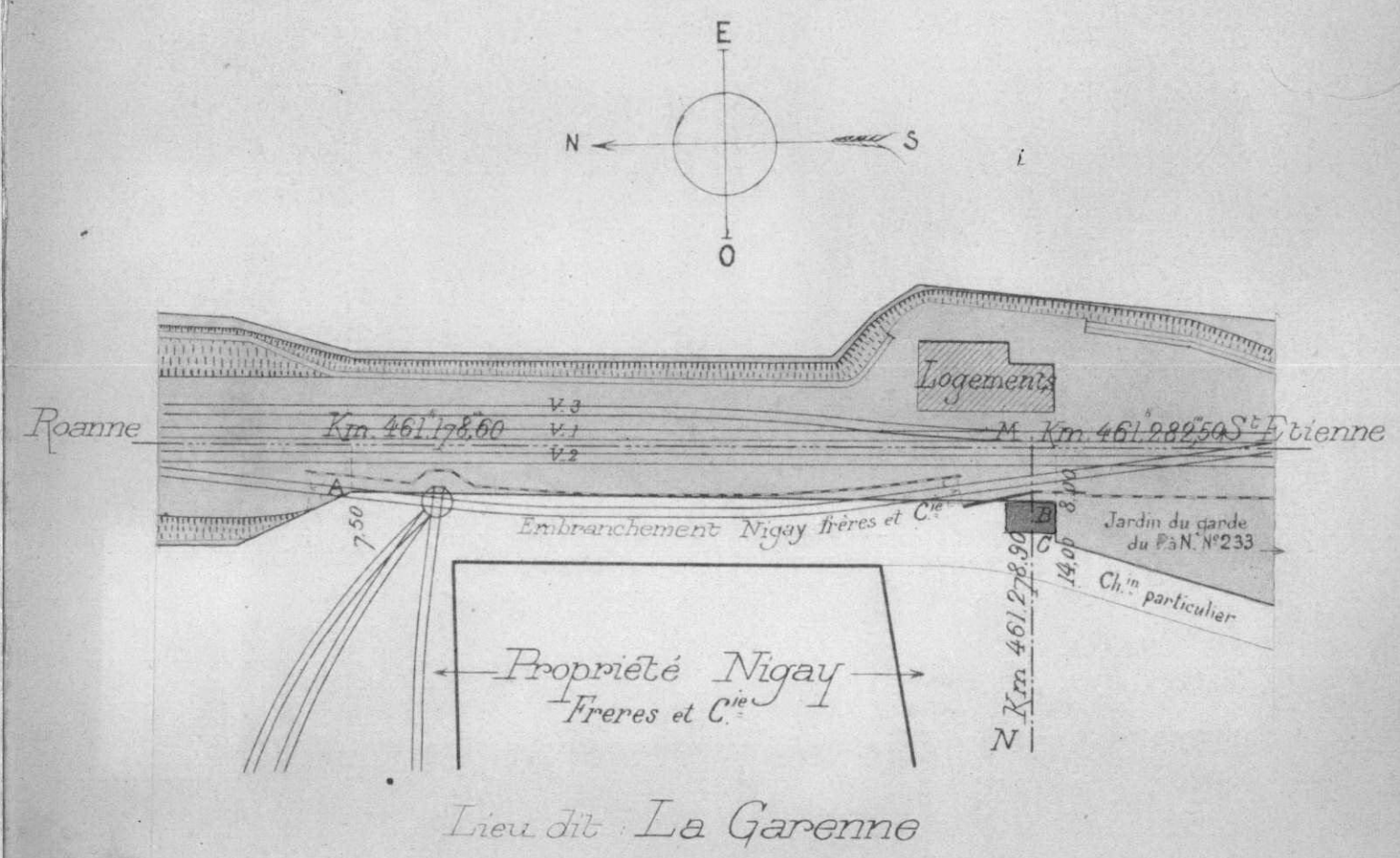
Ligne de *Roanne à Lyon par St Etienne.*

Plan joint aux Observations de la C<sup>ie</sup>  
sur la demande d'alignement présentée  
par *MM Nigay frères et C<sup>ie</sup>*

Echelle de 0<sup>m</sup>,001 p.m.

DRESSÉ par l'Ingénieur  
chargé du *11<sup>e</sup>* Arrondissement.  
A *Lyon*, le *28 Juillet* 191*3*.  
P<sup>r</sup> L'INGÉNIEUR CHARGÉ DU 11<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>  
L'INGÉNIEUR-ADJOINT  
*Heilbrunn*

Nota. Les terrains appartenant au chemin de fer sont teints en rose.  
d<sup>e</sup> ———— pétitionnaire ———— d<sup>e</sup> ———— jaune.  
L'emplacement que doit occuper la construction projetée est teinté en rouge foncé.



Lyon le 2.9.40

Garrigues François  
 Chef Mme Vve Blachard  
 à Lonsy.  
 (Rhône)

Monsieur Baillet  
 Chef de District Principal  
 11<sup>bis</sup> Place St Paul  
 Lyon.

Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur  
 de solliciter de vous une faveur.

Depuis un mois je suis  
 demobilisé, auparavant j'étais avec ma  
 famille dans le Nord à Lille.  
 mais il y a déjà quatre mois que  
 ma famille est à Lonsy chez  
 Mme Vve Blachard sur la route de  
 Montbrison. donc je me suis fait  
 demobiliser à Lonsy.

N'ayant aucune autre travail  
 encore je voudrais bien m'occuper du  
 travail de la terre.

Ayant fait connaissance avec  
 Monsieur Brun P. N° 31. il m'a  
 conseillé de vous demander de bien  
 vouloir me louer le Poste N° 30 qui  
 est depuis quelques temps libre de  
 sa part; pour que je puisse



cultiver la terre qui appartient au Poste 30  
bien, si vous nous accordez la  
faveur, Monsieur le Chef, nous irons  
vous remonter par là pour  
l'été espérer, Monsieur le  
Chef que vous prendrez ma demande  
en considération et que vous lui  
donnez la liste qui elle comporte.  
Bonne en vous remerciant.  
Veuillez agréer, Monsieur,  
mes très respectueuses salutations

M. Lartizien P.  
chez Monsieur Richard  
à Jany  
(Rhône)

Monsieur Blanc  
Chef de District

Meur Lartizien François demande à Louée Le P. a N° 30  
c'est à dire Location de la Maisonnnette et le jardin qui va avec  
la Maisonnnette N° 30

Meur Lartizien François; était Forin a l'ille ils avait 3 Camions et  
une petite voiture hautot se qui a été tous perdu au moment  
de l'évacuation.

Meur Lartizien est sans travail pour le moment ils ont leur fille  
avec eux qui est mariée avec a un enfant et le marié est  
prisonnier dans le Jendré de Meur Lartizien  
donc 5 personnes en tout

Le Chef de Canton Buisse

et avec cela la terre appartenant au  
poste N° 30, est très difficile à travailler  
mais l'année prochaine quand la  
terre nous aidera je pourrai vous  
verser un peu plus si vous voulez  
par la suite.

J'ose espérer Monsieur le  
Chef que vous accepterez mon petit  
versement et que vous donnerez  
satisfaction à ma demande.

Demillez aussi, Monsieur  
le Chef mes respectueuses salutations.

L'artilleur et  
Chef M. Richard  
à Longy.

L'adresse de mon  
Beau-frère.

Philippe

Soldat Zamboulian  
2<sup>e</sup> classe 36<sup>em</sup> R. A. D.  
Camp de prisonniers N° 1.

Bataville - Hellocourt sur - Moselle

(Moselle)

Merci d'avance

Lyon y. 19. Sept. 40

Lartisien François  
Chef Mme Flachaud  
à Lyon  
(Rhône)

Monsieur Le Chef  
11 bis Place St. Paul  
Lyon

Monsieur, Je suis en possession  
de votre lettre dans laquelle vous  
donnez suite favorable à ma  
demande.

Vous me demandez de  
vous faire savoir le plutôt possible  
le prix que je pourrai vous offrir  
pour le logement.

Monsieur Le Chef, je vous  
demanderai par la présente de  
bien vouloir me louer ce logement  
pour : 50 francs par mois.

— Vous connaissez ma  
situation actuelle : nous sommes  
cinq à la maison. J'ai mon  
Benn-Frère qui est prisonnier de  
guerre et sa femme a un enfant.  
Je suis dans l'obligation de les aider.



SERVICE DE LA VOIE

Mettre, quand il y a lieu, la réponse  
à la suite de la présente Note, avec le titre Réponse  
et en supprimant toutes les formules

Lyon le 7 Septembre 1934

NOTE

adressée à M.<sup>r</sup>

Journe

Jif

J'ai l'honneur de  
vous adresser ci-joint la lettre du  
2 septembre courant du M.<sup>r</sup>  
Journé, Réfugié avec  
sa famille chez M.<sup>r</sup> Richard  
à Jouzy (Rhin), et qui me  
demande à louer la maisonnette  
avari que la section attenante au  
P.N. n° 36 (non gardé) de la  
ligne de Lyon - St Paul à - Wastheim,  
située sur la Commune de Jouzy (Rhin).

En raison de la situation  
digne d'intérêt de cette famille de  
Réfugiés, je me suis vu de même bien  
me faire connaître si nous pourrions  
lui consentir cette location à un quelconque  
prix.

Le Chef de District P.P.<sup>a</sup>

A. Blang

VD  
Lyon, le 9 septembre 1940

129

8<sup>me</sup> à Mr. Joubert, ingénieur

pour la suite qu'il jugera utile une demande  
de location de la maison de jardin du  
P.N. n° 30 Lyon-Beaumont, présentée par  
M. Lantier (François), réfugié du Nord.  
L'on pourrait demander à Mr. Lantier  
le même prix qui avait été demandé  
pour la même location, à A. Pantouillet  
(maître R. I. 292 du 2 février 1940),  
soit 1.160 fr au.

Je vous serais obligé de vouloir bien me  
faire connaître vos instructions.

Demourant

CHEMINS DE FÉR  
de  
PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

SERVICE DE LA VOIE

N° D'ENREGISTREMENT :

V. II. 5253

2 PIÈCES f.

Occupation  
"Lutitiquien"

P. à N. n° 30  
S. Paul. Montbrison

6  
Lyon 13 septembre 1940  
PARIS, le 13 septembre 1940

C. que  
transmis à M. Sauvel

Je m'ai pas d'objection  
à la location ci. contre ni  
aucun agent en service ne la  
solicite et nous réserve de  
l'approbation du S<sup>r</sup> R.

Vous voudrez bien me  
faire connaître le prix offert  
par M. Lutitiquien, si le prix  
est inférieur à celui obtenu  
en application de l'Instruction  
générale n° 18, Vous aurez à  
le justifier à l'aide de la  
fiche d'usage dont ci-joint  
quelques spécimens.

(art. 6 de la dite Instruction)

Le Chef du 11<sup>e</sup> Arrondissement

Voie et Bâtiments



S.N.C.F.

Vole et Bâtiments

Section de Lyon-St-Paul

11<sup>ème</sup> Place St-Paul

LYON

Téléph. Burdeau 04-74

I-851

5 p.f.

Lyon, le 17 Octobre 1940

R.<sup>re</sup> à M.<sup>r</sup> Le Chef du  
11<sup>ème</sup> Arr.<sup>t</sup> V.B.

son C.<sup>me</sup> V.D.-5263 du 13  
Septembre dernier avec ci-joint  
la réponse de M.<sup>r</sup> Lartizien  
qui offre 50<sup>fr</sup> par mois pour prix  
de la location de la maison de  
garde du P.à N. N° 30 de la ligne de  
Lyon-St-Paul à Montbrison -

En raison de la situation du  
demandeur, qui est réfugié du département  
du Nord et qui doit pourvoir aux  
besoins de 5 personnes, dont son  
beau-frère prisonnier de guerre et sa  
femme et son enfant qu'il a recueillis,  
je serais d'avis d'accueillir  
favorablement son offre et de lui  
consentir la location de cette maisonnette  
qu'il a revu ce prix au bout d'une  
année si les circonstances présentes  
se modifiaient dans un sens favorable  
pour lui.

Ci-joint la fiche d'usage pour  
proposition de réduction de loyer -

Le Chef de Section Ppal,

Vinceaux

Mettre, quand il y a lieu, la réponse  
à la suite de la présente Note, avec le titre Réponse  
et en supprimant toutes les formules

Lyon le 18 Octobre 1940

NOTE

R<sup>ne</sup>  
adressée à M. Saurel

V. II. 5263

Occupation "Lartigey"

P. à N. n° 30  
St-Paul-Montbrison

7 pièces

Je n'ai pas d'objection à  
la location proposée.

Cependant, il ne me paraît pas  
possible de proposer au S<sup>r</sup> R<sup>al</sup> le prix de  
600 francs, étant donné que les taux pratiqués dans  
la région pour des logements semblables, ne sont  
pas inférieurs à 800 francs par an.

Dans ces conditions, et en égard à la  
situation particulière de M. Lartigey, j'en serais  
d'avis de lui consentir la location sollicitée au titre  
de "location verbale" au prix proposé de 600, étant  
entendu qu'en avril prochain, vous voudriez bien revoir  
la situation de notre locataire et m'adresser des  
nouvelles propositions pour la formation d'un  
baif au taux de 800 francs.

Prière de me retourner le présent dossier avec  
l'acceptation de l'intéressé et en me faisant connaître  
la date de départ de cette location verbale.

S.N.C.F.

Voie et Bâtiments

Section de Lyon-St-Paul

1 bis Place St-Paul

LYON

Téléph. Burdeau 44-74

Lyon, le 30 Octobre 1940.

Monsieur le Chef  
du 41<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> N. B.

I/ 418  
9 pièces

Location du P.N. 30  
à M. Lartizien

J'ai l'honneur de  
vous retourner votre envoi  
VD-5263 du 18 Octobre courr<sup>t</sup>  
relatif à l'affaire citée en marge,  
avec l'acceptation écrite en  
date du 22 Octobre 1940 de  
M. Lartizien au sujet du prix  
exceptionnel de location de  
600 F. par an, consenti; le  
locataire est également d'accord  
sur le principe d'une révision  
de ce prix en Avril 1941.

En joint copie de la  
lettre adressée par notre Sté  
à M. Lartizien, le 21 Oct<sup>bre</sup> 1940.

La date de départ de  
cette location verbale est le  
22 Octobre 1940.

Le Chef de Section Ppal,

Vieucauzy



M. BAILLÈS, Chef de District PP  
11 bis, Place St-Paul  
LYON  
Tél.: Burdeau 04-74

LYON, le 21 Octobre 1940

Monsieur LARTIZIEN François

Chez Mme Vve Flachard à

SOUZY-L'ARGENTIERE (Rhône)

*Copie*

Monsieur,

Comme suite à vos précédentes lettres des 2 et 19 Septembre 1940, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Société Nationale des Chemins de fer français serait disposée à vous consentir la location de la maison de garde du passage à niveau n° 30 de la ligne de Lyon-St-Paul à Montbrison, située sur la commune de SOUZY-L'ARGENTIERE (Rhône), ainsi que le jardin y attenant, au prix exceptionnel de 600 Fr,00 par an, compte tenu de votre situation actuelle.

Cette location vous est consentie au titre de "Location verbale", et sera révisée au mois d'Avril 1941.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous acceptez ces conditions, ainsi que la date de départ de cette location.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.-

Le Chef de District PP

*Signé: Baillès*

Monsieur LARTIZIEN devra rendre, à la fin de l'occupation ou en cas de résiliation stipulée ci-dessus, le logement dans l'état où il l'aura pris, ce qui sera constaté par un état des lieux, dressé contradictoirement entre les parties au moment de l'entrée en jouissance. Il ne pourra exiger de la S.N.C.F. aucune réparation du logement occupé et ne pourra effectuer lui-même aucune réparation ni modification aux installations existantes, sans le consentement exprès et par écrit de la S.N.C.F.

Le ramonage des cheminées et le curage du puits seront assurés par les soins de la S.N.C.F. aux frais de l'occupant.

La présente occupation est consentie moyennant une redevance annuelle de mille francs que Monsieur LARTIZIEN s'oblige à payer trimestriellement et d'avance à la S.N.C.F.

L'occupant s'engage à déclarer à Monsieur le Chef de District de la Voie et des Bâtiments à l'Arbresle, dès qu'elle aura été reconnue toute maladie contagieuse, quelle qu'en soit la gravité, dont pourrait être atteint l'un quelconque des membres de sa famille ou des tiers à demeure ou provisoirement avec lui.

En outre il est formellement stipulé que l'occupant devra contracter à ses frais une assurance contre l'incendie, tant pour ses risques locatifs, que, s'il y a lieu, pour le recours des voisins, à une Compagnie ou Société d'assurances française. Il devra, si la S.N.C.F. lui en fait la demande, lui adresser sa police en communication et justifier annuellement du paiement régulier de ses primes d'assurance.

L'occupant renonce dès maintenant, à tous recours contre la S.N.C.F. en cas d'incendie imputable à un vice de construction ou à un défaut d'entretien de l'immeuble. Il s'engage à prévenir de la présente renonciation la Société ou Compagnie d'assurances qui assure son mobilier contre les risques d'incendie et à acquitter toutes surprimes qui en résulteraient afin que la S.N.C.F. ne puisse être inquiétée en aucun cas à ce sujet.

La S.N.C.F. fera enregistrer le présent acte pour toute sa durée, mais les frais de timbre et d'enregistrement seront supportés par l'occupant.

Fait à Lyon le Trente-un Mars mil neuf cent quarante deux en autant d'originaux que de parties intéressées, plus un pour l'enregistrement.

*Lu et approuvé*

*Lu et approuvé*  
Pr le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V. B.

*Lartizien François*



Département du Rhône

Arrondissement de Lyon

Commune de

Souzy l'Argentière

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-EST

Durée de l'occupation  
trois ans

Service de la Voie et des Bâtiments

Ligne de Lyon Saint Paul à Montbrison

PERMIS D'OCCUPATION

Montant de la redevance  
annuelle 1.000 frs

+==+==+==+==+==+

Entre la Société Nationale des Chemins de Fer Français dont le siège est à Paris.

Pour elle stipulant Mr JUNIET, André, Chef du 6ème Arrondissement du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région du Sud Est, demeurant à Lyon, 10 cours de Verdun, d'une part.

et Monsieur LARTIZIEN, François, demeurant à Souzy l'Argentière (Rhône), d'autre part

il a été arrêté et convenu ce qui suit:

La Société Nationale autorise l'occupation par Monsieur LARTIZIEN, qui l'accepte, de la maison de garde désaffectée du Passage à Niveau N° 30 de la Ligne de Lyon St Paul à Montbrison, composée de quatre pièces (deux au rez de chaussée et deux à l'étage), avec cave, jardin, cour, puits et W.C. dans la cour, d'une superficie totale de deux cent soixante cinq mètres carrés (265 m<sup>2</sup>) et situées sur la Commune de SOUZY L'ARGENTIERE, au point kilométrique 43,284, lieu dit: Marguet, faisant partie du N° 113 de la Section B du Cadastre.

La présente occupation qui porte sur un immeuble du domaine public du Chemin de fer, ne sera pas régie, quant à sa durée, et aux époques de paiement de la redevance par les usages locaux.

Elle est consentie pour une durée de trois années consécutives, à compter du premier mars mil neuf cent quarante deux, avec faculté de résiliation à toute époque par la S.N.C.F. ou l'occupant moyennant préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle cessera en outre de plein droit, à défaut de paiement d'un terme de la redevance à son échéance et quinze jours après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, sans préjudice des recours de la S.N.C.F. contre l'occupant pour obtenir le paiement de la redevance. Nonobstant la durée et les conditions de résiliation fixées ci-dessus, l'occupant pourra, exceptionnellement être tenu de libérer les lieux immédiatement et sans indemnité, si l'intérêt de la Défense Nationale le nécessite.

L'occupant ne pourra céder, sous louer, ou transférer à un tiers le bénéfice de l'autorisation accordée, sous peine de résiliation immédiate.

Une clôture existe tout autour de la maisonnette avec portillon. L'occupant ne pourra accéder aux dits immeubles que par le chemin d'accès et le portillon sus Visé, cette clôture et le portillon seront maintenus en bon état d'entretien par les soins et aux frais de l'occupant.

Il est bien spécifié que l'occupant ne pourra pratiquer aucune ouverture pouvant donner accès sur les terrains affectés à l'exploitation du Chemin de fer



MOUSSET  
le 27 AVR 1942  
Reçu trois francs  
1.000 frs  
33



Je pourrai offrir pour la location annuelle  
du terrain 25 à 30 francs.

En attendant de vous lire  
Veuillez agréer, Monsieur le Chef, mes  
respectueuses salutations.

François Lantignon  
P. A. N. 35  
Louis L'Étrangère  
Chêne

Louzy l'Abbaye, le 22 / 12

Monsieur Le Chef  
Service de la Poste  
Abbeville

Monsieur,

Votre lettre du 15 courant m'est bien parvenue, en laquelle vous m'informez que vous allez procéder à une révision de notre bail pour mettre le prix de location en concordance avec ceux pratiqués dans la région.

Je vous prie, Monsieur le Chef, de vouloir bien nous accorder le prix le plus juste, je vous rappelle que je fais refuge du Nord, et que nous avons un prisonnier. Le vin est trop cher, et nous aurions trop juste à nous en tirer.

J'accepterai le nouveau loyer que vous voudrez nous imposer suivant votre bon cœur.

Quant aux terrains le long de la ligne, je n'ai cultivé que des petites parcelles de terrains que jusqu'aux deux limites de chaque côté de la maison dont Monsieur Laid m'a montré. Si vous avez approuvé du terrain non cultivé entre deux parcelles de terrains cultivés, c'est que je n'ai cultivé que ce que j'ai pu, car par certains endroits il y avait beaucoup trop de cailloux.

Cette année était la première depuis très longtemps que le terrain le long de la ligne a été travaillé, pour cette raison j'en dépense beaucoup plus que ce que je n'ai pu en tirer du terrain.



VI-5090- LOCATION PANTOUSTIER - P.N. n°30 - Lyon-Montbrison

Sans suite. M<sup>r</sup> Pantoustier, mobilisé,  
n'a pas signé de contrat et a évacué le P.N. le 29/2/40



S.N.C.F.

Région Sud-Est

II<sup>e</sup> Arrondissement

Service de la Voie  
et des Bâtiments

V.D. 5090

2 Pièces jointes

LYON, le 8 Avril 1940

Communiqué à M. CASTELLA

Je ne retrouve pas trace,

sur votre état 806 de Mars der-

Location PANSOUSTIER

P.N. 30 LYON ST-PAUL, récap. de l'encaissement de la

MONTBRISON

Location due par M. PANSOUSTIER.

Prière de me redresser à

ce sujet.

LE CHEF DE BUREAU

Voie et Bâtiments 11<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>

L. de Chabert

Le Chef de Section  
(Paris)  
Lyon-Montbrison

*[Signature]*

Vu pour C<sup>te</sup>  
D'accord  
Pantouillet a payé

VD. 5090  
I 50  
24/4  
Sur le 9 Avril 1940  
Réponse:  
Cette recte figure lin sur  
nos 806 de Mars 1940  
Quitt. N. 51 du 7.3.40 = 145.  
Versement N. 55 du 15.3.40 de 255.  
Location Jambouvier du 9.4.40 N. 40 255.  
Lyon-Montbrison

S.N.C.F.

Courpière, le 22 FEV 1940

S.E. - V.B.

Section du Domaine.

D<sup>L</sup>-8759.

1 pièce jointe.

V.R. - VD-5090.

Retourné  
à Monsieur le Chef  
du 11<sup>e</sup> Arrondissement V.B.

sa note VD-5090 du 20 courant  
relative à la location à M.  
PANTOUSTIER, cantonnier des  
Ponts & Chaussées, de la Maison  
de garde du P.à N. n° 30 de la  
ligne de LYON-St-PAUL à MONTBRI-  
SON.

Etant donné les conditions  
dans lesquelles l'affaire se  
présente, vous pourrez excep-  
tionnellement, louer verbalement  
au prix fixé de 1160 frs par  
an, jusqu'au départ de notre lo-  
cataire.

Pour le Sous-Directeur  
chargé du Service V.B.

*VD-5090*  
*pièce*

*Location Pantoustier*

*PN. 30 de Lyon-St-Paul à Montbrison*

*Courpière à M. Castella,*

*comme suite à son Réq<sup>te</sup>*  
*I. 293, du 2 courant, pour prendre*  
*connaissance et me retourner.*  
*Lyon, le 24 Février 1940 -*

*Gre Tony*

*P. le Chef du 11<sup>e</sup> Arrondissement*  
*V. B. et Adjoint*  
*[Signature]*

CHEMINS DE FER  
de  
PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

SERVICE DE LA VOIE

N° D'ENREGISTREMENT :

T 292

2 PIÈCE

VT. 5090

PARIS, le 2 Février 1940

Transmis à M.

M. Juriets  
Ingénieur

après avoir été communiqué.  
M. Jamboussier a  
renouvelé le 14 Janvier 1940.  
Je vous retourne à votre  
bonté le projet de  
permis d'occupation auquel  
M. Jamboussier ne veut plus  
donner suite.

(Location de la maisonnette  
du G. i. h. n° 30 Lyon-montbison.)

P. le Chef de Section PPA

*Chauvart*



S.N.C.F.

Région du SUD-EST

11° Arrondissement V.B.

LYON, le 20 Février 1940.

Monsieur le Sous-Directeur  
chargé du Service V.B.  
Echelon de COURPIERE  
4° Bureau.  
-----

VD-5090

Par votre note n° D<sup>L</sup> 8759 du 4 Janvier dernier, vous avez bien voulu me donner votre accord pour la location de la maison de garde du PN n° 30 de la ligne de LYON-ST-PAUL à MONTBRISON, à M. PANTOUSTIER, cantonnier des Ponts et Chaussées.

Ce locataire qui désirait prendre possession d'urgence du logement dont il s'agit, a été autorisé à emménager dès qu'il nous a eu donné son accord sur les clauses du contrat que nous lui avons soumis.

Toutefois, M. PANTOUSTIER qui a effectivement emménagé le 14 Janvier dernier, nous fait savoir que, se trouvant en instance d'être rappelé sous les drapeaux, il ne signera pas le permis d'occupation et libérera les lieux dès son départ aux armées.

Dans ces conditions, je suis d'avis de louer verbalement au prix fixé de 1160<sup>F</sup> par an, jusqu'au départ de notre locataire.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si vous partagez ma manière de voir.

*Signature : Jannet*

# SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

## CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du Sud-Est

SERVICE DE LA VOIE  
ET DES BATIMENTS

COURPIERE

PARIS, le 4 JANV 1940 193

Monsieur le Chef du 11ème Arrondissement

de la Voie et des Bâtiments

Mettre, quand il y a lieu, la réponse à la suite de la présente  
Note, avec le titre RÉPONSE et en supprimant toutes les formules.



Section du Domaine

DL - 8.759

1 pièce

Par lettre VD - 5090 du 22 Décembre 1939 vous m'avez fait connaître que M. PANTOUSTIER, cantonnier des Ponts et Chaussées sollicitait la location de la maison de garde du passage à niveau n° 30 de la ligne de Lyon-Saint-Paul à Montbrison.

Je n'aurais pas d'objection à accueillir favorablement cette demande, puisqu'aucun agent de la S.N.C.F. n'est intéressé par la location, toutes réserves d'usage étant en outre formulées au sujet du droit de reprise.

Je suis également d'accord sur votre proposition de fixer le taux à 1.160 frs si ce chiffre, qui résulte de l'Instruction Générale n° 18, correspond bien à la valeur locative maxima des lieux qu'il convient, sauf exception dûment motivée, de demander aux étrangers au chemin de fer.

Compte tenu de ce qui précède, vous pourrez autoriser l'occupation à condition que l'intéressé s'engage, par écrit, à souscrire le contrat utile dont vous aurez d'ailleurs à lui donner connaissance des principales dispositions.

Pour le Sous-Directeur chargé du Service V.B.

VD-5090  
1 pièce

Location Pantoustier  
P.N. 30 de Lyon-Saint-Paul à Montbrison

Courrier à M. Bureau  
pour prendre connaissance.

Tous pourriez autoriser M. Pantoustier à occuper immédiatement la maison de garde dont il s'agit, sous réserve de son acceptation des conditions du bail et intervenir dont je vous retourne le projet d'autre part.

Lyon. le 9 Janvier 1940 -

Le Chef du 11ème Arrondissement  
Voie et Bâtiments

VD. 5090

65/8759  
Lyon, le 22 Décembre 1939.

S.N.C.F.

Région du SUD-EST

11<sup>e</sup> Arrondissement V.B.

Monsieur le Sous-Directeur  
chargé du Service V.B.  
Echelon de COURPIERE  
(4<sup>e</sup> Bureau)

VD. 5099

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes saisis d'une demande de location présentée par M. PANTOUSTIER, Cantonnier des Ponts et Chaussées, à Ste-FOY-L'ARGENTIERE, concernant la maison de garde du PN n° 30 de la ligne de LYON-ST-PAUL à MONTBRISON.

Aucun agent en service n'étant candidat à cette location, et M. PANTOUSTIER acceptant le prix de 1160<sup>F</sup> donné par le barème de l'Instruction Générale n° 18, je suis d'avis d'accueillir favorablement cette demande.

M. PANTOUSTIER désirant emménager d'urgence, je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si je puis autoriser cette occupation sans attendre l'approbation du bail dont j'ai demandé le projet à notre Service local.

Le Chef du 11<sup>e</sup> Arrondissement  
Voie et Bâtiments



Finetax -

Maison du P.N. 6 -

563

N<sup>o</sup> 563 D

PN à démolir  
Voie 13P21

démolir  
NF

C

1er Pédiculus mixt 25/6/62  
1er Contention - 25/6/62



## ELEMENTS DE LA VALEUR LOCATIVE DU LOGEMENT

[illegible]



TABLEAU 1  
Correctif d'ensemble du local

Report du Tableau n° 1. <sup>12.40</sup> ~~53.20~~

- (4) Entretien et vétusté.....  
de 1 à 0.3 par fraction de 0.1 } <sup>0.8</sup> 0.8 + 0.9 = 0.85  
(5) situation et sujétions.....  
de 1.1 à 0.7 par fraction de 0.1 } 2

Produit de la surface corrigée des pièces par le correctif d'ensemble du local..... =

Report du Tableau 2 d'équivalence d'équipement..... + Ensemble

Diminution pour absence d'ascenseur..... % -  
4° Etage : 5 % - 5° Etage : 10 % - 6° Etage : 15 %

RESTE.....

Majoration pour usage professionnel... 1.1  
Surface corrigée totale.....

MONTANT DU LOYER MENSUEL au 1er JANVIER

Jusqu'à 10 m²..... 10 m² X..... 200  
Au-dessus de 10 m² jusqu'à..... 20 m² X..... 232  
Au-delà de..... m² X..... F

Total..... 432

Réduction pour les localités soumises à un abattement de salaire..... 30%  
..... 129

Reste.....

MAJORATIONS SEMESTRIELLES  
(Applicables du 1er juillet 1949 au 1er janvier 1954 inclus)

Augmentation mensuelle (le 1/5 du loyer mensuel au 1er janvier 1949)..... 60

LOYER DES JARDINS, REMISES, GARAGES  
ET AUTRES DÉPENDANCES

Loués ou occupés accessoirement au local... jardin..... 25 par mois

Redevances découlant de la surface corrigée -

Au 1er janvier 1949 303 Valeur locative 2576 1800  
Au 1er juillet 1949 -30% 1440  
Au 1er janvier 1950 1224  
Au 1er juillet 1950 -jardin 224 3368  
Au 1er janvier 1951 3368  
Au 1er juillet 1951 606 + 21 = 627 majoration 60  
Au 1er janvier 1952 majoration jusqu'en 1951  
Au 1er juillet 1952  
Au 1er janvier 1953  
Au 1er juillet 1953  
Au 1er janvier 1954

2430 (60)

110

TABLEAU 2  
EQUIPEMENT

			Nbre d'unités	Equivalence en m² par unité	Equivalence totale	Installations faites par le locataire et n'entrant pas en compte
POSTES D'EAU FROIDE						
Poste collectif, extérieur au local, à l'étage ou à mi-étage.....	Vi-dange	Poste Eau				
Poste intérieur au local, unique ou 1er poste.....	0,25	0,25				
Postes supplémentaires dans le local						
a) Poste unique ou premier poste dans une pièce.....	2	1,50	1	3.50	3.50	fournie par le Concessionnaire compteur.
b) Chaque poste en sus du premier dans une pièce.....	0,25	0,25				
Baignoire.....	0,20	0,20				
Receveur de bouches.....			2			
Bac à laver.....			2			
Lavabo.....			2			
Autres appareils sanitaires.....			1			
POSTE D'EAU CHAUDE DANS LE LOCAL						
1er poste sur baignoire ou bac à laver.....				3,75		
1er poste sans baignoire ou bac à laver.....				1,75		
Postes supplémentaires dans le local						
a) Poste unique ou premier poste dans une pièce.....				0,50		
b) Chaque poste en sus du premier dans une pièce.....				0,25		
W.C. Collectif						
A l'étage ou mi-étage.....				0,50		
1er W.C. particulier						
Avec effet d'eau.....			4			
Sans effet d'eau.....			2			extérieur avec fosse cloaque
W.C. supplémentaire						
Avec effet d'eau.....			3			
Sans effet d'eau.....			0			
Electricité : Lumière.....			1,50			
Force.....			2,50			
Gaz : .....			1,50			
Chauffage (commun.....)			1,75			
central par pièce (particulier.....)			1,50			
ou annexe (commun vétuste.....)			0,85			
(particulier vétuste.....)			0,75			
Vide-ordures ou évier-vidoir.....			2			
Monte-charges ou Ascenseur domestique.....			0,50			
Caves de 2 à 10 m².....			1			
de plus de 10 m².....			2		2	
Caves, greniers et parties du local : inférieures à 1 m,90 de hauteur						
de 1 à 3 m².....			0,50			
de 3 à 10 m².....			1,50			
de plus de 10 m².....			3			
Equipement régional suivant arrêté préfectoral.						
Total à reporter Tableau 3.....						

182  
19  
1683  
187  
355





1718

P R E A V I S   d e   L I B E R A T I O N

concernant le logement n° 563 (PN n° 685.1) à VINEZAC

M. (Nom) : MOURARET (Prénom) Henri

Grade : étranger (Service) :                      Résidence :                     

Libérera (1) ~~ou a libéré~~ le (date) 31.12.1972 le logement désigné ci-dessus

(1) Biffer la mention inutile

NOTA - Le présent avis est à établir dès que le CDT a connaissance de la libération d'un logement.

Transmissions successives :

Dates et visas :

DT à CSN 26.10.72

CSN à ~~VB. 2~~ (Secrétariat)

(Gestion) à DPG Lyon le 27.10.72

Avis du CDT : Le logement, ancienne MG du PN n° 6 S.S.L est en très mauvais état  
Une nouvelle location entraînerait des frais importants d'entretien.  
Il faut prévoir la démolition de cette MG pour 1973.  
oui



NOM du DÉBITEUR : **M. MOURARET**  
(en lettres capitales)  
**Henri**

Adresse domiciliaire : **PN 6**  
**VINEZAC**  
**07110**

Lieu et Mode  
de paiement :

Nature et date de l'acte : **Occupation loy n°**  
**n° 565 sis dans la maisonnette du**  
**PN 6 Km 4.808 ligne S<sup>t</sup> SERNIN-**  
**LARGENTIERE, suivant autorisation**  
**du 9.6.1962**

Durée : à courir du **1.4.62**

Montant  
de la

Redevance annuelle

trimestrielle

mensuelle

Payable : d'avance — à terme échu **144, 33** Taux taxe :

A partir du : **1.4.62**

Fiche N° :

Département  
d **avoché**

Commune  
d **VINEZAC**

N° du dossier :

Imputation  
de la  
Recette

**912110.10**  
**7000.259**

NOUVEAU - VALINOT 2000 9-69

DATES d'exigibilité des paiements	PÉRIODES		MONTANT de la quittance	Mise en recouvrement demandée le	Référence	SOMME encaissée le	OBSERVATIONS
	du	au					
- 1 OCT. 1969	1.10.69	31.12.69	110,00	29 OCT. 1969	201	encaissé	11.652.00.094
- 1 JANV 1970	1.1.70	31.3.70	110,00	- 7 JAN 1970	3	ENCAISSÉ	01.652.00.096
- 1 AVRIL 1970	1.4.70	30.6.70	110,00	25 MARS 1970	55	ENCAISSÉ	03 65200 149
- 1 JUIL. 1970	1.7.70	30.9.70	110,00	24 JUIN 1970	117	ENCAISSÉ	07 65200 100
- 1 OCT. 1970	1.10.70	31.12.70	128,49	16 OCT. 1970	191	ENCAISSÉ	10 65200 111
1 JANV 1971	1.1.71	31.3.71	128,49	22 JANV 1971	16	ENCAISSÉ	01 65200 21n
1 AVRIL 1971	1.4.71	30.6.71	128,49	19 AVRIL 1971	70	ENCAISSÉ	04 65200 240
1 JUL 1971	1.7.71	30.9.71	128,49	29 JUIN 1971	114	encaissé 10/71	07 65200 166
1 OCT 1971	1.10.71	31.12.71	136,17	28 OCT 1971	175		10 65200 087
1.1.72	1.1.72	31.3.72	136,17	13.1.72			02 54 07 0380
1 AVRIL 1972	1/4	30.6.72	136,17				06 54 07 0407
1.7.72	1.7	30.9.72	144,33			répl. le 24 octobre	10 54 07 0057
1.10.72	1.10	31.12.72	147,33				11 54 07 0121 le 13 Nov
				à libérer	le 30.10.72		

S. N. C. F.

Région d Méditerranée

2 ° Arrondissement.

Ligne n° (1) (2)

de St Sernin

à Largentièrre

Gare de (1).

Commune de VINEZAC

Monsieur

Henri MOURARET

Occupant.



# AUTORISATION D'OCCUPATION PAR DES ÉTRANGERS A LA S.N.C.F. D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION DÉPENDANT DU DOMAINE PUBLIC DU CHEMIN DE FER

Entre

La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) dont  
le siège est à PARIS (IX<sup>e</sup>), rue Saint-Lazare, n° 88, représentée par  
M. le Chef du 2e Arrondt Voie et Bâtiments  
6/8, rue du Clos Gaillard - VALENCE

ayant reçu les pouvoirs nécessaires à cet effet,

d'une part,

et : Monsieur Henri MOURARET

Passage à niveau 6

VINEZAC

d'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article premier.** — La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) autorise par les  
présentes Monsieur Henri MOURARET

à occuper à l'usage exclusif d'habitation la maisonnette du passage à niveau  
désaffecté n° 6, logt 563 dépendant du domaine public du chemin de fer  
situé au kil. 4,808 de la ligne St-Sernin à L'Argentièrre

commune de VINEZAC

section n° du plan du cadastre, d'une superficie approximative de

ainsi que ledit immeuble ou local se poursuit et se comporte, sans garantie de contenance et sans qu'il  
en soit fait une plus ample désignation, l'occupant déclarant le bien connaître.

(1) Barrer la mention inutile.

(2) Cote de ligne du classement géographique.



L'occupant devra se conformer aux lois et règlements concernant la police et la sécurité des chemins de fer, et il accepte de se soumettre sans restriction ni réserve aux conditions générales d'occupation par des étrangers à la S.N.C.F. d'immeubles ou de locaux à usage d'habitation, dépendant du domaine public du chemin de fer en date du 22 septembre 1953 dont il reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont, d'accord entre les parties contractantes, complétées comme il est dit ci-dessous:

**Article 2.** — La présente autorisation est accordée à partir du

1-7-1962

**Article 3.** — La présente autorisation est donnée moyennant une redevance annuelle de trois cent quarante francs que l'occupant s'oblige à payer cinq nouveaux francs soixante centimes ~~trimestriellement~~ quart et d'avance le immédiatement. Le premier terme sera exigible le immédiatement. La redevance sera révisée conformément à l'article 10 des conditions générales.

**Article 4.** — L'occupant remboursera, en outre, dans les conditions et aux époques fixées pour le paiement de la redevance, pour impôts et charges de toute nature relatifs à l'immeuble occupé, une somme fixée à forfait et d'un commun accord à francs par an. quatre vingt six nouveaux francs quarante centimes

**Article 5.** — Les frais de timbre de la présente autorisation et, le cas échéant, de toutes les pièces s'y rapportant, seront à la charge de l'occupant. Il en sera de même des frais d'enregistrement au cas où il y aurait lieu ultérieurement à l'accomplissement de cette formalité.

Pour l'exécution des présentes, les parties font éléction de domicile, savoir :

La S.N.C.F., à PARIS (IX<sup>e</sup>), en ses bureaux, au siège social, 88, rue Saint-Lazare,

et M. Henri MOURARET

dans les lieux occupés.

Fait à VALENCE

le

- 9 JUIN 1962

En deux exemplaires, dont un pour chacune des parties.

*Lu et approuvé*

*Mouraret*

Le 2<sup>e</sup> APRIL 1962  
BUREAU DES BAILLEMENTS  
Le Chef-Adjoint.  
*[Signature]*



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

ANNEXE A L'AUTORISATION

DU .....  
OCCUPANT Monsieur MOURARET  
Passage à Niveau 6 - VINEZAC +



CONDITIONS GÉNÉRALES D'OCCUPATION  
PAR DES ÉTRANGERS A LA S.N.C.F.  
D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION  
DÉPENDANT DU DOMAINE PUBLIC DU CHEMIN DE FER

**Autorisation**

**Article 1.** — L'autorisation est accordée personnellement à l'occupant désigné dans l'acte et elle ne pourra être cédée, sous-concédée, affermée ou transférée sous quelque forme que ce soit à un tiers.

L'inobservation de la présente clause entraînerait le retrait immédiat de l'autorisation si bon semble à la S.N.C.F., sur simple notification par lettre recommandée et sans aucune formalité judiciaire.

**Article 2.** — L'autorisation est consentie à titre précaire et révocable pour un an à compter de la date fixée dans l'acte. Elle se continuera d'année en année par tacite reconduction avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à l'expiration de chaque période annuelle en prévenant l'autre partie au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée.

Toutefois, la S.N.C.F. se réserve le droit de retirer l'autorisation accordée, à toute époque correspondant à l'échéance d'un terme de redevance d'occupation — et sans que le permissionnaire puisse prétendre à une indemnité — soit pour des motifs d'intérêt public dont elle sera seule juge, soit en cas d'infraction à l'une des clauses de l'autorisation et à la condition d'en aviser le permissionnaire trois mois au moins à l'avance par lettre recommandée.

**Article 3.** — L'occupant devra :

- rembourser à la S.N.C.F. les taxes et prestations afférentes aux locaux occupés, telles qu'elles sont définies à l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948,
- rembourser à la S.N.C.F., le cas échéant, les frais pour travaux de ramonage à effectuer par celle-ci,
- payer soit à la S.N.C.F., soit directement aux sociétés concessionnaires, les redevances pour fournitures d'eau, de gaz, d'électricité, conformément aux usages locaux,
- s'il existe un jardin, cultiver celui-ci et le rendre à la fin de l'occupation en bon état de culture,
- faire vider les fosses d'aisances,
- rendre à la fin de l'occupation l'immeuble ou les locaux dans l'état où il les aura pris, ce qui sera constaté par un état des lieux dressé contradictoirement entre la S.N.C.F. et l'occupant au moment de l'entrée en jouissance par ce dernier de l'immeuble ou des locaux.



**Article 4.** — Faute par l'occupant de payer le montant des redevances, impôts et charges à l'une des échéances prévues et 8 jours après une mise en demeure par simple lettre recommandée restée infructueuse, l'autorisation sera résiliée de plein droit, si bon semble à la S.N.C.F., sur simple notification adressée également par lettre recommandée, sans qu'il soit besoin d'une formalité judiciaire et sans préjudice des recours de la S.N.C.F. pour obtenir le paiement des sommes dues.

L'expulsion pourra être prononcée, le cas échéant, par simple ordonnance de référé ou toute autre décision de justice.

#### **Occupation — Travaux**

**Article 5.** — L'occupant prendra l'immeuble dans l'état où il se trouve ; il en jouira en bon père de famille et assurera, à ses frais, toutes les réparations, grosses ou petites, sans qu'il puisse demander une indemnité à la S.N.C.F. ou exercer un recours contre elle pour quelque cause que ce soit, en particulier si des dommages ou accidents sont occasionnés par le mauvais état de la construction.

La S.N.C.F. pourra d'ailleurs toujours, sans par là même engager sa responsabilité, imposer à l'occupant l'obligation d'effectuer, aux frais de ce dernier, tous travaux d'entretien ou de réparation qui s'avèreraient nécessaires à la bonne conservation de l'immeuble, alors même que ces travaux seraient devenus nécessaires à la suite d'un cas fortuit ou de force majeure.

L'exécution de ces travaux quelle qu'en soit la durée n'entraînera ni indemnité, ni diminution de la redevance.

**Article 6.** — L'occupant devra clôturer l'immeuble occupé ou maintenir les clôtures de celui-ci en bon état, de telle sorte qu'il ne puisse exister d'accès direct sur le chemin de fer ou les terrains affectés à son exploitation. Il ne pourra emprunter, ainsi que les personnes se rendant à l'immeuble occupé ou en venant, les pistes tracées le long des voies ou la plateforme de ces dernières.

**Article 7.** — L'occupant ne pourra sans autorisation préalable écrite de la S.N.C.F., qui sera toujours libre de refuser le projet qui lui sera soumis :

- ni poser ou laisser poser aucun tableau-réclame à l'extérieur du local occupé, ni faire aucune publicité quelconque,
- ni installer dans les lieux aucun restaurant, café, cabaret, commerce, industrie ou atelier quelconque,
- ni établir de clôtures, abris en planches, dépôts de matériaux ou toute autre installation ou construction à plus d'un mètre de hauteur au-dessus du niveau du rail,
- ni faire aucune plantation d'arbres ou d'arbustes,
- ni effectuer aucun changement d'affectation, ni aucune modification quelle que soit leur importance,

sous peine de voir l'autorisation d'occupation retirée par la S.N.C.F. sur simple notification par lettre recommandée.

#### **Incendies**

**Article 8.** — L'occupant s'engage à respecter les prescriptions réglementaires en ce qui concerne la protection contre l'incendie.

La S.N.C.F. aura le droit de visiter les lieux toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire pour s'assurer notamment de l'entretien des locaux et des mesures prises pour la prévention des incendies, étant entendu que le contrôle ainsi exercé par la S.N.C.F. ne saurait créer de responsabilité à la charge de celle-ci ni limiter la responsabilité de l'occupant.

**Article 9.** — La S.N.C.F. prend à sa charge les risques immobiliers et les recours des voisins.

Par contre, l'occupant supportera les conséquences pécuniaires des incendies, quelle qu'en soit l'origine ou la cause, qui pourraient atteindre tout ce qui peut se trouver dans les locaux occupés, et renonce par suite à tout recours de ce chef contre la S.N.C.F. ou ses agents.

Au cas où l'occupant ferait couvrir les risques ainsi laissés à sa charge par une police d'assurances, il devrait faire insérer dans ladite police une clause par laquelle l'assureur s'interdirait tout recours contre la S.N.C.F. ou son personnel.

#### **Redevances**

**Article 10.** — Le taux de la redevance est fixé, dans la mesure du possible, par analogie avec les règles édictées par la loi 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, bien que les dispositions de ladite loi soient inapplicables aux locaux concédés lesquels font partie du domaine public du chemin de fer.

Sauf stipulations contraires de l'autorisation, la redevance prévue subira des majorations semestrielles identiques à celles édictées par la loi susvisée.

#### **Cessation de l'autorisation**

**Article 11.** — A l'expiration de l'autorisation ou en cas de retrait ou de résiliation pour quelque cause que ce soit, toutes les constructions, installations, améliorations ou aménagements quelconques que l'occupant aurait pu faire dans les lieux concédés resteront, sans aucune indemnité, la propriété de la S.N.C.F. à moins que celle-ci ne prescrive le rétablissement des lieux dans leur état primitif aux frais de l'occupant.

Dans ce dernier cas, à défaut d'exécution des travaux de remise en état dans le délai notifié, la S.N.C.F. ferait, sans autre mise en demeure, procéder d'office à ces opérations aux frais, risques et périls de l'occupant, sans préjudice de tous dommages-intérêts qu'elle pourrait avoir à réclamer.

#### **Législation**

**Article 12.** — L'immeuble dont l'occupation est consentie faisant partie du domaine public du chemin de fer, l'autorisation accordée ne saurait en aucun cas, relever de la législation de droit commun.

En particulier, les dispositions légales applicables aux baux à loyer des locaux à usage d'habitation, et aux locations de jardins ouvriers ne seront pas applicables.

Paris, le 22 Septembre 1953

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA S.N.C.F.

P. O. Le Directeur des Installations fixes,

Robert LÉVI

Enregistré à Paris 1<sup>er</sup> Bureau des Baux

le 22 Sept. 1953 - Vol. : 100 - F : 66 - C : 935

SN 28.

logements:

Suite à la note de VPS2 du 14 Mai 1962, je vous informe que M<sup>r</sup> Mouraret Henri, est d'accord pour la location de la maisonnette du PNB sur la ligne de St Serny Carentière avec une redevance mensuelle de 36,00 NF.

M<sup>r</sup> Mouraret désire payer son loyer par trimestre

le CDT 284

S

~~gains à VPS2~~

Logements

avec avis favorable, la demande de location de la MG de l'ex-PNG 53-L à Linzac.

M<sup>r</sup> Mouraret accepte le taux mensuel de 36,00 NF - impôts compris.

Le 26-5-1962  
Le Chef de la Section 28

*Hebry*